Quatre-vingt-deuxième année. — N° 271. Le Numéro : 12 francs. Vendredi 17 Novembre 1950.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES


| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Débats de l'Assemblée nationale | Débats du Conseil de la République | Débats de l'Assemblée de l'Union française | Avis et Rapports du Conseil économique | ÉDITION COMPLÈTE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte Chèque postal : 9063.13, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et France d'outre-mer . | 3.450 | 1.800 | 950 | 800 | 600 | 400 | 250 | 5.000 | 2.800 | 1.600 |
| Etranger . . . . . | 6.600 | 3.400 | 1.750 | 2.100 | 1.600 | 800 | 450 | 12.500 | 6.550 | 3.500 |

**L'Edition des LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

**L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE** comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

**L'Edition COMPLÈTE** comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
**QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e**

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS


## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES


**Présidence du conseil.**

INFORMATION

*Arrêté* portant désignation d'un représentant du ministre des finances au conseil supérieur des entreprises de presse (p. 11687).

**Ministère de la justice.**

*Décrets* des 31 octobre et 13 novembre 1950 portant nominations, attribution de fonctions et mise en disponibilité (magistrature) (p. 11687).

*Décrets* du 13 novembre 1950 maintenant en fonctions des commissaires et commissaires suppléants et nommant un commissaire suppléant du Gouvernement près le tribunal des conflits (p. 11687).

*Décret* du 13 novembre 1950 portant nomination d'huissiers en Algérie (p. 11687).

**Ministère des affaires étrangères.**

*Arrêté* portant nomination des membres français du conseil d'administration de l'université de la Sarre (p. 11688).

**Ministère de l'intérieur.**

*Arrêtés* du 9 novembre 1950 portant remises de débets (p. 11687).

*Arrêtés* portant dégagement des cadres et mutation (sûreté nationale) (p. 11688).

**Ministère de la défense nationale.**

*Décrets* du 13 novembre 1950 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 11688).

*Décret* portant nomination dans le corps du commissariat de la marine (rectificatif) (p. 11689).

*Arrêté* portant nomination de personnel enseignant à l'école polytechnique (p. 11689).

*Liste* des officiers ayant obtenu le brevet d'études militaires supérieures (école supérieure de guerre, deuxième promotion) (p. 11690).

*Liste* des médecins des troupes coloniales admis à suivre le stage d'assistant des hôpitaux coloniaux (p. 11690).

*Désignations* pour servir sur les théâtres d'opérations extérieurs des sous-officiers appartenant aux armes et services gérés par la direction militaire de l'armée de terre (p. 11690).

**Ministères des finances et des affaires économiques et du budget.**

*Décret* du 13 novembre 1950 portant suppression de certaines taxes perçues par le service des douanes dans le département de la Guyane (p. 11691).

*Décret* n° 50-1115 du 16 novembre 1950 relatif aux frais d'établissement des rôles auxiliaires de locataires ou fermiers et aux frais d'établissement et de distribution des avertissements correspondants (p. 11691).

*Décret* n° 50-1116 du 16 novembre 1950 relatif à la normalisation des papiers timbrés (p. 11691).

*Décret* n° 50-1222 portant application au ministère de l'agriculture du plan d'économies prévu par l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 (rectificatif) (p. 11692).

*Décret* n° 50-1261, pris en application de l'article 30 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 relative aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 et à certaines dispositions d'ordre financier (rectificatif) (p. 11692).




UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

**Ministère de l'éducation nationale.**

*Décret* du 13 novembre 1950 portant nomination d'un inspecteur général de l'instruction publique (p. 11692).

*Arrêté* du 2 novembre 1950 organisant un stage de formation pour les chargés de conférences des musées nationaux (p. 11692).

*Arrêté* du 3 novembre 1950 portant reclassement de l'emploi de chef ouvrier commissionné des musées nationaux (p. 11692).

*Arrêtés* conférant le titre de docteur *honoris causa* (p. 11693).

*Arrêté* complétant la liste des candidats autorisés à prendre part aux épreuves du concours d'agrégation des facultés de droit ouvert en 1950 (p. 11693).

*Arrêté* portant attribution de fonctions et rectificatif (enseignement supérieur et enseignement du premier degré) (p. 11693).

**Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.**

*Décret* n° 50-1417 du 31 octobre 1950 portant application aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer du décret n° 46-2235 du 11 octobre 1946 fixant la réglementation des taxes à percevoir sur les aéroports de l'Etat (p. 11693).

*Décret* du 13 novembre 1950 déclarant d'utilité publique des travaux à réaliser en vue de l'installation d'un centre émetteur à Bordeaux-Mérignac (p. 11693).

*Décrets* du 13 novembre 1950 portant déclassement de certaines lignes des réseaux des tramways électriques d'Angers et de Toulouse (p. 11694).

*Décret* du 13 novembre 1950 portant promotion au grade d'inspecteur général de 2e classe de la météorologie (p. 11694).

*Décret* portant nomination d'ingénieurs élèves des ponts et chaussées (rectificatif) (p. 11694).

*Arrêté* du 7 novembre 1950 portant ouverture de crédit (fonds de concours) (p. 11694).

*Arrêté* fixant les catégories de bénéficiaires de l'indemnité de protection aérienne pour l'année 1950 (rectificatif) (p. 11694).

*Arrêté* modifiant la composition de la commission permanente de signalisation (p. 11694).

*Arrêté* portant reclassement (ponts et chaussées) (rectificatif) (p. 11694).

**Ministère de l'industrie et du commerce.**

*Décret* n° 50-1418 du 13 novembre 1950 approuvant certaines modifications aux statuts de la Compagnie nationale du Rhône (p. 11694).

*Décrets* du 14 novembre 1950 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 11694).

*Arrêtés* du 9 novembre 1950 agréant du matériel pour emploi dans les mines grisouteuses (p. 11694).

*Arrêté* portant attribution du diplôme d'ancien élève de l'école technique des mines d'Alès (p. 11694).

**Ministère de l'agriculture.**

*Décret* n° 50-1419 du 13 novembre 1950 portant autorisation d'ouverture de concours pour le recrutement de personnel enseignant dans les établissements d'enseignement supérieur agricole au cours des troisième et quatrième trimestres de l'année 1950 (p. 11696).

*Décret* du 13 novembre 1950 portant affectation au ministère de l'agriculture d'une partie de l'établissement hippique Anglars-Juillac (Lot) (p. 11696).

*Arrêté* du 8 novembre 1950 prohibant l'importation et le transit sur le territoire de la France métropolitaine des moules en provenance des Pays-Bas (p. 11696).

*Arrêté* portant nomination des membres de la commission consultative des assurances sociales agricoles (p. 11696).

*Arrêtés* portant nominations et titularisations (administration centrale) (p. 11698).

**Ministère de la France d'outre-mer.**

*Décret* n° 50-1420 du 13 novembre 1950 fixant le cadre du personnel métropolitain des douanes en Afrique équatoriale française (p. 11698).

*Tableau* d'avancement complémentaire de l'année 1950 dans le personnel des administrateurs des colonies et *décret* du 16 novembre 1950 portant promotions (p. 11698).

**Ministère de la santé publique et de la population.**

*Décret* n° 50-1421 du 13 novembre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 50-819 du 5 juillet 1950 relative au conseil supérieur de l'entr'aide sociale (p. 11701).

*Décret* n° 50-1422 du 13 novembre 1950 relatif à la section permanente du conseil supérieur de l'entr'aide sociale (p. 11702).

*Arrêté* portant acceptation de démission (administration centrale) (p. 11703).


## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES


**Assemblée nationale.** — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Décès de deux députés. — Convocations de commissions. — Réunions de commissions (p. 11703).

**Conseil de la République.** — Ordre du jour. — Réunions de commissions du jeudi 16 novembre 1950 (p. 11705).


## INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE


Ordre du jour. — Nomination de membres de commissions. — Réunion de commission du mercredi 15 novembre 1950 (p. 11706).


## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRES DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU BUDGET


*Situations* résumées des opérations du Trésor, de la dette de l'Etat et de la caisse autonome d'amortissement (p. 11707).

*Avis* de tirage de la quarante-cinquième tranche de la loterie nationale 1950 (p. 11725).


MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME


*Avis* de concours pour le recrutement de conducteurs de chantiers dans les départements du Calvados, de la Charente, d'Ille-et-Vilaine et du Pas-de-Calais (p. 11725).

**Situation** de la Banque de France (p. 11726).

**Annonces** (p. 11727).


## DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

N° 115 A. N.


**Assemblée nationale.** — Compte rendu *in extenso* des débats du jeudi 16 novembre 1950. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 7761).


N° 77 C. R.


**Conseil de la République.** — Compte rendu *in extenso* des débats du jeudi 16 novembre 1950. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 2955).


## DEBATS DE L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

(PUBLICATION SPÉCIALE VENDUE SÉPARÉMENT)

N° 82


**Compte** rendu *in extenso* des débats du jeudi 16 novembre 1950 (p. 1401).


## CONSEIL ECONOMIQUE

(PUBLICATION SPÉCIALE VENDUE SÉPARÉMENT)

N° 13


**Avis et rapports.** — Séance du 7 novembre 1950 (p. 315).

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PRESIDENCE DU CONSEIL

### INFORMATION

**Conseil supérieur des entreprises de presse.**

Le ministre de l'information,

Vu la loi du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution des biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, et notamment l'article 26 de ladite loi;

Vu le décret n° 46-1979 du 6 septembre 1946 relatif à l'organisation et au fonctionnement du conseil supérieur des entreprises de presse;

Vu l'arrêté du 14 octobre 1946 portant désignation des membres du conseil supérieur des entreprises de presse,

Arrête:

Art. 1er. — Est désigné, en qualité de représentant du ministre des finances au conseil supérieur des entreprises de presse: M. Belot, administrateur civil, en remplacement de M. Massaloux, chef du service des domaines.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 novembre 1950.

ALBERT GAZIER.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

**Décret du 31 octobre 1950 plaçant un magistrat en position de disponibilité.**

Par décret en date du 31 octobre 1950, pris sur la proposition du conseil supérieur de la magistrature, M. Lefort, conseiller à la cour de cassation, est mis, sur sa demande, en disponibilité pour une durée d'un an.

**Décret du 13 novembre 1950 portant nomination de magistrats.**

Par décret en date du 13 novembre 1950, pris sur la proposition du conseil supérieur de la magistrature:

Sont nommés juges de paix de:

Creil, Pont-Sainte-Maxence et Senlis (Oise) (1re classe), M. Bacquie, juge de paix de Pontoise et l'Isle-Adam (Seine-et-Oise) (2e classe).

Tours (cantons Centre et Nord) et Vouvray (Indre-et-Loire) (1re classe), sur sa demande, M. Fronteau, juge de paix de Limoges (cantons Nord et Ouest) (Haute-Vienne) (1re classe), en remplacement de M. Philipon de La Madelaine, qui a été nommé juge de paix de Levallois-Perret (Seine) (hors classe).

Limoges (cantons Nord et Ouest) (Haute-Vienne) (1re classe), sur sa demande, M. Vidal, juge de paix du Mans (1er canton) et Ballon (Sarthe) (1re classe), en remplacement de M. Fronteau.

Le Mans (1er canton) et Ballon (Sarthe) (1re classe), M. Goberville, juge de paix de la Tour-du-Pin, le Grand-Lemps et Virieu (Isère) (2e classe), en remplacement de M. Vidal.

Nîmes (1er et 2e canton) (Gard) (1re classe), M. Challe, juge de paix d'Orange (cantons Est et Ouest) et Bollène (Vaucluse) (2e classe), en remplacement de M. Martin, qui a été nommé juge de paix de Noisy-le-Sec (Seine) (hors classe).

La Ciotat (Bouches-du-Rhône) (3e classe), sur sa demande, M. Excoffon, juge de paix de Cuers, Solliès-Pont, le Luc et Besse (Var) (3e classe), en remplacement de M. Allegre, qui a été nommé juge de paix de Barjols, Rians, Salernes, Tavernes et Cotignac (Var) (3e classe).

Pertuis et Cadenet (Vaucluse) (3e classe), M. Nomblot, juge de paix de 3e classe en congé de longue durée, en remplacement de M. Castillon, qui a été nommé juge de paix de Puget-Théniers, Guillaumes, Villars-sur-Var, Roquesteron (Alpes-Maritimes) et Entrevaux (Basses-Alpes) (3e classe).

Sont élevés à la 2e classe et sont maintenus dans leurs postes actuels:

M. Bosquier, juge de paix de 3e classe personnelle de Crépy-en-Valois, Betz et Nanteuil (Oise) (2e classe).

M. Charpentier, juge de paix de 3e classe personnelle d'Arpajon et Dourdan (cantons Nord et Sud) (Seine-et-Oise) (2e classe).

M. Palvadeau, juge de paix de 3e classe personnelle de Bain-de-Bretagne, le Sel, le rand-Fougeray, Derval et Rougé (Loire-Inférieure) (2e classe).

Sont nommés juges de paix honoraires:

M. Clain, ancien juge de paix de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe).

M. Leydet, ancien juge de paix de Barjols, Rians, Salernes, Tavernes et Cotignac (Var).

M. Thomas, ancien juge de paix d'Houdain (Pas-de-Calais).

**Décret du 13 novembre 1950 chargeant un magistrat des fonctions de juge des enfants.**

Par décret en date du 13 novembre 1950, pris sur la proposition du conseil supérieur de la magistrature, M. Jubin, président du tribunal de première instance de Dreux, est chargé, pour une période de trois ans, des fonctions de juge des enfants audit tribunal.

**Décret du 13 novembre 1950 maintenant en fonctions un commissaire et nommant un commissaire suppléant du Gouvernement près le tribunal des conflits.**

Par décret en date du 13 novembre 1950:

Est maintenu dans les fonctions de commissaire du Gouvernement près le tribunal des conflits: M. Rey, avocat général à la cour de cassation.

Est nommé commissaire suppléant du Gouvernement près le tribunal des conflits: M. Gavalda, avocat général à la cour de cassation.

**Décret du 13 novembre 1950 maintenant en fonctions un commissaire et un commissaire suppléant du Gouvernement près le tribunal des conflits.**

Par décret en date du 13 novembre 1950:

Est maintenu dans les fonctions de commissaire du Gouvernement près le tribunal des conflits: M. Odent, maître des requêtes au conseil d'Etat.

Est maintenu dans les fonctions de commissaire suppléant du Gouvernement près le tribunal des conflits: M. Delvolve, maître des requêtes au conseil d'Etat.

**Décret du 13 novembre 1950 portant nomination d'huissiers en Algérie.**

Par décret en date du 13 novembre 1950, sont nommés:

M. Cizel (Paul-Emile-Marie), huissier à Coléa (Alger), en remplacement de M. Hadjadj (Mardochée), décédé.

M. Durand (Firmin-René), huissier à Téniet-el-Haad (Alger), en remplacement de M. Lassalle (Gaston), atteint par la limite d'âge.

M. El Bez (Elie-Fernand), huissier à Saint-Cloud (Oran) en remplacement de M. Pages (Léon), nommé à d'autres fonctions.

M. Ferri (Fernand-Julien-Antonin), huissier à Mostaganem (Oran), en remplacement de M. Cabanel (Charles), décédé.

M. Freno (Maurice-Victor-Louis), huissier à Montgolfier (Oran), en remplacement de M. Fodda (Bouras), nommé à d'autres fonctions.

M. Hanoune (Elie), huissier à Alger, en remplacement de M. Zerhat (Simon), décédé.

M. Lopez (Joseph-Manuel), huissier à Zemmora (Oran), en remplacement de M. Roubai-Cherfi (Boumédiene), destitué.

M. Salfati (Georges-Moïse), huissier à Sedrata (Constantine), en remplacement de M. Zerdoun (Samuel), nommé à d'autres fonctions.

M. Zakine (Joseph), huissier à Sidi-bel-Abbès (Oran), en remplacement de M. Martinez (Diego), décédé.

M. Zerbib (René), huissier à Tebessa (Constantine), en remplacement de M. Allouche (Haïm), décédé.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Remises de débets.**

Par arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre des finances et des affaires économiques en date du 9 novembre 1950, il a été fait remise gracieuse à M. Kayser, ex-gardien de la paix de police d'Etat à Strasbourg, d'une somme de 20.178 F, dont il était redevable envers le Trésor public.

Par arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre des finances et des affaires économiques en date du 9 novembre 1950, il a été fait, sous réserve du versement d'une somme de 20.000 F, remise gracieuse à M. Douce (Jacques), auxiliaire de bureau au ministère de l'intérieur, de la somme dont il était redevable envers le Trésor public.

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

**Sûreté nationale.**

COMMANDANTS

Par arrêtés en date du 11 octobre 1950, sont dégagés des cadres et placés dans la position de congé prévue par l'article 6 de la loi du 3 septembre 1947:

M. Barthe (Ferdinand), commandant principal de C. R. S. de 2e classe à la compagnie républicaine de sécurité n° 183.

M. Bourrel (Louis), commandant de C. R. S. de 2e classe à la compagnie républicaine de sécurité n° 162.

OFFICIERS

Par arrêté en date du 11 octobre 1950, M. Georges (Marcel), officier de paix principal de 1re classe au corps urbain de Clermont-Ferrand, est dégagé des cadres et placé dans la position de congé prévue par l'article 6 de la loi du 3 septembre 1947.

Par arrêté en date du 25 octobre 1950, M. Pages (Louis), officier de paix principal de 2e classe, est muté, dans l'intérêt du service, au corps urbain de Montluçon.

## MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

**Nomination des membres français du conseil d'administration de l'université de la Sarre.**

Par arrêté du 10 novembre 1950:

Sont nommés membres titulaires du conseil d'administration de l'université de la Sarre:

1 MM. Bouffanais, délégué secrétaire général au H. C. R. F. en Sarre.
2 Baillou, directeur de l'enseignement au ministère des affaires étrangères.
3 de Beaumarchais, sous-direction de la Sarre au ministère des affaires étrangères.
4 Couture, directeur général de la régie des mines de la Sarre.
5 Julliot de La Morandière, doyen de la faculté de droit de Paris.
6 Robert, conseiller financier du H. C. R. F. en Sarre.
7 Rolland, chef du service du personnel de l'enseignement supérieur au ministère de l'éducation nationale.
8 Woelfflin, directeur de l'enseignement chargé des relations culturelles du H. C. R. F. en Sarre.

Sont nommés membres suppléants du conseil d'administration de l'université de la Sarre:

1 MM. Schricke, adjoint au délégué, secrétaire général du H. C. R. F. S. (suppléant de M. Bouffanais).
2 Charpentras, du ministère des affaires étrangères, direction générale des relations culturelles (suppléant de M. Baillou).
3 de Liencourt, administrateur civil au ministère des affaires étrangères (suppléant de M. de Beaumarchais).
4 Donfot, directeur technique à la régie des mines de la Sarre (suppléant de M. Couture).
5 H. Mazeaud, professeur à la faculté de droit de Paris (suppléant de M. Julliot de La Morandière).
6 Mlle Laumond, chef du bureau comptabilité et budget au H. C. R. F. en Sarre (suppléant de M. Robert).
7 MM. Rachou, administrateur civil au ministère de l'éducation nationale (suppléant de M. Rolland).
8 Bourgeois, proviseur du lycée Maréchal-Ney, à Sarrebruck.

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

**Décret du 13 novembre 1950 portant promotion et nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décret en date du 13 novembre 1950, pris sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées (air), sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur (services exceptionnels de guerre en Indochine):

*Au grade d'officier.*

(Pour prendre rang du 31 décembre 1949.)

Porquet (Jean-Luc-Marie-Charles), capitaine. Chevalier de la Légion d'honneur du 31 décembre 1947.

(Pour prendre rang du 30 juin 1950.)

Deshayes (Jacques-Henri-Eugène), capitaine. Chevalier de la Légion d'honneur du 13 juin 1947.

Chanet (Jean-Victor-Etienne-René), capitaine. Chevalier de la Légion d'honneur du 31 décembre 1947.

*Au grade de chevalier.*

(Pour prendre rang du 30 juin 1950.)

Villiers (Hubert-Laurent), capitaine.

Le Dantec (Yves-François-Auguste), capitaine.

Laurence (Paul-Joseph-Jean), lieutenant.

Nicolas (Lucien-Joseph), lieutenant.

Commenoz (Georges-Jules-Adolphe), sous-lieutenant. Médaille militaire du 20 août 1945.

Navarro (Louis-Marius-Clément), sous-lieutenant. Médaille militaire du 25 juin 1945.

Perrier (Léon), adjudant-chef. Médaille militaire du 1er avril 1946.

Ces promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur comportent l'attribution de la Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs avec palme.

**Décret du 13 novembre 1950 portant promotion et nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décret en date du 13 novembre 1950, sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées (air), sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur (services exceptionnels de guerre en Indochine):

*Au grade d'officier.*

(Pour prendre rang du 31 décembre 1949.)

Restoux (Jacques-Louis-René), capitaine. Chevalier de la Légion d'honneur du 1er octobre 1946.

Cavaroz (Jean-Georges), capitaine. Chevalier de la Légion d'honneur du 30 juin 1945.

(Pour prendre rang du 30 juin 1950.)

Segura (Alfred-Dominique), capitaine. Chevalier de la Légion d'honneur du 12 septembre 1945.

Lacolle (Bernard-Yves-André), capitaine. Chevalier de la Légion d'honneur du 1er avril 1946.

Ancelet (Roger-Gaston), capitaine. Chevalier de la Légion d'honneur du 1er avril 1946.

*Au grade de chevalier.*

(Pour prendre rang du 31 décembre 1949.)

Héloise (Pierre-Eugène-Franck), capitaine.
Humbert (Ernest-Paul), capitaine.
Lejeune (André-Henri), capitaine.
Dumoulin (Joseph-Gabriel-Guy), capitaine.
Antoine-Michard (Raymond-Charles), capitaine.
Maumejean (Marcel-Guy-André), lieutenant.
Pestre (Albert), lieutenant.
Carrère-Clemenceau (Justin-Pierre), lieutenant.
Delmares (Jean), lieutenant.
Cousson (Georges-Pierre), lieutenant.
Brunet (Henri-Jean), lieutenant.
Bardot (Hubert-Charles), lieutenant. Médaillé militaire du 30 juin 1945.
Carre (Daniel-Pierre), lieutenant. Médaillé militaire du 15 août 1944.
Pairraud (Jean-Pierre-Henri), sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 30 juin 1950.)

Carnoy (Pierre-Georges), capitaine.
Chausse (André-Paul), capitaine.
Dupoux (Alcide-Joseph), lieutenant.
Villien (André-Georges-Marie-Hippolyte), lieutenant.
Cazenave (François-Marcel), lieutenant.
Cabillon (Robert-Gabriel), sous-lieutenant.
Braconnier (Raymond-Ferdinand), adjudant-chef. Médaillé militaire du 20 août 1945.
Raoust (Louis-Ferdinand), adjudant-chef. Médaillé militaire du 29 août 1945.

### Décret du 13 novembre 1950 portant promotion au grade de commandeur de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 13 novembre 1950, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées (air), vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur du 31 octobre 1950 portant que la promotion dans la Légion d'honneur du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur l'officier d'active désigné ci-après:

*Au grade de commandeur.*

AVEC TRAITEMENT

(Pour prendre rang de la date du présent décret.)

PERSONNEL NAVIGANT

**Corps des officiers de l'air.**

ARMÉE ACTIVE

De L'Espinay (Pierre-Marie), commandant. Officier supérieur de très haute valeur. Pilote de chasse de tout premier ordre. Après s'être particulièrement distingué au cours de la guerre 1939-1945, continue en Extrême-Orient à faire preuve des plus belles qualités morales et militaires qui font de lui un officier supérieur d'élite; 11 ans 5 mois de services, 9 ans de campagnes, 6 ans de bonifications pour services aériens commandés, 2 ans de majorations diverses, 10 citations, 3 victoires aériennes, 1 blessure de guerre, 2 blessures en service aérien commandé. Officier de la Légion d'honneur du 1er avril 1946.

### Décret du 13 novembre 1950 portant promotion au grade d'officier de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 13 novembre 1950, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées (air), vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur du 31 octobre 1950 portant que les promotions dans la Légion d'honneur du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus dans l'ordre national de la Légion d'honneur les officiers d'active désignés ci-après;

*Au grade d'officier,*

AVEC TRAITEMENT

(Pour prendre rang du 14 juillet 1950.)

PERSONNEL NAVIGANT

**Corps des officiers de l'air,**

ARMÉE ACTIVE

Delfau de Fontalba (Robert-Jean-Célestin), lieutenant-colonel. Excellent pilote de bombardement remarquable par ses qualités d'audace et de sang-froid. Après avoir activement contribué à la libération du territoire, continue à se signaler en Extrême-Orient en participant à de nombreuses missions de reconnaissance, parachutage ou bombardement; 20 ans 5 mois de services, 9 ans 11 mois de campagnes, 15 ans 2 mois de bonifications pour services aériens commandés, 1 an de majorations diverses, 3 citations. Chevalier de la Légion d'honneur du 19 novembre 1945.

Paris (André), lieutenant. Brillant pilote de chasse. Magnifique entraîneur d'hommes. Remarquable par son adresse et son ardeur au combat. Combattant hors de pair au cours de la guerre 1939-1945, continue en Extrême-Orient à obtenir les plus brillants résultats; 10 ans 11 mois de services, 9 ans 2 mois de campagnes, 4 ans 4 mois de bonifications pour services aériens commandés, 6 citations, 2 victoires aériennes. Chevalier de la Légion d'honneur du 1er avril 1946.

Giovannangeli (Roland-Antoine-François), lieutenant. Officier pilote de chasse de valeur, excellent chef de dispositif, remarquable par son allant et son courage. Brillant combattant de la guerre 1939-1945, se signale à nouveau en Extrême-Orient en conduisant ses patrouilles avec un cran et un dynamisme jamais en défaut; 10 ans 9 mois de services, 8 ans 1 mois de campagnes, 7 ans 3 mois de bonifications pour services aériens commandés, 4 citations. Chevalier de la Légion d'honneur du 25 juillet 1947.

Collin (Gilles-Marie-Charles-Yves), capitaine. Excellent pilote de chasse. Se signale par son courage et son fanatisme aéronautique. Brillant combattant de la guerre 1939-1945, continue à se faire remarquer en Extrême-Orient où, à la tête de son escadrille, il fait preuve des plus belles qualités morales et professionnelles; 9 ans 11 mois de services, 7 ans 8 mois de campagnes, 4 ans 6 mois de bonifications pour services aériens commandés, 6 citations. Chevalier de la Légion d'honneur du 1er avril 1946.

### Décret du 13 novembre 1950 portant nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 13 novembre 1950, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées (air), vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur du 31 octobre 1950 portant que les nominations dans la Légion d'honneur du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur les officiers d'active désignés ci-après;

*Au grade de chevalier.*

AVEC TRAITEMENT

(Pour prendre rang du 14 juillet 1950.)

PERSONNEL NAVIGANT

**Corps des officiers de l'air.**

ARMÉE ACTIVE

Humbert (Jean-René), lieutenant. Officier pilote de chasse faisant preuve des plus brillantes qualités d'allant, de courage et de sang-froid. Par son action efficace a réussi à infliger de lourdes pertes aux forces adverses d'Extrême-Orient, apportant ainsi une aide précieuse aux troupes terrestres; 7 ans 11 mois de services, 6 ans 4 mois de campagnes, 4 ans 9 mois de bonifications pour services aériens commandés, 2 ans de majorations diverses, 2 citations.

Lassus (Hippolyte-Pierre), lieutenant. Officier pilote d'aviation d'observation d'artillerie faisant preuve des plus belles qualités de sang-froid et d'audace, n'a cessé d'apporter l'aide la plus efficace aux troupes au sol; 13 ans 2 mois de services, 4 ans 3 mois de campagnes, 4 ans 6 mois de bonifications pour services aériens commandés, 2 citations.

Bourdereau (Claude-Henri-Jacques), capitaine. Officier pilote de chasse aussi brave que modeste, remarquable par son courage et son sang-froid. Par son action efficace, a réussi à infliger de lourdes pertes aux forces adverses en Extrême-Orient, apportant ainsi une aide précieuse aux troupes terrestres; 9 ans 4 mois de services, 5 ans 2 mois de campagnes, 4 ans 4 mois de bonifications pour services aériens commandés, 2 ans de majorations diverses, 2 citations.

Duplay (Charles-Marie-Joseph), capitaine. Officier pilote, commandant d'avion fanatique du vol, s'est particulièrement fait remarquer par ses belles qualités morales et professionnelles au cours de nombreuses et difficiles missions de parachutage et de reconnaissance; 10 ans 3 mois de services, 5 ans 11 mois de campagnes, 3 ans 2 mois de bonifications pour services aériens commandés, 2 ans de majorations diverses, 2 citations.

Fournier (André-Antoine), capitaine. Officier pilote, commandant d'avion de grande classe, animé des plus belles qualités professionnelles et d'un allant remarquable. A effectué de nombreuses et difficiles missions de transport, parachutage et reconnaissance, obtenant toujours d'excellents résultats malgré les réactions des armes automatiques des forces adverses; 9 ans 7 mois de services, 3 ans 7 mois de campagnes, 5 ans 3 mois de bonifications pour services aériens commandés, 2 citations.

### Décret portant nomination dans le corps du commissariat de la marine.

Rectificatif au *Journal officiel* du 7 novembre 1950: page 11369, 2e colonne, au lieu de: « avec une bonification d'ancienneté dans ce grade comptant du 1er novembre 1949 », lire: « avec une bonification d'ancienneté dans ce grade comptant du 1er décembre 1949 ».

### Ecole polytechnique.

Par arrêté du 2 novembre 1950:

M. Chedin (Jean) est nommé maître de conférences de chimie, 2e catégorie, à compter du 1er octobre 1950.

M. Lichnerowicz (André) est nommé maître de conférences auxiliaire d'analyse à compter du 1er octobre 1950.

M. Julia (Marc) est nommé chef des travaux pratiques de chimie, conservateur des collections scientifiques du cours, à compter du 1er octobre 1950.

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

**Liste nominative des officiers appartenant à la deuxième promotion de l'école supérieure de guerre ayant obtenu le brevet d'études militaires supérieures.**

TROUPES METROPOLITAINES

**Infanterie.**

MM de Boissieu (Georges-Marie), chef de bataillon.
Boulanger (Pierre-Gabriel), lieutenant-colonel.
Dalstein (Jean-Roger-René), chef de bataillon.
Ducournau (Paul), chef de bataillon.
de France (Emmanuel-Raoul-Marie), chef de bataillon.
Gaume (Jean-Charles-Marie), chef de bataillon.
Geoffroy (Robert-Marie-Joseph-Dominique), lieutenant-colonel.
Gombeaud (Jean-Emile-Pierre), lieutenant-colonel.
Kalz (Joseph), lieutenant-colonel.
Loridon (Alexandre-François-Constant), chef de bataillon.
Mariaux (Lucien-Jacques), lieutenant-colonel.
Menard (André-Jules-Pierre), chef de bataillon.
Pommier (Albert-Julien), chef de bataillon.
de Villiers de l'Isle-Adam (Georges-Claudius), chef de bataillon.

**Arme blindée et cavalerie.**

MM. Bonnot (Henri-Antoine Joseph), chef d'escadrons.
Canonne (Georges-Henri-Jean-Joseph), chef d'escadrons.
Cantarel (Emile-Pierre-Adrien-Clément), lieutenant-colonel.
du Cos de La Hitte (Paul-Marie), chef d'escadrons.
Giraud (Jean-Marie-Louis), lieutenant-colonel.
Huchet de Quenetain (Bertrand-Marie-Joseph), chef d'escadrons.
Spitzer (Jean-Pierre-Emile), chef d'escadrons.

**Artillerie.**

MM. Brunet (Pierre-Simon-Louis), lieutenant-colonel.
de Cherge (Guy), colonel.
Declercq (Pierre-Jules-Adolphe), lieutenant-colonel.
Edel (Robert-Henri-Jacques), chef d'escadron.
Hecquet (Jean-Charles-Ernest), chef d'escadron.
Multrier (Michel-Pierre-Charles), chef d'escadron.
de Vallat (Marcel-Julien-Charles), chef d'escadron.

**Génie.**

MM. Dudelou (Paul-Alexandre-Henri), lieutenant-colonel.
Lafferrerie (Michel-André), chef de bataillon.

**Transmissions.**

M. Pamart (Pierre-Alexandre-Félix), lieutenant-colonel.

**Ingénieurs du service des matériels.**

Subdivision « Artillerie ».

MM. Bigot d'Engente (Charles-Marie-Adalbert-Stanislas), commandant.
Derrier (Marcel-Jules-Eloi), lieutenant-colonel.
Halle (Jean-Mathieu), commandant.

**Service de santé.**

M. Coudane (Octave-Mary-Raoul), médecin colonel.

**Ingénieur militaire des fabrications d'armement.**

M. Curabet (René-Auguste-Paul-Noël), ingénieur militaire en chef de 2e classe.

TROUPES COLONIALES

**Infanterie coloniale.**

MM. Alain (Marie-Gabriel-Gilbert), lieutenant-colonel.
Chevreau (Henri-Georges-Marie-Emmanuel), lieutenant-colonel.
Jodin (Robert-François), chef de bataillon.
Paris de Bollardière (Gilles-Jean-Maurice), lieutenant-colonel.
Robraz (Claude-Joseph-Constant), chef de bataillon.

**Artillerie coloniale.**

MM. Grapin (Henri-Jean-Marie), lieutenant-colonel.
Noide (André), lieutenant-colonel.

**Intendance coloniale.**

M. Gilbert (Hervé-Marie-Joseph-Eugène), intendant militaire de 1re classe.

**Service de santé des troupes coloniales.**

M. Audhuy (Pierre-Armand-Henry-Joseph), médecin commandant.

**Liste des médecins des troupes coloniales admis à suivre le stage d'assistant des hôpitaux coloniaux.**

Conformément aux dispositions du décret n° 48-783 du 12 juin 1948 et de son instruction interministérielle d'application en date du 12 juin 1948 (*B. O.* p. p. 1948, n° 29 du 19 juillet 1948) instituant un concours pour la nomination à l'emploi d'assistant des hôpitaux coloniaux, de la décision ministérielle du 20 février 1950 insérée au *Journal officiel* du 4 mars 1950 fixant les modalités des concours scientifiques du service de santé des troupes coloniales pour l'année 1950, de la D. M. n° 19.002 TC/BT. I du 22 septembre 1950 relative à la deuxième session de l'assistant 1950,

1° A la suite du concours qui a eu lieu à l'école d'application du service de santé des T. C. en octobre 1950, 2e session, sont désignés pour suivre le stage d'assistant des hôpitaux coloniaux, les médecins des troupes coloniales dont les noms suivent:

*Section médecine.*

Les médecins capitaines:

MM. Heckenroth (François), D. S. S. 9e région militaire, Marseille.
Isches (Charles), 1/2e R. A. C. Castres.
Michel (Louis), service antipaludique, Porto-Vecchio (Corse).

*Section chirurgie.*

Les médecins capitaines:

MM. Lapalle (Jacques), D. I. T. C. Marseille.
O'Cormor (Henri), hôpital militaire 291, Fréjus.
Rimbaud (Charles), 4e R. I. C., Toulon.
Charires (André), R. C. C. C., Mulheim.
Mattei (François), C. I. T. C. M., Fréjus.

*Section stomatologie.*

M. le médecin capitaine Vallino (Robert), R. A. C. T., Sousse.

*Section C. R. L. ophtalmologie.*

Les médecins capitaines:

MM. Vola (Jean), 110e R. I. C., Constance.
Peretti (Jean), hôpital militaire 291, Fréjus.
Signe (Charles), 1er B. T. C., Nogent-le-Rotrou.
Romaney (Louis), D. S. S., 1er R. M., Paris.

2° Le titre d'assistant des hôpitaux coloniaux sera définitivement acquis aux médecins ci-dessus désignés qu'après l'accomplissement d'un stage de deux années à effectuer aussi bien en France qu'outre-mer. Le début de ce stage est fixé au 1er novembre 1950.

A la fin de chaque année de stage, il est établi par les chefs de service ou les médecins chefs des formations, sous les ordres desquels les stagiaires ont été placés, une feuille de notes techniques qui sera adressée à la direction du service de santé colonial (1er bureau). La feuille de notes établie au terme de la deuxième année devra spécifier si le stagiaire mérite de recevoir le titre d'assistant des hôpitaux coloniaux;

3° Les médecins admis à ce stage pourront participer, en cas de nécessité, à l'exécution du service médical de place ou de corps de troupe;

4° Ils recevront ultérieurement une affectation pour leur permettre d'effectuer le stage, à l'exception de ceux qui, à la date du 1er novembre 1950, seront inscrits au tableau de départ colonial ou auront déjà reçu une désignation outre-mer.

**Désignations pour servir sur les théâtres d'opérations extérieurs des sous-officiers appartenant aux armes et services gérés par la direction militaire de l'armée de terre.**

(Tour de départ aux T. O. E. à la date du 1er octobre 1950 inséré au *Journal officiel* n° 226 du 23 septembre 1950, page 9982).

Les chefs de corps et de service devront dès réception des présentes désignations:

1° Faire procéder à toutes les vaccinations réglementaires pour le personnel désigné reconnu apte physiquement;

2° Faire bénéficier ce personnel de la permission de départ colonial.

I. — PREMIERE FRACTION DE LA MAINTENANCE DU 1er TRIMESTRE 1951

**Artillerie.**

1. — VOLONTAIRES (hors tour).

*Adjudant.*

Le Bouc (R.), C. A. R. n° 3.

*Maréchaux des logis.*

Dupeux (J.), 33e R. A.
Launay (J.), 68e R. A.
Marchand (E.), 421e R. A. A.

2. — D'OFFICE

*Adjudant-chef.*

Claude (P.), C. P. O. A

*Adjudant.*

Maffet (C.), 13e R. A.

*Maréchal des logis chef*

Jacquet (W.), 9e R. A.

*Maréchaux des logis*

Loiselle (R.), 32e R. A.
Grosjean (R.), 32e R. A.
Dillivier (E.), 451e G. A. A.
Gewis (A.), 453e G. A. A.
Coenen (J.), 25e R. A.
Morvan (M.), 33e R. A.
Hugue (C.), 452e G. A. A.
Pradon (C.), 16e R. A.
Santenne (R.), 32e R. A.
Nicolas (P.), 405e R. A. A.
Boucher (J.), G. G. A.
Mathieu (B.), 8e R. A.
Gauthier (R.), 12e R. A.

II. — MISES EN ROUTE

Les sous-officiers d'artillerie désignés ci-dessus devront rejoindre les centres de rassemblement dans les conditions suivantes:

*a*) Le personnel en provenance de la métropole et des T. O. A., prenant sa permission de départ colonial en métropole ou aux T. O. A., sera tenu prêt dans son corps d'origine à partir du 15 janvier 1951 et rejoindra sur ordre ultérieur le C. P. 4 du G. I. T. C. M. (camp colonel Destremeau), à Fréjus (Var).

*b*) Le personnel en provenance de la métropole, des T. O. A. et d'A. F. N. prenant sa permission de départ colonial en A. F. N. devra, à partir du 1er février 1951, être en mesure de répondre à la convocation de la direction générale des transports militaires en A. F. N. (Alger) pour rejoindre la base d'embarquement.

A cet effet, les chefs de corps et de service adresseront à cette direction les noms, prénoms, grades et adresses complètes en A. F. N. des sous-officiers prenant leur permission de départ colonial sur ce territoire; un exemplaire de cette correspondance sera adressé à la D. P. M. A. T. (5e bureau), à titre de compte rendu.

*c*) Le personnel en provenance d'A. F. N. prenant sa permission de départ colonial en métropole ou aux T. O. A. rejoindra directement, à l'issue de celle-ci, le C. P. 4 du G. I. T. C. M. (camp colonel Destremeau), à Fréjus (Var), le 16 janvier 1951.

NOTA. — Les chefs de corps et de service sont responsables de la stricte application des présentes prescriptions, en particulier en ce qui concerne le respect des dates fixées.

## MINISTERES DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU BUDGET

**Décret du 13 novembre 1950 portant suppression de certaines taxes perçues par le service des douanes dans le département de la Guyane.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget,

Vu la loi du 19 mars 1946 tendant au classement de la Guyane comme département français;

Vu le décret n° 47-2391 du 27 décembre 1947 portant extension au département de la Guyane des dispositions de la législation et de la réglementation douanières métropolitaines, notamment l'article 5,

Décrète:

Art. 1er. — Les droits de circulation sur l'or natif, sur l'essence de bois de rose, sur la gomme de balata et la taxe spéciale sur la valeur des marchandises exportées sont supprimés dans le département de la Guyane.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le ministre du budget,*
EDGAR FAURE.

**Décret n° 50-1415 du 16 novembre 1950 relatif aux frais d'établissement des rôles auxiliaires de locataires ou fermiers et aux frais d'établissement et de distribution des avertissements correspondants.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget,

Vu les articles 1606 et 1660 du code général des impôts;

Vu l'article 351 de l'annexe III au même code,

Décrète:

Art. 1er. — Le dernier alinéa de l'article 351 de l'annexe III au code général des impôts est remplacé par les dispositions suivantes:

« La quotité de ces frais est fixée ainsi qu'il suit:

| ÉLÉMENTS DE BASE | ÉTABLISSEMENT des rôles et des avertissements. | | | DISTRIBUTION des avertissements. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Allocation totale. | Répartition de l'allocation totale. | | Frais d'affranchissement. | Indemnité des percepteurs. |
| | | Frais de matériel. | Frais de personnel. | | |
| | francs. | francs. | francs. | francs. | francs. |
| Par article du rôle auxiliaire. | 5 | 3 | 2 | 7 | 1 |
| Par cotisation distincte portée au rôle auxiliaire, autre que celle perçue au profit du budget annexe des prestations familiales agricoles. | 5 | 3 | 2 | 3 | 3 |

« Lorsque l'application des tarifs ci-dessus fait apparaître une somme globale inférieure à 100 F, l'allocation pour frais de matériel est majorée de manière que le total des frais à percevoir ne soit pas inférieur à cette limite ».

Art. 2. — Le présent décret aura effet du 1er janvier 1951.

Art. 3. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris le 16 novembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le ministre du budget,*
EDGAR FAURE.

**Décret n° 50-1416 du 16 novembre 1950 relatif à la normalisation des papiers timbrés.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget,

Vu les articles 872, 881, 883 et 886 du code général des impôts;

Vu les articles 233 et 235 de l'annexe I au même code;

Vu les articles 251 et 252 de l'annexe III au même code,

Décrète:

Art. 1er. — Les papiers timbrés des dimensions fixées par l'article 252 de l'annexe III au code général des impôts seront mis en fabrication à compter du 1er janvier 1951.

Art. 2. — Les papiers employés à des expéditions ou à des copies d'exploits, ni seront de la dimension de 27 cm pour la hauteur et de 21 cm ou 42 cm pour la largeur, ne peuvent contenir, compensation faite d'une feuille à l'autre, plus de trente-huit lignes par page.

Art. 3. — Les papiers timbrés des dimensions fixées par l'article 251-1 de l'annexe III au code général des impôts cesseront d'être fabriqués à compter du 1er janvier 1952.

Toutefois, ces papiers pourront être utilisés jusqu'au 31 décembre 1952.

Après l'expiration de ce délai, les exemplaires qui resteraient inemployés pourront être échangés contre des papiers timbrés de même nature, dans les conditions et dans les délais qui seront fixés par un arrêté du ministre du budget.

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

Art. 4. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 novembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le ministre du budget,*
EDGAR FAURE.

**Décret n° 50-1222 portant application, au ministère de l'agriculture, du plan d'économies prévu par l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 4 octobre 1950, page 10298, article 1er:

I. — *Administration centrale.*

Au lieu de:

. . . . . .

A compter du 1er octobre 1950:

Quinze emplois de dame sténodactylographe.

A compter du 1er juillet 1951:

Treize emplois d'agents techniques de la production laitière.

Lire:

A compter du 1er octobre 1950:

Quatorze emplois de dame sténodactylographe.
Un emploi d'agent technique de la production laitière.

A compter du 1er juillet 1951:

Douze emplois d'agent technique de la production laitière.
Un emploi de dame sténodactylographe.

Au lieu de:

IV. — *Production agricole.*

. . . . . .

Dix emplois au service du contrôle des lois sociales en agriculture, soit:

Deux emplois de contrôleur divisionnaire: un à compter du 1er janvier 1950, un à compter du 1er juillet 1951.

Huit emplois de contrôleur: deux à compter du 1er janvier 1950, un à compter du 1er janvier 1951, cinq à compter du 1er avril 1951.

V. — *Institut national de la recherche agronomique.*

. . . . . .

VI. — *Inspections générales.*

. . . . . .

Lire:

IV. — *Production agricole.*

. . . . . .

V. — *Affaires professionnelles et sociales.*

Dix emplois au service du contrôle des lois sociales en agriculture, soit:

(Le reste sans changement.)

VI. — *Institut national de la recherche agronomique.*

. . . . . .

VII. — *Inspections générales.*

. . . . . .

**Décret n° 50-1261 pris en application de l'article 30 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 relative aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 et à certaines dispositions d'ordre financier.**

Rectificatif au *Journal officiel* des 9 et 10 octobre 1950:

Page 10490, 2e colonne, article 2, paragraphe 5, dernier alinéa, 1re ligne, au lieu de: « Il deviendra exigible... », lire: « Ils deviendront exigibles... ».

Page 10491, 1re colonne, article 7, paragraphe II, 16e ligne, au lieu de: « du paragraphe *b* de l'alinéa », lire: « du *b* de l'alinéa... ».

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**Décret du 13 novembre 1950 portant nomination d'un inspecteur général de l'instruction publique.**

Par décret en date du 13 novembre 1950, M. Fourrier (François), inspecteur général des écoles primaires élémentaires, est nommé inspecteur général de l'instruction publique, en remplacement de M. Dronin, décédé. Le présent décret prend effet à dater du 1er octobre 1950.

**Organisation d'un stage de formation pour les chargés de conférences des musées nationaux.**

Le ministre de l'éducation nationale,

Sur la proposition du directeur général des arts et des lettres;
Vu le rapport du directeur des musées de France,

Arrête:

Art. 1er. — Les chargés de conférences des musées nationaux, désignés dans les conditions fixées par le présent arrêté, peuvent être mis à la disposition des établissements d'enseignement, des associations culturelles et des groupements d'éducation populaire pour diriger des visites dans les musées nationaux et pour donner, à la demande de ces groupements et établissements, des conférences d'initiation à l'histoire de l'art.

Ils peuvent également être chargés par le directeur des musées de France, dans les conditions fixées par le décret organisant les visites guidées des musées nationaux, d'assurer le service de ces visites.

Art. 2. — Les candidats au titre de chargé de conférences des musées nationaux sont astreints à un stage de formation d'une durée minimum de deux semaines comprenant:

1° Des séances pratiques sous forme de visites dirigées par des membres du personnel scientifique des musées nationaux dans les départements du musée du Louvre et dans les principaux musées nationaux;

2° Des leçons théoriques portant sur les problèmes de la culture populaire en général, sur les méthodes d'éducation artistique, sur la technique des visites éducatives, sur les rapports des musées et de l'enseignement et sur les principales techniques des arts.

Le programme détaillé du stage est fixé pour chaque session par le directeur des musées de France qui détermine également la date et la fréquence des sessions suivant les besoins du service.

Art. 3. — Peuvent être admis à suivre le stage de formation des chargés de conférences:

1° Les élèves et anciens élèves de l'école du Louvre appartenant aux catégories suivantes, et dont la candidature aura été acceptée par leur professeur:

Elèves agréés de deuxième ou troisième année;
Elèves du cours de muséologie, autres que les élèves agréés;
Anciens élèves;

2° Les titulaires du diplôme d'études supérieures d'art et d'archéologie des facultés des lettres;

3° Exceptionnellement, les personnes justifiant de titres jugés équivalents et dont la candidature aura été acceptée par le directeur des musées de France.

Art. 4. — A l'issue du stage, les candidats sont soumis à une épreuve de classement consistant en un exercice pratique de visite dirigée, complété par des interrogations, et accompli en présence d'un jury composé de membres du personnel scientifique des musées nationaux et du corps enseignant de l'école du Louvre, désignés à cet effet par le directeur des musées de France.

Pour obtenir le titre de chargé de conférences des musées nationaux, les candidats doivent avoir obtenu dans cette épreuve la note minimum fixée par le directeur des musées de France sur la proposition du jury.

Le titre de chargé de conférences des musées nationaux est décerné aux candidats admis par arrêté du ministre de l'éducation nationale sur le rapport du directeur des musées de France.

Fait à Paris, le 2 novembre 1950.

Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
MARCEL ABRAHAM.

**Reclassement de l'emploi de chef ouvrier commissionné des musées nationaux.**

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre du budget,

Vu le décret modifié n° 45-2075 du 31 août 1945 portant application de l'ordonnance du 13 juillet 1945 relative à l'organisation provisoire des musées des beaux-arts;

Vu la loi n° 47-1196 du 13 août 1947 portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (services civils);

Vu le décret n° 50-657 du 2 juin 1950 modifiant, à nouveau, le décret du 31 août 1945 susvisé, notamment son article 3,

Arrêtent:

Art. 1er. — Le titulaire de l'emploi de chef ouvrier commissionné des musées nationaux est reclassé, à compter du 1er juillet 1947, dans l'emploi de chef ouvrier permanent (transformation d'emploi) à la classe comportant un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur au salaire annuel qu'il percevait antérieurement.

Il conservera, dans cette classe, l'ancienneté qu'il avait acquise dans son ancien échelon de salaire, si la différence de rémunération résultant de ce reclassement est inférieure à l'avantage qu'il aurait retiré d'un avancement d'échelon dans son ancien emploi. Dans le cas contraire, son ancienneté dans la nouvelle classe ne prendra effet qu'à compter de la date de son reclassement.

Art. 2. — L'effet pécuniaire du présent arrêté est fixé au 1er janvier 1948.

Fait à Paris, le 3 novembre 1950.

*Le ministre de l'éducation nationale,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
MARCEL ABRAHAM.

*Le ministre du budget,*
Pour le ministre et par autorisation:
*Le directeur du budget,*
R. GOETZE.

### Docteurs « honoris causa ».

Par arrêté en date du 6 novembre 1950, est approuvée une délibération du conseil de l'université de Dijon conférant le titre de docteur *honoris causa* de cette université aux savants étrangers dont les noms suivent:

M. Jean Dabin, professeur à la faculté de droit de Louvain.
M. N.-E. Norlund, directeur de l'institut de géologie à Copenhague.
M. Kenneth John Conant, professeur à l'université Harvard, Cambridge, Massachusetts.

Par arrêté en date du 7 novembre 1950, est approuvée une délibération du conseil de l'université de Rennes conférant le titre de docteur *honoris causa* de cette université à:

M. le chevalier Braas, professeur à la faculté de droit de l'université de Liége.
M. Adrien Pouliot, doyen de la faculté des sciences de l'université Laval, à Québec.

### Complément à la liste des candidats autorisés à prendre part aux épreuves du concours d'agrégation des facultés de droit ouvert en 1950.

Par arrêté en date du 7 novembre 1950, sont définitivement autorisés à prendre part aux épreuves du concours d'agrégation des facultés de droit ouvert en 1950, les candidats suivants qui avaient été admis à participer auxdites épreuves sous la réserve de compléter leur dossier (arrêté du 22 septembre 1950, art. 2):

*Section du droit public.*

M. Dupuy (René).

*Section des sciences économiques.*

MM. Bongras (Eugène), Cros (Jacques), Lassègue (Pierre), Prou (Charles), Rovani (Jacques).

### Enseignement supérieur.

Par arrêté en date du 3 novembre 1950, M. Grousset (René), conservateur du musée Cernuschi, est chargé, pendant l'année scolaire 1950/1951, de l'enseignement de la géographie, de l'histoire et des institutions des Etats de l'Extrême-Orient, à l'école nationale des langues orientales vivantes.

### Enseignement du premier degré.

Rectificatif au *Journal officiel* du 21 septembre 1950: page 9926, au lieu de: « Par arrêté du 19 septembre 1950, Mlle Gaudillat (Marina), institutrice en Espagne, est admise dans le cadre des institutrices du département d'Oran, lire: « ...est admise dans le cadre des institutrices de Saône-et-Loire ».

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

### Décret n° 50-1417 du 31 octobre 1950 portant application aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer du décret n° 46-2235 du 11 octobre 1946 fixant la réglementation des taxes à percevoir sur les aéroports de l'Etat.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget,

Vu l'article 57 de la loi de finances du 31 décembre 1921 instituant la taxe d'atterrissage;

Vu l'ordonnance n° 45-2401 du 18 octobre 1945 relative au fonctionnement de l'aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer, et notamment les articles 15 et 18;

Vu le décret n° 46-2235 du 11 octobre 1946 portant réglementation des taxes à percevoir sur les aéroports de l'Etat;

Vu la loi n° 48-1263 du 17 août 1948 tendant au redressement économique et financier, et notamment l'article 5;

Vu le décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, et notamment l'article 261;

Vu le décret n° 49-1177 du 25 juin 1949 portant homologation du décret du 11 octobre 1946,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions du décret n° 46-2235 du 11 octobre 1946, portant réglementation des taxes à percevoir sur les aéroports de l'Etat, sont applicables dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Art. 2. — Des arrêtés du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget fixent:

*a*) Les dates d'application du décret précité sur les divers aérodromes de l'Etat dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

*b*) Les tarifs des taxes à percevoir sur ces aérodromes.

Art. 3. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer et au Journal officiel des territoires intéressés.

Fait à Paris, le 31 octobre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,*
ANTOINE PINAY.

*Le ministre du budget,*
*ministre des finances et des affaires économiques par intérim,*
EDGAR FAURE.

*Le ministre du budget,*
EDGAR FAURE.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
FRANÇOIS MITTERRAND.

### Décret du 13 novembre 1950 déclarant d'utilité publique des travaux à réaliser en vue de l'installation d'un centre émetteur à Bordeaux-Mérignac.

Par décret en date du 13 novembre 1950, est déclarée d'utilité publique, en vue de permettre l'aménagement du centre émetteur de l'aérodrome de Bordeaux-Mérignac, l'acquisition, par voie d'expropriation, d'un terrain d'une contenance de 9 hectares 53 ares 71 centiares sis sur la commune de Saint-Médard-en-Jalles (Gironde), au lieudit « Le Cajac », tel qu'il est représenté sur les plans annexés au présent décret.

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

**Décret du 13 novembre 1950 portant déclassement de certaines lignes du réseau des tramways électriques d'Angers.**

Par décret en date du 13 novembre 1950, sont déclassées les lignes suivantes du réseau des tramways d'Angers:

Ligne d'Angers à la Côte-d'Erigné;
Ligne d'Angers au bourg de Trélazé.

**Décret du 13 novembre 1950 portant déclassement des lignes 64 et 66 du réseau suburbain des tramways électriques de Toulouse.**

Par décret en date du 13 novembre 1950, sont déclassées: la ligne 64 entre le point kilométrique 4,190.30 et le terminus, point kilométrique 9.696.36 et la ligne 66 entre le point kilométrique 4,230.02 et le terminus, point kilométrique 7,417.11, du réseau suburbain des tramways électriques de Toulouse.

**Décret du 13 novembre 1950 portant promotion au grade d'inspecteur général de 2e classe de la météorologie.**

Par décret en date du 13 novembre 1950, M. Martin (Jean), ingénieur en chef hors classe de la météorologie au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, service de la météorologie nationale, est nommé à l'emploi d'inspecteur général de 2e classe de la météorologie au service susvisé et titularisé dans le grade correspondant à Cater du 1er juillet 1950.

**Décret portant nomination d'ingénieurs élèves des ponts et chaussées.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 5 novembre 1950: page 11312, 2e colonne, 3e ligne du texte, au lieu de: « ... pour prendre rang au 16 octobre 1950... », lire: « ... pour prendre rang au 1er octobre 1950... ».

**Fonds de concours.**

Par arrêté du 7 novembre 1950, il a été ouvert au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, sur le budget de l'exercice 1950, chapitre 9090: « Ports maritimes. — Equipement », pour l'emploi de fonds de concours, un crédit de 96.666.667 F.

**Catégories de bénéficiaires de l'indemnité de protection aérienne pour l'année 1950.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 1er novembre 1950: page 11222, 1re colonne, article 1er, catégorie II, 13e ligne, au lieu de: « Chef du bureau des télécommunications accolé à un CCR régional », lire: « Chef de bureau des télécommunications accolé à un CCR »; 14e ligne, au lieu de: « Chef de centre météorologique type II et MI », lire: « Chef de centre météorologique régional, type II et III ».

**Modification de la composition de la commission permanente de signalisation.**

Par arrêté du 6 novembre 1950, la composition de la commission permanente de signalisation a été complétée comme suit:

Un représentant du ministère de la défense nationale, secrétariat d'Etat aux forces armées (guerre) (état-major des forces armées [guerre]).

A été nommé membre de la commission permanente de signalisation en tant que représentant du ministère de la défense nationale (secrétariat des forces armées [guerre]): M. le chef d'escadron Basset.

**Ponts et chaussées.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 3 novembre 1950: page 11256, 1re colonne, 21e ligne du texte, au lieu de: « Izabel. — Idem. — Après M. Tailhan », lire: « Izabel. — Ingénieur ordinaire de 3e classe au 1er octobre 1949. — Après M. Tailhan ».

(Le reste sans changement.)

## MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

**Décret n° 50-1418 du 13 novembre 1950 approuvant certaines modifications aux statuts de la Compagnie nationale du Rhône.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget,

Vu la loi du 27 mai 1921 approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône entre la frontière suisse et la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des autres utilisations agricoles et créant les ressources financières correspondantes;

Vu le règlement d'administration publique du 13 janvier 1931 pris pour l'application de la loi précitée;

Vu le décret du 5 juin 1934 concédant à la Compagnie nationale du Rhône l'aménagement du Rhône entre la frontière suisse et la mer;

Vu la convention du 20 décembre 1933 et les statuts de la Compagnie nationale du Rhône annexés au décret susvisé;

Vu l'ordonnance n° 45-2623 du 2 novembre 1945 relative à la Compagnie nationale du Rhône;

Vu la délibération de l'assemblée générale extraordinaire de la Compagnie nationale du Rhône en date du 8 mars 1950;

Vu la lettre de la Compagnie nationale du Rhône en date du 14 mars 1950;

Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Sont approuvées les modifications apportées aux articles 5, 17 et 18 des statuts de la Compagnie nationale du Rhône par l'assemblée générale extraordinaire de cette société en date du 8 mars 1950.

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
JEAN-MARIE LOUVEL.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le ministre du budget,*
EDGAR FAURE.

**Décrets du 14 novembre 1950 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décrets du Président de la République en date du 14 novembre 1950, rendus sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 31 octobre 1950, portant que les nominations des présents décrets sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

*Au grade de chevalier.*

MM.

Bouillot (André-Emmanuel-René), ingénieur chef des services de distillation des combustibles des mines de la Sarre; 17 ans de services civils et militaires.

Bourg (Alnire-Louis-Joseph), industriel, membre de la chambre de commerce des Hautes-Alpes; 27 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Cram (Alphonse-Edouard-Gabriel), négociant et administrateur de sociétés; 32 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Demmerle (Marcel-Jean), vice-président de l'Union internationale des commerçants détaillants de la branche alimentaire; 41 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Fontanes (Sylvain), président d'honneur du syndicat national des fabricants de produits aromatiques de synthèse; 50 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Grillot (René), vice-président du groupement des syndicats commerciaux de la Moselle; 38 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Habert (Louis-Antoine-Charles), directeur aux Manufactures des glaces et produits chimiques de Saint-Gobain, Chauny et Cirey; 31 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Julliard (René-Henri), éditeur; 30 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Mazuir (Alfred-Alexis), directeur général de sociétés; 29 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Tison (Gustave), ingénieur des travaux publics de l'Etat, ancien professeur titulaire à l'école des mines de Douai; 39 ans 6 mois de services civils et militaires.

## Emploi de matériel en mines grisouteuses.

Par arrêté en date du 9 novembre 1950, est agréée pour être employée dans les mines grisouteuses la « boîte de jonction type Us 021 », construite par la Compagnie radio maritime, 29, rue de la Bienfaisance, à Paris (8e).

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que si la différence de diamètre entre la tige de verrouillage et son logement ne dépasse par 0,5 mm.

Par arrêté en date du 9 novembre 1950, est agréée pour être employée dans les mines grisouteuses la « prise de courant type 25 A 500 V bipolaire », construite par la Société Martin et Lunel, 29, avenue de Bobigny, à Noisy-le-Sec (Seine).

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que s'ils satisfont aux conditions suivantes:

1° La différence de diamètre entre les deux parties ne devra pas dépasser 0,5 mm;

2° La fiche ne devra en aucun cas être montée sur le câble côté alimentation.

Par arrêté en date du 9 novembre 1950, est agréé pour être employé dans les mines grisouteuses le « poste téléphonique à batterie locale type 80 », construit par la Compagnie industrielle des téléphones, 2, rue des Entrepreneurs, à Paris (15e).

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que si la différence entre les axes mobiles et leur logement ne dépasse pas 0,5 mm.

Par arrêté en date du 9 novembre 1950, est agréé pour être employé dans les mines grisouteuses le « moteur 75 CV type K, frame 6325, model 5 K 6325 PS 1 », construit par la General Electric Company à Schenectady 5 N. Y. (U.S.A.), dont les caractéristiques sont définies par la notice descriptive et le plan CL 1 établis par les Houillères du bassin de Lorraine, groupe de Faulquemont (Moselle) et joints au présent arrêté.

Les appareils en service doivent être conformes au type agréé et défini ci-dessus.

Les modifications nécessaires devront être faites par l'usager sous sa responsabilité.

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que s'ils satisfont aux conditions suivantes:

1° La différence de diamètre entre l'arbre moteur et son logement ne devra pas dépasser 0,5 mm.

2° Ils seront équipés d'entrées de câble d'un type agréé faisant avec la boîte de jonction un joint d'au moins 25 mm de largeur et dont les vis de fixation ne déboucheront pas à l'intérieur de celle-ci.

Par arrêté en date du 9 novembre 1950, la notice descriptive et le plan 285 051 définissant le montage d'un support intermédiaire pour utilisation d'une prise de courant 40 ampères d'un type agréé sont incorporés à la liste des plans joints à l'arrêté du 14 juin 1950 relatif au « moteur MEVD 33 **a** ou **b** 947 », construit par la société Le Matériel électrique S. W., 220, route d'Heyrieux, à Lyon

Les conditions de fourniture et d'emploi prévues dans l'arrêté précité demeurent sans changement.

En outre, le joint entre:

Le support intermédiaire et la carcasse du moteur;
La prise de courant et le support intermédiaire,

devra avoir au moins 25 mm de largeur et les vis de fixation ne devront pas déboucher à l'intérieur du carter.

Par arrêté en date du 9 novembre 1950, est agréé pour être employé dans les mines grisouteuses le « tableau lumineux à trois cases type L 3 », construit par la société anonyme Forges et ateliers de constructions électriques de Jeumont, 191, avenue du Président-Wilson, la Plaine-Saint-Denis (Seine).

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que s'ils sont équipés d'entrées de câble d'un type agréé faisant avec le carter des joints d'au moins 25 mm de longueur et dont les vis de fixation ne déboucheront pas à l'intérieur de celui-ci.

Par arrêté en date du 9 novembre 1950, est agréée pour être employée dans les mines grisouteuses la « haveuse Shortwall type AB 50, 500 V, 51 A », construite par la Société Anderson Boyes and Co, à Motherwell (Angleterre), dont les caractéristiques sont définies par les plans:

R 209 haveuse, ensemble;
B. 2/126 prise de courant,

modifiés par les notices descriptives et les plans suivants également joints:

1° Modifications apportées par le groupe de Sarre et Moselle:

338 FB. — Modifications apportées au socle des prises de courant;

2° Modifications apportées par le groupe de Petite-Rosselle:

SEF 215. — Fiche antidéflagrante modifiée.

Les appareils en service devront être conformes à l'un des types agréés et définis ci-dessus. Les modifications nécessaires devront être faites par l'usager sous sa responsabilité.

Les usagers ne pourront utiliser cette haveuse que si elle satisfait aux conditions suivantes:

1° La différence de diamètre entre:

L'axe moteur et son logement dans les paliers;
Les axes de manœuvre et leur logement;
Les deux parties de la prise de courant,

ne devra pas dépasser 0,5 mm.

2° Le circuit alimentant la fiche pilote destinée à assurer la mise hors tension des contacts principaux préalablement à leur séparation devra être de sécurité électrique et devra assurer le maintien hors tension des contacts principaux pendant tout le temps de leur séparation même quand cette fiche pilote se trouve mise en contact avec une terre.

Une plaque indicatrice très apparente, placée sur le couvercle du coffret d'appareillage, devra rappeler qu'il est obligatoire de couper le courant sur la prise de courant de la haveuse avant d'ouvrir le carter.

Par arrêté en date du 9 novembre 1950, est agréé pour être employé dans les mines grisouteuses le « coffret d'appareillage 20 CV », construit par Joy Manufacturing Co, Franklin Pa (U. S. A.), dont les caractéristiques sont définies par la notice descriptive et les plans suivants joints au présent arrêté:

1° Modifications apportées par le groupe de Sarre et Moselle:

25512 F. — Coffret Joy Manufacturing

2° Modifications apportées par le groupe Nord du bassin des Cévennes:

202. — Coffret Joy 500 V;
202 *bis*. — Coffret Joy 500 V.

Les appareils en service doivent être conformes au type agréé et défini ci-dessus. Les modifications nécessaires doivent être faites par l'usager sous sa responsabilité.

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que s'ils satisfont aux conditions suivantes:

1° La différence de diamètre entre les divers axes mobiles et leur logement ne devra pas dépasser 0,5 mm;

2° Ils devront être placés à proximité immédiate et en aval d'un sectionneur et une plaque indicatrice très apparente, placée sur le coffret, devra rappeler qu'il est obligatoire de couper le courant sur le sectionneur avant de l'ouvrir

Par arrêté en date du 9 novembre 1950, est agréé pour être employé dans les mines grisouteuses le « coffret 75 CV CGC 259-28 CGX Class 11/200 UX 1 », construit par la General Electric Co à Schenectady 5 N. Y (U. S. A.) dont les caractéristiques sont définies par la notice descriptive et le plan CL 2, établis par les Houillères du bassin de Lorraine, groupe de Faulquemont-Folschwiller à Faulquemont (Moselle), et joints au présent arrêté.

Les appareils en service doivent être conformes au type agréé et défini ci-dessus.

Les modifications nécessaires devront être faites par l'usager sous sa responsabilité.

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que s'ils satisfont aux conditions suivantes:

1° La différence de diamètre entre l'axe des boutons-poussoirs et leur logement ne devra pas dépasser 0,5 mm;

2° Ils seront équipés d'entrées de câbles d'un type agréé faisant avec le carter un joint d'au moins 25 mm de largeur et dont les vis de fixation ne déboucheront pas à l'intérieur de celui-ci;

3° Ils seront placés à proximité immédiate et en aval d'un sectionneur et une plaque indicatrice très apparente, fixée sur le coffret, devra rappeler qu'il est obligatoire de couper le courant sur le sectionneur avant d'ouvrir le coffret.

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

Par arrêté en date du 9 novembre 1950, est agréée pour être employée dans les mines grisouteuses l' « entrée de câbles types E 2, E 4, E 7, E 12, E 18, E 18 *a*, E 35, E 40, E 41, E 45, E 45 spécial, E 50, E 55 et E 60 », construite par la société Forges et ateliers de constructions électriques de Jeumont 191, avenue du Président-Wilson, la Plaine Saint-Denis (Seine), dont les caractéristiques sont définies par la notice descriptive et les plans suivants joints au présent arrêté:

E 39/439 c. — Entrée de câble type E 2.
E 39/439 6. — Entrée de câble type E 4.
E 39/439 c. — Entrée de câble type E 7.
E 39/440 b. — Entrée de câble type E 12.
E 39/440 b. — Entrée de câble type E 18.
E 39/400 d. — Entrée de câble type E 18 *a*.
E 39/396 d. — Entrée de câble type E 35.
E 39/396 d. — Entrée de câble type E 40.
E 39/396 d. — Entrée de câble type E 41.
E 39/398 d. — Entrée de câble type E 45.
E 39/429 c. — Entrée de câble type E 45.
E 39/398 d. — Entrée de câble type E 50.
E 39/398 d. — Entrée de câble type E 55.
E 39/398 d. — Entrée de câble type E 60.

Les entrées de câble livrées doivent être conformes aux types agréés.

Les usagers ne pourront utiliser ces entrées que si elles sont montées conformément aux plans précités.

### Attribution du diplôme d'ancien élève de l'école technique des mines d'Alès.

Par arrêté en date du 8 novembre 1950, le diplôme d'ancien élève de l'Ecole technique des mines d'Alès est accordé aux élèves dont les noms suivent, sortis en 1950 de la 2e année d'études, par ordre de mérite, savoir:

Castanier (Michel).
Giordano (Jean).
Benéchaud (Raymond).
Pascal (Louis).
Garassino (Julien).
Mombled (Michel).
Carrière (Jacques).
Nobile (Bruno).
James (Noël).
Guy (Aimé).
Borme (Robert).
Demaria (Victor).
Soriano (Jean-Louis).
Sauvi (Jean).
Coéroli (René).
Bonel (Guy).
Husson (Jean).
Meloy (Pierre).
Epoque (René).
Hermann (André).
Escande (Edilbert).
Porciani (François).
Guiraud (Pierre).
Deveze (Gérard).
Lavall (Eugène).
Sincholle (René).
Saboureau (Jean).

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE

### Décret n° 50-1419 du 13 novembre 1950 portant autorisation d'ouverture de concours pour le recrutement de personnel enseignant dans les établissements d'enseignement supérieur agricole au cours des troisième et quatrième trimestres de l'année 1950.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative et du ministre du budget,

Vu la loi n° 1437 du 14 septembre 1948 portant aménagement, dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948, des dotations de l'exercice 1947 reconduites à l'exercice 1948, et notamment l'article 14;

Vu la loi provisoirement applicable du 5 juillet 1941 portant organisation de l'enseignement agricole public, modifiée par la loi du 12 juin 1943;

Vu l'ordonnance du 4 juin 1945 portant création et transformation d'emplois au ministère de l'agriculture;

Vu le décret du 22 septembre 1945 fixant les effectifs du personnel enseignant des établissements d'enseignement supérieur agricole,

Décrète:

Art. 1er. — Au cours des troisième et quatrième trimestres de l'année 1950, il pourra être organisé des concours en vue de pourvoir les emplois vacants ci-après dans le personnel enseignant des établissements d'enseignement agricole:

*Ecoles nationales d'agriculture.*

Deux postes de chefs de travaux.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'agriculture,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le ministre du budget,*
EDGAR FAURE.

*Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,*
PIERRE MÉTAYER.

### Décret du 13 novembre 1950 portant affectation au ministère de l'agriculture d'une partie de l'établissement hippique d'Anglars-Juillac (Lot).

Par décret en date du 13 novembre 1950, est affectée au ministère de l'agriculture, en vue de l'installation d'une école d'enseignement ménager agricole, une partie du domaine d'Anglars-Juillac (Lot), comprenant, suivant le plan annexé au présent décret, la zone « A » sur laquelle sont édifiés les bâtiments *a*, *b*, *c*, *d*, *e*, *f*, *g*, *h*, *i*, *j*, *k*, *m*, *o*.

### Prohibition de l'importation et du transit, sur le territoire de la France métropolitaine, des moules en provenance des Pays-Bas.

Le ministre de l'agriculture et le ministre de la marine marchande,

Vu la loi du 21 juin 1898, et notamment l'article 37;

Vu le décret du 6 octobre 1904 portant réglementation d'administration publique pour l'application de ladite loi;

Vu la loi du 31 décembre 1938, et notamment l'article 109;

Vu le décret du 17 juin 1938 relatif au contrôle sanitaire de produits de pêche importés;

Vu le décret du 20 août 1939 relatif à la salubrité des huîtres, moules et autres coquillages;

Vu le décret du 6 mai 1943 relatif aux conditions d'admission à l'importation des produits de pêche étrangers frais, des mollusques et des poissons d'élevage;

Considérant l'apparition aux Pays-Bas d'une épizootie sur les moules causée par Mytilicalu intestinalis,

Arrêtent:

Art. 1er. — Sont prohibés l'importation et le transit, sur le territoire de la France métropolitaine, des moules en provenance des Pays-Bas.

Art. 2. — L'inspecteur général, chef des services vétérinaires, et le directeur de l'office scientifique et technique des pêches maritimes sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet dès sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 novembre 1950.

*Le ministre de l'agriculture,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ERWIN GULDNER.

*Le ministre de la marine marchande,*
GASTON DEFFERRE.

### Nomination de membres de la commission consultative des assurances sociales agricoles.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret du 30 octobre 1935 modifié fixant le régime des assurances sociales applicable à l'agriculture;

Vu le décret n° 50-44 du 20 avril 1950 relatif au financement des assurances sociales agricoles et notamment l'article 18;

Vu le décret n° 50-1226 du 21 septembre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 18 du décret n° 50-444 du 20 avril 1950 relatif au financement des assurances sociales agricoles et instituant une commission consultative des assurances sociales agricoles,

Arrête:

Art. 1er. — Sont nommés membres de la commission consultative des assurances sociales agricoles:

*Au titre de représentants de l'Assemblée nationale.*

M. René Charpentier, député de la Marne.
M. Hilaire Perdon, député de la Seine-Inférieure.
M. Germain Rincent, député de l'Aube.
M. Olivier de Sesmaisons, député de la Loire-Inférieure.

*Au titre de représentants du Conseil de la République.*

M. Paul Driant, sénateur de la Moselle.
M. Robert Gravier, sénateur de Meurthe-et-Moselle.

*Au titre de représentants du Conseil économique.*

M. Henri Raynaud, président de la commission du travail, de la santé et de la population.

*Au titre de représentant du conseil d'Etat.*

M. Join-Lambert, maître des requêtes.

*Au titre de représentant de la cour des comptes.*

M. du Pontavice, conseiller référendaire.

*Au titre de représentants du conseil central d'administration de la mutualité agricole.*

*Pour le deuxième collège.*

M. Ravel, vice-président des caisses de mutualité sociale agricole de l'Hérault, en qualité de membre titulaire
M. Jolivet, vice-président des caisses de mutualité sociale agricole de Maine-et-Loire, en qualité de membre suppléant.

*Pour le troisième collège.*

M. Mangeart, administrateur des caisses de mutualité sociale agricole de la Marne et des Ardennes, en qualité de membre titulaire.
M. Lerebours, président des caisses de mutualité sociale agricole de la Seine-Inférieure, en qualité de membre suppléant.

*Au titre de représentants des conseils d'administration des caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles.*

*Pour le deuxième collège.*

M. Grand, vice-président des caisses de mutualité sociale agricole de la Savoie, en qualité de membre titulaire.
M. Aubert, vice-président des caisses de mutualité sociale agricole de l'Orne, en qualité de membre suppléant.

*Pour le troisième collège.*

M. La Fay, président des caisses de mutualité sociale agricole de Saône-et-Loire, en qualité de membre titulaire.
M. Bonin, administrateur des caisses de mutualité sociale agricole de la Haute-Marne, en qualité de membre suppléant.

*Au titre de directeur de la caisse centrale de secours mutuels agricoles.*

M. Burgaud ou son représentant.

*Au titre de directeur général de l'union des caisses centrales de la mutualité agricole.*

M. Moreau ou son représentant.

*Au titre de directeur, agent comptable et médecin conseil des caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles.*

En qualité de membres titulaires.

M. André Boutet, directeur général de la mutualité agricole de l'Ile-de-France.
M. Boudineau, comptable de la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles du Loir-et-Cher.
M. le docteur Sabatier, médecin conseil de la caisse mutuelle d'assurances sociales agricole de l'Aude.

En qualité de membres suppléants.

M. Chevigny, directeur de la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles de l'Allier.
M. Favin, comptable de la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles de l'Ile-de-France.
M. le docteur Salmon, médecin conseil de la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles de la Haute-Vienne.

*Au titre de représentant des services sociaux ruraux de la mutualité agricole.*

Mlle de Montbron, assistante sociale, chef de la mutualité agricole de la Corrèze, à titre de membre titulaire.
Mlle Romieux, assistante sociale chef de la mutualité agricole de la Dordogne, en qualité de membre suppléant.

*Au titre de représentants des exploitants proposés par la fédération nationale des syndicats d'exploitants.*

M. Pierre Jullien, exploitant agricole à Gaillardbois, par Menesqueville (Eure).
M. Fernand Bieuville, exploitant agricole à Villers-Carbonel (Somme).
M. Marcel Deloche, exploitant agricole, 67, avenue de la République, à Caudéran (Gironde).
M. Bidau (Louis), à Gan (Basses-Pyrénées).
M. Chaigne (André), à Sainte-Marie-de-Ré (Charente-Maritime).

*Au titre de représentants des salariés proposés par les organisations professionnelles représentatives.*

M. Neau (André) (C. G. T.), 59, rue du Château-d'Eau, Paris.
M. Canoel (Georges) (C. F. T. C.), 134, rue du Théâtre, Paris (15e).
M. Gerin (Robert) (C. G. T.-F. O.), 11, rue Alibert, Paris.
M. Saint-Martin (Raymond), représentant la fédération nationale des syndicats d'ingénieurs, techniciens, cadres administratifs et employés de l'agriculture et des organisations agricoles.

*Au titre de représentant des familles désigné par l'union nationale des associations familiales.*

M. Lange, à Loigny-la-Bataille, par Orgères (Eure-et-Loir).

*Au titre de représentant du ministre du travail et de la sécurité sociale.*

M. Laroque, directeur général de la sécurité sociale ou son représentant.

*Au titre de représentant du ministre de la santé publique et de la population.*

M. le docteur Aujaleu, directeur de l'hygiène sociale ou son représentant.

*Au titre de représentant du ministre des finances et des affaires économiques.*

Pour les finances: M. Moreau, administrateur civil à la direction du Trésor, ou son représentant.
Pour les affaires économiques: M. Gely, chef de service à la direction générale des prix et du contrôle économique, ou son représentant.

*Au titre de représentant du ministre du budget.*

Le directeur du budget ou son représentant.

*Au titre de fonctionnaires du ministère de l'agriculture.*

M. Larchevêque, directeur des affaires professionnelles et sociales.
M. Charrier, administrateur civil de 1re classe, chargé de la sous-direction de la mutualité agricole.
M. Milhavet, administrateur civil de 2e classe.

*Au titre de personnes particulièrement qualifiées par leurs travaux en matière d'assurances et de législation sociales.*

M. Pequignot, professeur à la faculté de droit de Montpellier.
M. Toussaint, conseil juridique à la confédération nationale de la famille rurale.
M. Jahan, membre du conseil économique, délégué général de l'union des caisses centrales de la mutualité agricole.

Art. 2. — § 1er. — Pour l'étude de toute question relative au service des prestations en matière d'assurances sociales agricoles, la commission s'adjoint, avec voix délibérative:

*Au titre de représentant des groupements professionnels de médecins.*

M. le docteur Fontayne (Pierre), 60, boulevard Latour-Maubourg, Paris, ou son suppléant.

*Au titre de représentant des groupements professionnels de chirurgiens dentistes.*

M. Maurice Vincent, 31 rue Tronchet, Paris (8e), ou son suppléant.

*Au titre de représentant des groupements professionnels de sages-femmes.*

Mme Jay, 60, boulevard Latour-Maubourg, Paris (7e), ou son suppléant.

*Au titre de représentant des groupements professionnels de pharmaciens.*

M. Lesur, 77, rue Nationale, à Lille (Nord), ou son suppléant.

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

§ 2. — Pour l'étude de toute question concernant spécialement les métayers assurés sociaux obligatoires, la commission s'adjoint, avec voix consultative:

*Au titre de représentant de la section nationale des bailleurs de baux ruraux (fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles).*

M. Marc Ferre, à Saint-Martin-de-Ré (Charente-Maritime).

*Au titre de représentant de la section nationale des preneurs de baux ruraux (fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles).*

M. Pierre Abadie, secrétaire général de la section nationale des preneurs de baux ruraux.

Art. 3. — Le directeur des affaires professionnelles et sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 novembre 1950.

*Le ministre de l'agriculture,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ERWIN GULDNER.

### Administration centrale.

Par arrêté du 13 novembre 1950:

Mlle Sarles, chef de groupe hors classe à l'administration centrale, est nommée secrétaire d'administration de 1re classe, 2e échelon.

Mme Coudiere, adjoint administratif de classe exceptionnelle à l'administration centrale, est nommée secrétaire d'administration de 1re classe, 1er échelon.

Mme Lang, adjoint administratif de 1re classe, 1e échelon, à l'administration centrale, est nommée secrétaire d'administration de 2e classe, 3e échelon.

Les présentes dispositions auront effet à compter du 1er janvier 1950.

Par arrêté du 13 novembre 1950:

M. de La Borie de La Batut, secrétaire d'administration stagiaire à l'administration centrale, est titularisé, en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe, 1er échelon, à dater du 1er novembre 1950 (compte tenu d'une mise en disponibilité de 1 an 1 mois pour services militaires).

Mlle Baque, secrétaire d'administration stagiaire à l'administration centrale, est titularisée, en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe, 1er échelon, à dater du 15 août 1950 (compte tenu d'une mise en disponibilité de 1 mois).

Mlle Fumey et M. Doguet, secrétaires d'administration stagiaires à l'administration centrale, sont titularisés, en qualité de secrétaires d'administration de 2e classe, 1er échelon, à dater du 1er octobre 1950.

## MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

### Décret n° 50-1420 du 13 novembre 1950 fixant le cadre du personnel métropolitain des douanes en Afrique équatoriale française.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget,

Vu l'article 127 (§ B, alinéas 1° et 2°) de la loi de finances du 13 juillet 1911;

Vu le décret du 2 mars 1912, portant fixation du statut du personnel des douanes coloniales dans les colonies autres que l'Indochine et l'Inde française, et les décrets qui l'ont modifié;

Vu le décret du 29 septembre 1920, fixant le statut du cadre métropolitain des douanes en Afrique équatoriale française, et les décrets qui l'ont modifié;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Afrique équatoriale française,

Décrète:

Art. 1er. — Le service des douanes en Afrique équatoriale française est placé sous l'autorité du directeur appartenant au cadre métropolitain des douanes et ayant le grade de directeur dans ce cadre.

Art. 2. — L'effectif maximum du cadre du personnel métropolitain de ce service est fixé ainsi qu'il suit:

Un directeur;

Un inspecteur principal;

Quatre inspecteurs centraux;

Vingt inspecteurs ou inspecteurs adjoints;

Dix-huit agents des bureaux (contrôleurs principaux, contrôleurs, contrôleurs adjoints, agents principaux ou agents de constatation et d'assiette, commis principaux ou commis);

Trois officiers (capitaines ou lieutenants);

Vingt-sept sous-officiers (brigadiers-chefs ou brigadiers).

Art. 3. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 4. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de la France d'outre-mer,*
FRANÇOIS MITTERRAND.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le ministre du budget,*
EDGAR FAURE.

### Tableau d'avancement complémentaire, de l'année 1950, dans le personnel des administrateurs des colonies.

Par arrêté du 2 novembre 1950, sont inscrits au tableau d'avancement, à compter du 1er juillet 1950, les administrateurs des colonies dont les noms suivent:

*Pour le grade d'administrateur de 1re classe.*

MM.

De Lapasse (Roger-Théodore-Bertrand).
Toulza (Antoine-Dominique).
Cristiani (Aimé).
Messmer (Pierre-Auguste-Joseph).
Vignau (Fernand-Aimé).
Favre (Louis-Jean-Marie-Arsène).
Lasserre (André-Jean-Lucien).
Fayout (Jean-Calixte).
Bonnard (Pierre-Joseph).
Roser (Paul).
Bergerol (Baptiste-Antoine-Henri) (hors cadres).
Lavergne (Georges-Marcelin).
Lestrade (Auguste - Laurent - Joseph).
Luciani (Jean-Baptiste).
Christol (Jacques-Frédéric).
Raynaud (Jean-Marius).
San Marco (Louis-Marius-Pascal).
Riou (Yves-Marie-François).
Texier (Jean-Camille-Marie).
Pinon (Jean-Edmond).
Rocher (Hubert-Louis-Fernand).
Domey (Henri-Paul).
Maes (Amédée-Auguste).
Dubie (Paul).
Maillard (Pierre-Georges-Charles).
Da Costa (Georges-Jean-Victor).
Filoche (Raymond-Edouard-Félix-Georges).

*Pour le grade d'administrateur de 2e classe.*

MM.

Viejo (Georges-Jules-Léon).
Jouve (Fernand-Marie-Antoine).
Schmautz (Charles-Henri-Jean).
Imbert (Louis-Jules-Gaston).
Gras (André-Félix-Clément).
Cornilliet (Maurice-Louis).
Arène (Georges-Félicien).
Meneau (Jean - Lucien - Pierre - André).
Gilbrin (Georges-Jean).
Tailleur (Georges-Henri).
Gremillon (Robert-Marie).
Becquey (Georges-Henri-Marie).
Bourgine (Maurice).
Reuter (Michel-Jacques-Philippe).
Julien (Pierre-Maurice).
Crus (Raymond-Georges).
Vallée (Michel-Marie-André).
Pedoya (Maurice-Joseph).
Michelis (Jean-Jacques-Emile).
Latruffe (Jean - Eugène - René - Emile).
Gastou (Georges-François-Joseph).
Nunge (Paul-François).
Romani (Pierre-Jacques-Mathieu).
Ménager (Louis-André-Marie).
Piganiol (Maurice-Jean-Raymond).
Compagnon (Jean - Joseph - Paul - Marie).
Chatanay (Jacques-Noël).
Degremont (Robert-François).
Hugot (Pierre-Lucien-Claude).
Sellier (Michel-François-Louis).
Caillat (Roland-Paul-Benjamin).
Auzière (Louis-Alexandre-Michel).
Rouet (Marcel-Fernand-Benjamin).
Ottavis (Georges - Gabriel - Alfred-Julien).
Seguin (Bernard).
Quatorze (Jean-Marcel).
Geneviève (Jean-Marc-Albert).
Poncelet (Maurice-Jean-Louis).
Gery (René-Charles-Laurent).
Rose (Lucien-Albert).
Arnaud (Michel-Joseph-Marie).
Rey (Raymond-Jean-Justin (hors cadres).

*Pour le grade d'administrateur de 3e classe.*

MM.
Coquil (Jean).
Bondonneau (Gilbert-André) (hors cadres).
Dumont (Georges - Lucien - Jean (hors cadres).
Morin (Jean-Marie-Joseph) (hors cadres).
Favreau (Marcel-Benjamin (hors cadres).
Carre (Jacques-Eugène-Léopold-Marie-Paul).
Combes (Robert-Jean-Xavier).
Bancel (Jacques-Jean).
Bargeton (Maurice - Pierre (hors cadres).
Bocquet (Richard-Lucien).
Frances (Jean-Clément) (hors cadres).
Michon-Rajon (Louis-Marius).
Carlander (Gérard-Philippe-Jules).
Michelon (Joseph-Jean).
Guilbot (Gaston-Alain-Marie-Jean).
Augstburger (Georges-Rodolphe).
Brutinel (Pierre-Eugène).
Mouradian (Jacques).
Raynaud (Joseph-Auguste).
Pichon de Bury (Charles-Léopold-Guy-Raymond).
Antonin (Paul-Pierre).
Vernay (Jean-Joseph-Jules).
Silvie (François-Laurent).
Montes (Jacques-Pierre-Etienne).
Lavenan (Paul-Antoine).
Rivaille (Jacques-Pierre-Henri).
Gabriel (Raymond-Célestin).
Borne (Adolphe-René).
Rolland (Pierre-Charles).
Gaston (Franck).
Petit-Laurent (Jean).
Keruzore (Jean-Auguste).
Guillard (Jacques-Marie-Albert).
Arnould (Maurice).
Ffrench (Guy-Marie-Joseph-René).
Genlil (Pierre - Arielide - Marie - Gaston).
Joud (Edmond-Jules-Alfred).
Chevalier (Bernard - Ghislain - Joseph).
Robert (Jacques-Jean).
Villanove (Raymond - François - Pierre (hors cadres).
Bertrand (Jacques-Elie-Louis).
Bordier (Paul-Camille).
Chataignier (Abel - François (hors cadres).
Cancel (Jean-Roger).
Lefèvre (Raymond-Albert).
Feral (Gabriel).
Chauvet (Jean-Marcel-Gabriel).
Coquilhat (Paul-Marie-Jules).
Perhirin (François - Ambroise - Marie).
Gilmer (John-Hugh).
Lestringant (Jacques-Emile).
Bodenez (Alexandre-Michel).
Clair (Jean-Michel).

*Pour le grade d'administrateur adjoint de 1re classe.*

MM.
Morand (Jacques-Paul).
Bellat (Joseph-François-Eugène).
Barma (Victor-Alfred-Denis).
Lenain (Pierre-Henri-Charles).
Le Masson (Georges-Albert-Emile).
Hubler (Edmond).
Nativel (Georges-Olderic).
Bloch (Denis-Jean).
Ollavy (Jean-Pierre-Antoine).
Barbier (Michel-Joseph).
Lalanne (Pierre-Louis).
Le Coz (Jean-Corentin-Marie).
Linard (Henri-André).
Le Flem (Roger-Louis-Marie).
Gex (Claude-Camille-Gabriel).
Poirier (Jean-Louis-François) (hors cadres).
Beaux (Marcel-Maurice-Auguste).
Hébert (Bernard-Jean-Paul).
Mochien (François-Xavier-Léonce-Meyrien-Alfred).
De Martel (Charles-Etienne-Louis-Marie).
Lejeune (André-Paul-Joseph).
Brugnot (Jean-Pierre).
Courot (Roger-Marcel).
Garin (Maurice - Marie - Louis - Edouard).
Montel (Jean-Michel).
Lallement (Jacques-Georges-Paulin) (hors cadres).
Mazarguil (Jean-Louis-Firmin).
Bouquegneau (Ernest - Noël - Joseph).
Germain (Jacques-Louis-Henri).
Charpentier (Claude - Maurice - André).
Beaux (Henri-Charles).
Rouvin (Jean-Louis-Pierre).
Vacquie (Pierre-François).
Martin (André-Henri-Cyrille).
Rouleau (Jacques-Alain-Guy).
Ménard (Pierre-Jean-Arthur).
Dufour (Henri-André).
Clément (Robert-Yves).
Martin (Jean-François).
Hervé (Marcel-Jean).
Ituret (Pierre-Jean).
Hornac (Jean-Ernest-Camille-Bertrand).
Butin (Jacques-Raymond).
Roux (Lucien).
Vossart (Jacques-Marie).
Rodrigues (Yves-Marcel) (hors cadres).
Deniau (Xavier-Emmanuel-Gaston).
Lacroix (Pierre-Francis).
Bohuon (Michel-Alexandre-Pierre).
Coudein (Jean-Daniel-André).
Deble (Louis-Henri-Saturnin).
Ormieres (Henri-Anne-Honoré).

*Pour le grade d'administrateur adjoint de 2e classe.*

MM.
Fourcault (Marcel-Paul).
Calais (René-Marcel-Jean).
Chapoux (Pierre-Léopold).
Hubert (Jacques-Edmond-Joseph-François).
Bessou (Georges-Albert).
Magnes (Bernard-Etienne-Frédéric).
Cartigny (Roland-Henri-Gabriel).
Naudin (Jacques-Alexis).
Pinhede (Robert-Frédéric).
Le Bescond (Claude-Henri-Marie).
Dalmas (Pierre-Aimé).
Saulnier (Jean).
Comte (Jean-Maurice).
Labrousse (Bertrand-Charles-Henri).
Eydoux (Pierre-Alfred-Henri).
Autin (Jean-Georges-Marie).
Barboteu (Gérard).
Lindrec (Jean-Achille-Auguste-Georges).
Langlois (Robert-Jules-Amédée).
Capillon (René-Roger-Joseph).
Fortuit (Louis-Gaston-Raoul).
Mano (Jean-Jacques).
Pecriaux (Bernard).
Laroza (André-Jean-Joseph).
Millet (Claude-François-René).
Rousseau (Jacques-Pierre-Charles).
Gosselin (Michel-Eugène).
Gondre (Jean-Roger).
Zimmermann (Emilien-Marie-Auguste).
Hamel (Charles-Adrien-Lucien).
Leboucq (Philippe).
Chabardes (Jean-Jules-Victor).
Laurencin (Jacques).
Mercier (Jacques-André).
Massa (Gabriel-Joseph-Jean).
Poudoulec (Jean-Jacques-Marie).
Capelle (Louis-Gérard-Marie-Albert).
Pujol (Georges-Raymond-Marie).
Chabod (Michel-Charles-Emile).
Larue (Maurice-Charles-Jacques).
Pinon (Maurice-Marcel-Eugène).
Bouquin (Robert-Jules-Joseph).
Martin (Guy-Henri-Gustave).
Lembourbe (Fernand-René).
Rousseau (Pierre-Jean-Marie-Joseph).
Guilbeau (Pierre).
Lacolley (Albert-Jacques).
Bertin (Jean-René).
Fruitet (Pierre-Jean).
Girault (Philippe-Louis-Charles).
Suisse de Sainte-Claire (François-Marie-Jacques-Gabriel).
Sellier (Bernard-Marie-Michel-René).
Brugnot (Jack).
Deschamps (Claude-Paul-Pierre).
Viollier (Bernard-François).
Bonardi (Christian-Jean).
Remusat (Philippe-Marie-Jean).
Leproux (Jean-Marie-Marc).
Salmon (Guy-Roger).
Griesmar (Jean-Jacques-Pierre).
Gibert (Charles-Edouard).
Ricou (Pierre-Ernest).
Gilliot (François-Xavier-Henri-Louis).
Kalck (Pierre-Eugène-Jean).
Buggia (Jean-Jacques-Nicolas).
Pean (Jean-Charles).
Loutrel (Antoine-Marie-Georges).
Pierre-Duplaix (Alain-Marie-Hubert).
Lacoste (Maurice-Georges).
D'Ornano (Pierre-Toussaint).
Serre (Gérard-Joseph-Auguste).
Mayaud (Bernard-Marie-Charles-Noël).
Perroud (André).
Picquier (André-Louis-Joseph).
Libaud (Pierre-Léon-Roger).
Lacour (Jean-Pierre-Charles).
Scipion (Philippe-Jean-Marie-André).
Demijolla (Xavier).
Bonneau (Robert-Alexandre).
Leray (Auguste-René-Henri-Marie).
Leroux (Henri-Georges).
Plateau (Francis-Edouard-Marcel).
Galy (Paul-François).
Ponsaille (Guy-Lucien).
Mazetier (Philippe-Jean-Louis).
Kunstmann (Joseph-Charles).
Deleris (Ferdinand-Ernest-Villars).
Mazure (Alfred-Alcide).
D'Ornano (Don-Camille-Virgile).
Gras (Christophe-François).
Bacon (Pierre-Bennett-Guy).
Bezian (Jean).
Regnault (Jacques-Charles-Alexis).
Van Grevenynghe (Michel-Rémy-Noël).
Antoine (Pierre-Nicolas-Michel-Francis).
Clavier (Jean-Louis-Roger).

**Décret du 16 novembre 1950 portant promotion dans le personnel des administrateurs des colonies.**

Le président du conseil des ministres,

Sur la proposition du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 23 avril 1945 relatif au statut des administrateurs des colonies et des services civils de l'Indochine;

Vu le décret du 30 décembre 1948 fixant l'effectif des administrateurs des colonies et des services civils de l'Indochine;

Vu le décret du 29 septembre 1950 portant dégagement des cadres d'administrateurs des colonies et des services civils de l'Indochine;

Vu le décret du 30 septembre 1950 admettant M. Steinbach (Victor), administrateur de 2e classe des colonies, à faire valoir ses droits à la retraite;

Vu le décès de M. Jarlon, administrateur de 1re classe des colonies, survenu le 11 octobre 1950;

Vu le décret du 18 octobre 1950 portant dégagement des cadres de M. de Buttafoco (Pierre), administrateur de 1re classe des colonies;

Vu l'arrêté du 2 novembre 1950 inscrivant des administrateurs des colonies au tableau d'avancement complémentaire de l'année 1950,

Décrète:

Art. 1er. — Sont promus au point de vue de la solde et de l'ancienneté:

A. — *Administrateurs de 1re classe des colonies.*

1° A compter du 1er juillet 1950.

MM.
De Lapasse (Roger-Théodore-Bertrand).
Toulza (Antoine-Dominique).
Cristiani (Aimé).
Messmer (Pierre-Auguste-Joseph).
Vignau (Fernand-Aimé).
Favre (Louis-Jean-Marie-Arsène).
Lasserre (André-Jean-Lucien).
Fayout (Jean-Calixte).
Bonnard (Pierre-Joseph).
Roser (Paul).
Bergerol (Baptiste-Antoine-Henri), en service détaché auprès de la caisse de retraites de la France d'outre-mer et maintenu dans cette position.
Lavergne (Georges-Marcellin).
Lestrade (Auguste-Laurent-Joseph).
Luciani (Jean-Baptiste).

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

2° A compter du 29 septembre 1950.

MM.
Christol (Jacques-Frédéric).
Raynaud (Jean-Marius).
San Marco (Louis-Marius-Pascal).
Riou (Yves-Marie-François).

3° A compter du 12 octobre 1950.

M. Texier (Jean-Camille-Marie).

4° A compter du 18 octobre 1950.

M. Pinon (Jean-Edmond).

B. — *Administrateurs de 2e classe des colonies.*

1° A compter du 1er juillet 1950.

MM.
Viejo (Georges-Jules-Léon).
Jouve (Fernand-Marie-Antoine).
Schmautz (Charles-Henri-Jean).
Imbert (Louis-Jules-Gaston).
Gras (André-Félix-Clément).
Cornilliet (Maurice-Louis).
Arene (Georges-Félicien).
Meneau (Jean-Lucien-Pierre-André).
Gilbrin (Georges-Jean).
Tailleur (Georges-Henri).
Gremilion (Robert-Marie).
Becquey (Georges-Henri-Marie).
Bourgine (Maurice).
Reuter (Michel-Jacques-Philippe).
Julien (Pierre-Maurice).
Crus (Raymond-Georges).
Vallée (Michel-Marie-André).
Pedoya (Maurice-Joseph).
Michelis (Jean-Jacques-Emile).
Latrulle (Jean-Eugène-René-Emile).
Gastou (Georges-François-Joseph).
Nunge (Paul-François).
Romani (Pierre-Jacques-Mathieu).
Ménager (Louis-André-Marie).
Piganiol (Maurice-Jean-Raymond).
Compagnon (Jean-Joseph-Paul-Marie).
Chatanay (Jacques-Noël).
Degremont (Robert-François).
Hugot (Pierre-Lucien-Claude).
Sellier (Michel-François-Louis).
Caillat (Roland-Paul-Benjamin).
Auzière (Louis-Alexandre-Michel).
Rouet (Marcel-Fernand-Benjamin).
Ottavis (Georges-Gabriel-Alfred-Julien).
Seguin (Bernard).
Quatorze (Jean-Marcel).
Geneviève (Jean-Marc-Albert).
Poncelet (Maurice-Jean-Louis).

2° A compter du 29 septembre 1950.

MM.
Gery (René-Charles-Laurent).
Rose (Lucien-Albert).
Arnaud (Michel-Joseph-Marie).
Rey (Raymond-Jean-Justin), hors cadres auprès de la délégation de l'A. O. F. à Paris et maintenu dans cette position.

C. — *Administrateurs de 3e classe des colonies.*

1° A compter du 1er juillet 1950.

MM.
Coquil (Jean).
Bondonneau (Gilbert-André), hors cadres auprès de la délégation de Madagascar à Paris et maintenu dans cette position.
Dumont (Georges-Lucien-Jean), en service détaché auprès de la caisse de retraites de la France d'outre-mer et maintenu dans cette position.
Morin (Jean-Marie-Joseph), hors cadres auprès de l'inspection du travail au Gabon et maintenu dans cette position.
Favreau (Marcel-Benjamin), hors cadres auprès de la délégation de l'A. E. F à Paris et maintenu dans cette position.
Carre (Jacques-Eugène-Léopold-Marie-Paul).
Combes (Robert-Jean-Xavier).
Bancel (Jacques-Jean).
Bargeton (Maurice-Pierre), hors cadres auprès du gouvernement du Sud-Vietnam et maintenu dans cette position.
Bocquet (Richard-Lucien).
Frances (Jean-Clément), hors cadres auprès de la délégation du Cameroun à Paris et maintenu dans cette position.
Michon-Rajon (Louis-Marius).
Carlander (Gérard-Philippe-Jules).
Michelon (Joseph-Jean).
Guilbot (Gaston-Alain-Marie-Jean).
Augstburger (Georges-Rodolphe).
Brutinel (Pierre-Eugène).
Mouradian (Jacques).
Raynaud (Joseph-Auguste).
Pichon de Bury (Charles-Léopold-Guy-Raymond).
Antonin (Paul-Pierre).
Vernay (Jean-Joseph-Jules).
Silvie (François-Laurent).
Montes (Jacques-Pierre-Etienne).
Lavenan (Paul-Antoine).

2° A compter du 29 septembre 1950.

MM.
Rivaille (Jacques-Pierre-Henri).
Gabriel (Raymond-Célestin).
Borne (Adolphe-René).
Rolland (Pierre-Charles).
Gaston (Franck).
Petit-Laurent (Jean).
Keruzore (Jean-Auguste).
Guillard (Jacques-Marie-Albert).
Arnould (Maurice).
Ffrench (Guy-Marie-Joseph-René).
Gentil (Pierre-Aristide-Marie-Gaston).
Joral (Edmond-Jules-Alfred).
Chevalier (Bernard-Ghislain-Joseph).
Robert (Jacques-Jean).
Villanove (Raymond-François-Pierre), hors cadres auprès du gouvernement du Sud-Vietnam et maintenu dans cette position.
Bertrand (Jacques-Elie-Louis).
Bordier (Paul-Camille).
Chataignier (Abel-François), hors cadres auprès du ministère des affaires étrangères et maintenu dans cette position.
Cancel (Jean-Roger).
Lefèvre (Raymond-Albert).
Feral (Gabriel).

3° A compter du 30 septembre 1950.

M. Chauvet (Jean-Marcel-Gabriel).

4° A compter du 12 octobre 1950.

M. Coquilhat (Paul-Marie-Jules).

5° A compter du 18 octobre 1950.

M. Perhirin (François-Ambroise-Marie).

D. — *Administrateurs adjoints de 1re classe des colonies.*

1° A compter du 1er juillet 1950.

MM.
Morand (Jacques-Paul).
Bellat (Joseph-François-Eugène).
Barma (Victor-Alfred-Denis).
Lenain (Pierre-Henri-Charles).
Le Masson (Georges-Albert-Emile).
Hubler (Edmond).
Nativel (Georges-Olderic).
Eloch (Denis-Jean).
Ottavy (Jean-Pierre-Antoine).
Barbier (Michel-Joseph).
Lalanne (Pierre-Louis).
Le Coz (Jean-Corentin-Marie).
Linard (Henri-André).
Le Flem (Roger-Louis-Marie).
Gex (Claude-Camille-Gabriel).
Poirier (Jean-Louis-François), en service détaché auprès de la présidence du conseil (E.N.A.) et maintenu dans cette position.
Beaux (Marcel-Maurice-Auguste).
Hebert (Bernard-Jean-Paul).
Morbieu (François-Xavier-Léonce-Mayrien-Alfred).
De Martel (Charles-Etienne-Louis-Marie).
Le Jeune (André-Paul-Joseph).
Brugnot (Jean-Pierre).
Gourot (Roger-Marcel).
Garin (Maurice-Marie-Louis-Edouard).
Montel (Jean-Michel).
Lallement (Jacques-Georges-Paulin), hors cadres auprès de la caisse centrale de la France d'outre-mer et maintenu dans cette position.
Mazarguil (Jean-Louis-Firmin).
Bonquegneau (Ernest-Noël-Joseph).
Germain (Jacques-Louis-Henri).
Charpentier (Claude-Maurice-André).
Beaux (Henri-Charles).
Rouvin (Jean-Louis-Pierre).
Vacquie (Pierre-François).
Martin (André-Henri-Cyrille).
Rouleau (Jacques-Alain-Guy).
Menard (Pierre-Jean-Arthur).
Dufour (Henri-André).
Clément (Robert-Yves).
Martin (Jean-François).
Hervé (Marcel-Jean).
Huret (Pierre-Jean).
Hornac (Jean-Ernest-Camille-Bertrand).
Butin (Jacques-Raymond).
Roux (Lucien).
Vossart (Jacques-Marie).
Rodrigues (Yves-Marcel), hors cadres auprès de l'inspection du travail au Cameroun et maintenu dans cette position.
Deniau (Xavier-Emmanuel-Gaston).
Lacroix (Pierre-Francis).
Ormieres (Henri-Anne-Honoré).

2° A compter du 1er août 1950.

MM.
Bohuon (Michel-Alexandre-Pierre).
Coudein (Jean-Daniel-André).
Deble (Louis-Henri-Saturnin).

E. — *Administrateurs adjoints de 2e classe des colonies.*

1° A compter du 1er juillet 1950.

MM.
Fourcault (Marcel-Paul).
Calais (René-Marcel-Jean).
Hubert (Jacques-Edmond-Joseph-François).
Bessou (Georges-Albert).
Cartigny (Roland-Henri-Gabriel).
Pinhede (Robert-Frédéric).
Dalmas (Pierre-Aimé).
Comte (Jean-Maurice).
Gondre (Jean-Roger).
Chabardes (Jean-Jules-Victor).
Pujol (Georges-Raymond-Marie).
Salmon (Guy-Roger).
Kalck (Pierre-Eugène-Jean).
Pierre-Duplaix (Alain-Maurice-Hubert).
Lacoste (Maurice-Georges).
Serre (Gérard-Joseph-Auguste).
Picquier (André-Louis-Joseph).
Lacour (Jean-Pierre-Charles).
Scipion (Philippe-Jean-Marie-André).
De Mijolla (Xavier).
Bonneau (Robert-Alexandre).
Leroux (Henri-Georges).
Galy (Paul-François).
Ponsaille (Guy-Lucien).
Mazetier (Philippe-Jean-Louis).
Deleris (Ferdinand-Ernest-Villars)
Mazure (Alfred-Alcide).
D'Ornano (Don-Camille-Virgile).
Cras (Christophe-François).
Bacon (Pierre-Bennett-Guy).
Bezian (Jean).
Regnault (Jacques-Charles-Alexis).
Antoine (Pierre-Nicolas-Michel-Francis).
Clavier (Jean-Louis-Roger).

2° A compter du 13 juillet 1950.

M. Chapoux (Pierre-Léopold).

3° A compter du 1er août 1950.

MM.
Magnes (Bernard-Etienne-Frédéric).
Naudin (Jacques-Alexis).
Le Bescond (Claude-Henri-Marie).
Saulnier (Jean).
Labrousse (Bertrand-Charles-Henri).
Eydoux (Pierre-Alfred-Henri).
Autin (Jean-Georges-Marie).
Barboteu (Gérard).
Lindrec (Jean-Achille-Auguste-Georges).
Langlois (Robert-Jules-Amédée).
Capillon (René-Roger-Joseph).
Fortuit (Louis-Gaston-Raoul).
Mano (Jean-Jacques).
Pecriaux (Bernard).
Laroza (André-Jean-Joseph).
Millet (Claude-François-René).
Rousseau (Jacques-Pierre-Charles).
Gosselin (Michel-Eugène).
Zimmermann (Emilien-Marie-Auguste).
Hamel (Charles-Adrien-Lucien).
Leboucq (Philippe).
Laurencin (Jacques).
Mercier (Jacques-André).
Massa (Gabriel-Joseph-Jean).
Poudoulec (Jean-Jacques-Marie).
Capelle (Louis-Gérard-Marie-Albert).
Chabod (Michel-Charles-Emile).
Larue (Maurice-Charles-Jacques).
Pinon (Maurice-Marcel-Eugène).
Bouquin (Robert-Jules-Joseph).
Martin (Guy-Henri-Gustave).
Lembourbe (Fernand-René).

Rousseau (Pierre-Jean-Marie-Joseph).
Guilbeau (Pierre).
Lacolley (Albert-Jacques).
Bertin (Jean-René).
Fruitet (Pierre-Jean).
Girault (Philippe-Louis-Charles).
Suisse de Saint-Claire (François-Marie-Jacques-Gabriel).
Sellier (Bernard-Marie-Michel-René).
Brugnot (Jack).
Deschamps (Claude-Paul-Pierre).
Viollier (Bernard-François).
Bonardi (Christian-Jean).
Remusat (Philippe-Marie-Jean).
Leproux (Jean-Marie-Marc).
Griesmar (Jean-Jacques-Pierre).
Gibert (Charles-Edouard).
Ricou (Pierre-Ernest).
Gilliot (François-Xavier-Henri-Louis).
Buggia (Jean-Jacques-Nicolas).
Pean (Jean-Charles).
Loutrel (Antoine-Marie-Georges).
D'Ornano (Pierre-Toussain).
Mayaud (Bernard-Marie-Charles-Noël).
Perroud (André).
Libaud (Pierre-Léon-Roger).

4° A compter du 6 septembre 1950.

M. Plateau (Francis-Edouard-Marcel).

5° A compter du 8 septembre 1950.

M. Leray (Auguste-René-Henri-Marie).

6° A compter du 30 septembre 1950.

M. Kunstmann (Joseph-Charles).

7° A compter du 30 octobre 1950.

M. Van Grevenynghe (Michel-Noël).

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 novembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
FRANÇOIS MITTERRAND.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

**Décret n° 50-1421 du 13 novembre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 50-819 du 5 juillet 1950 relative au conseil supérieur de l'entr'aide sociale.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population,

Vu la loi n° 50-819 du 5 juillet 1950 prévoyant la création d'un conseil supérieur de l'entr'aide sociale, notamment l'article 7, au termes duquel « un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi » ;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le présent règlement d'administration publique détermine les modalités d'application de la loi susvisée du 5 juillet 1950 pour la désignation ou l'élection des membres du conseil supérieur de l'entr'aide sociale autres que les membres de droit et pour le fonctionnement de ce conseil.

### CHAPITRE Ier

*Des membres du conseil supérieur de l'entr'aide sociale désignés par le ministre.*

Art. 2. — Les membres du conseil supérieur de l'entr'aide sociale désignés par le ministre le sont pour une durée de quatre ans.

Cette désignation est faite par arrêtés ministériels dont mention doit être publiée au *Journal officiel.*

Toutefois, lors de la première désignation globale, sept des membres désignés, autres que ceux choisis en raison de leurs activités sociales, déterminés par voie de tirage au sort lors de la première séance du conseil, ne resteront en fonctions que pendant deux ans.

Les pouvoirs des membres désignés sont renouvelables.

Tout membre désigné, autre que l'un de ceux choisis en raison de leurs activités sociales, qui perd la qualité à raison de laquelle il a été appelé au conseil, cesse d'office de faire partie de celui-ci.

Une personne nommée en remplacement d'un membre désigné ne demeure en fonctions que pour la durée restant à courir du mandat confié à son prédécesseur.

### CHAPITRE II

*Des membres élus du conseil supérieur de l'entr'aide sociale.*

Art. 3. — La représentation des établissements publics d'assistance au conseil supérieur de l'entr'aide sociale est composée:

D'une part, de deux représentants membres de commission administrative d'hôpital, d'hospice ou d'hôpital-hospice;

D'autre part, de deux représentants membres de commission administrative de bureau de bienfaisance.

La désignation de ces représentants a lieu par voie d'élection au scrutin majoritaire portant, pour chacun de ces groupes, sur quatre personnes, dont deux seront représentants titulaires et deux représentants suppléants.

Sont éligibles, dans chaque catégorie, tous les membres desdites commissions, quelle que soit l'importance de l'organisme géré par chacune d'elles.

Sont électeurs:

Pour le premier groupe: tout établissement hospitalier qui dispose de plus de cinquante lits organisés;

Pour le deuxième groupe: tout bureau de bienfaisance dont les recettes ordinaires figurant à son budget excèdent le chiffre à partir duquel un budget propre doit être établi pour ces établissements et qui est actuellement fixé à 100.000 F à l'article 1er (alinéa 1er) du décret du 30 octobre 1935 tendant à rattacher à la comptabilité communale les opérations des petits bureaux de bienfaisance et d'assistance, modifié par les lois n° 196 du 16 avril 1943 (article 1er) et n° 48-1516 du 26 septembre 1948 (article 76).

Le nombre de lits organisés, ou le montant des recettes ordinaires, s'apprécie au 31 décembre précédant l'année au cours de laquelle a lieu l'élection.

Chaque établissement hospitalier ou bureau de bienfaisance ne dispose que d'une voix.

La liste des électeurs est publiée au *Journal officiel* un mois au moins avant la date des élections.

Des réclamations aux fins d'inscription ou de radiation peuvent être adressées au ministre de la santé publique et de la population dans les quinze jours qui suivent. La décision du ministre est notifiée aux réclamants et, le cas échéant, à l'œuvre ou établissement dont l'inscription aurait été reconnue irrégulière.

La décision prononçant une inscription supplémentaire sur la liste permet de prendre part au vote.

Art. 4. — La représentation des établissements privés d'assistance et de bienfaisance est composée:

D'une part, de deux représentants des œuvres de bienfaisance et établissements d'assistance privés:

Soit reconnus d'utilité publique,

Soit, en ce qui concerne les établissements congréganistes, légalement reconnus ou dûment autorisés,

ayant les uns et les autres leur siège statutaire dans le département de la Seine;

D'autre part, de deux représentants des œuvres de bienfaisance et établissements d'assistance privés:

Soit reconnus d'utilité publique,

Soit, en ce qui concerne les établissements congréganistes, légalement reconnus ou dûment autorisés,

Soit inscrits en application de la loi locale applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin ou de la Moselle, ayant leur siège statutaire dans les autres départements métropolitains ou dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

La désignation de ces représentants a lieu par voie d'élection au scrutin majoritaire portant, pour chacun de ces groupes, sur quatre personnes dont deux seront représentants titulaires et deux représentants suppléants.

Sont seules éligibles, dans chaque catégorie, les personnes membres des conseils d'administration, ou organismes assimilés, des œuvres et établissements précités.

Sont électeurs toute œuvre de bienfaisance, ou tout établissement d'assistance, privé, appartenant aux catégories précitées, ayant son siège statutaire:

Pour le premier groupe, dans le département de la Seine;

Pour le deuxième groupe, dans les autres départements métropolitains ou dans les départements d'outre-mer précités.

La circonscription dans laquelle se trouve le siège statutaire s'apprécie au 31 décembre précédant l'année au cours de laquelle a lieu l'élection.

Chaque œuvre ou établissement ne dispose que d'une voix.

(*Supplément.* — Fin.)

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

La liste des électeurs est publiée au *Journal officiel* un mois au moins avant la date des élections.

Des réclamations aux fins d'inscription ou de radiation peuvent être adressées au ministre de la santé publique et de la population dans les quinze jours qui suivent. La décision du ministre est notifiée aux réclamants et, le cas échéant, à l'œuvre ou établissement dont l'inscription aurait été reconnue irrégulière.

La décision prononçant une inscription supplémentaire sur la liste permet de prendre part au vote.

Art. 5. — Les représentants titulaires ou suppléants visés aux articles 3 et 4 ci-dessus sont élus pour une période de quatre ans qui court de la date de la première installation de l'un d'entre eux au conseil supérieur. Lorsqu'ils viennent à cesser leurs fonctions de membre d'une commission administrative ou d'un conseil d'administration, ils perdent d'office leur qualité de représentant.

Tout représentant titulaire qui cesse d'exercer son mandat avant l'expiration de celui-ci est remplacé par un suppléant choisi dans l'ordre ressortant des résultats de l'élection et, le cas échéant, de l'âge, le plus âgé venant le premier.

Le représentant suppléant appelé en remplacement d'un titulaire n'exerce la fonction que pour la durée restant à courir du mandat confié à son prédécesseur.

Les représentants sont rééligibles.

Les suppléants siègent en cas d'empêchement des titulaires.

Art. 6. — Les modalités et la date des élections sont déterminés par arrêtés ministériels.

Les déclarations de candidature doivent être adressées au ministre de la santé publique et de la population vingt et un jours francs au moins avant la date des élections.

Les listes des candidats aux élections dans chaque groupe sont publiées au *Journal officiel* dix jours francs au moins avant la date des élections.

Art. 7. — Les institutions auxquelles les dispositions de l'article 3 (c) de la loi susvisée du 5 juillet 1950 n'attribuent qu'un représentant, désignent en même temps un représentant suppléant.

Celui-ci siège au conseil en cas d'empêchement du représentant titulaire; il devient représentant titulaire lorsque ce dernier quitte l'institution qui l'a désigné ou cesse d'exercer son mandat à titre définitif. Dans ce cas, il est élu un nouveau représentant suppléant pour la durée restant à courir du mandat confié à son prédécesseur.

La durée du mandat des représentants visés au présent article est de deux années.

Ils entrent en fonctions aux mêmes dates que les membres désignés par le ministre.

### CHAPITRE III

*Du fonctionnement du conseil supérieur de l'entr'aide sociale.*

Art. 8. — Le conseil supérieur de l'entr'aide sociale tient annuellement une assemblée plénière ordinaire dont la date et la durée sont fixées par décision ministérielle dix jours au moins à l'avance.

Des assemblées plénières extraordinaires peuvent être tenues sur convocation du ministre de la santé publique et de la population, président de droit du conseil.

Art. 9. — A la première séance de son assemblée plénière, le conseil élit parmi ses membres, pour un an, deux vice-présidents dont les fonctions sont renouvelables. L'élection a lieu au premier tour, à la majorité absolue des membres présents, au second tour, à la majorité relative.

Pour toute délibération, la présence d'au moins le tiers des membres du conseil est nécessaire à sa validité.

Art. 10. — En dehors de la section permanente du conseil, chacune des sections instituées à l'article 5 de la loi susvisée du 5 juillet 1950 comprend de quinze à trente membres.

Le nombre des membres de chaque section est fixé par arrêté du ministre de la santé publique et de la population.

La répartition des membres du conseil entre ces sections est faite par décision de la section permanente du conseil supérieur.

Chacune des quatre sections précitées élit un président et un vice-président.

Lorsqu'une section est appelée à donner son avis en vertu d'une disposition particulière d'une loi ou d'un règlement d'administration publique, cet avis n'est valablement émis que si le tiers au moins du nombre des membres nommés de la section consultée a pris part à la délibération et au vote.

Au cas de partage des voix, celle du président de la section, ou du président de la séance est prépondérante.

Art. 11. — Le secrétariat du conseil supérieur de l'entr'aide sociale, de la section permanente et de ses sections est assuré par les soins de la sous-direction de l'entr'aide au ministère de la santé publique et de la population.

Art. 12. — Les rapporteurs près le conseil supérieur, sa section permanente et ses sections sont désignés par le ministre de la santé publique et de la population.

Ils sont choisis, soit parmi les membres dudit conseil, soit parmi les membres du conseil d'Etat ou les fonctionnaires du ministère de la santé publique et de la population.

Les rapporteurs choisis en dehors du conseil supérieur n'ont que voix consultative.

Art. 13. — Sauf en matière contentieuse, les directeurs et chefs de service des administrations centrales des ministères, autres que ceux membres de droit du conseil supérieur, ont accès à ses séances, ainsi qu'à celles de sa section permanente et de ses sections, avec voix consultative, pour les affaires relevant de leur compétence.

Des personnes choisies à raison de leurs connaissances spéciales peuvent être appelées par le ministre de la santé publique et de la population à prendre part, avec voix consultative, aux séances de l'assemblée plénière de la section permanente ou des sections du conseil supérieur.

Art. 14. — Le ministre de la santé publique et de la population est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la santé publique et de la population,*

PIERRE SCHNEITER.

---

**Décret n° 50-1422 du 13 novembre 1950 relatif à la section permanente du conseil supérieur de l'entr'aide sociale.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population,

Vu la loi n° 50-819 du 5 juillet 1950 prévoyant la création d'un conseil supérieur de l'entr'aide sociale, notamment l'article 4, aux termes duquel « un décret pris en conseil d'Etat fixera la composition et le mode de désignation des membres de la section permanente »;

Vu le décret n° 50-1421 du 13 novembre 1950 portant règlement d'administration publique relatif au conseil supérieur de l'entr'aide sociale;

Le conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — La section permanente du conseil supérieur de l'entr'aide sociale prévue à l'article 4 de la loi n° 50-819 du 5 juillet 1950 susvisée est composée comme suit:

Le président de la section sociale du conseil d'Etat, président;

Les deux vice-présidents du conseil supérieur de l'entr'aide sociale;

Les quatre présidents des sections dudit conseil.

Parmi les membres de droit du conseil:

Le directeur général de la population et de l'entr'aide;

Le directeur de l'hygiène publique et des hôpitaux;

Le directeur de l'hygiène sociale;

Le directeur de l'administration départementale et communale au ministère de l'intérieur;

Le directeur général de la sécurité sociale au ministère du travail et de la sécurité sociale;

Le directeur des affaires professionnelles et sociales au ministère de l'agriculture;

Le directeur de l'éducation surveillée au ministère de la justice;

Le directeur général de l'administration générale de l'assistance publique à Paris;

Le président de la fédération hospitalière de France;

Le président de la commission centrale d'assistance;

Le président de l'union nationale des associations familiales.

Parmi les membres désignés du conseil:

L'inspecteur général de la santé et de la population;

Le représentant de la fédération nationale des organismes de sécurité sociale;

Le représentant de la mutualité agricole.

Parmi les membres élus du conseil:

Un représentant des établissements publics d'assistance;

Un représentant des œuvres de bienfaisance et établissements d'assistance, privés.

En outre, un membre du conseil supérieur, pris dans n'importe quelle catégorie, fait partie de la section permanente;

Ces trois derniers membres sont élus par l'assemblée plénière du conseil.

De plus, lorsque la section permanente ne délibère pas sur les affaires contentieuses, les présidents des commissions de la famille, de la population et de la santé publique, de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République, ou leurs représentants siègent à la section permanente.

Un commissaire du Gouvernement et un commissaire adjoint sont désignés par le ministre pour donner leurs conclusions en matière contentieuse. Ils sont choisis parmi les membres du conseil d'Etat et de la cour des comptes.

Art. 2. — En ce qui concerne les trois membres de la section permanente élus par le conseil supérieur, leur mandat est de quatre années et renouvelable.

Toutefois, les membres dont le mandat est expiré continuent à siéger jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

Art. 3. — La section permanente se réunit au moins une fois tous les trois mois.

Dans sa première séance, la section permanente procède à la répartition des membres du conseil entre les sections de celui-ci. Au cours de cette séance, et tant que les présidents desdites sections n'ont pas été désignés, elle délibère valablement en leur absence. Elle ne pourra siéger en matière contentieuse qu'après que ces sections auront élu leurs présidents.

Lorsqu'elle est appelée à donner son avis en vertu d'une disposition particulière d'une loi ou d'un règlement d'administration publique, cet avis n'est valablement émis que si le tiers au moins de ses membres est présent. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

En matière contentieuse, la section permanente ne délibère valablement qu'en nombre impair et si sept au moins de ses membres sont présents. Si les membres présents se trouvent en nombre pair, il est procédé à un tirage au sort pour désigner celui qui doit s'abstenir.

Art. 4. — Le ministre de la santé publique et de la population est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la santé publique et de la population,*

PIERRE SCHNEITER.

### Administration centrale.

Par arrêté du 13 novembre 1950, l'offre de démission présentée par M. Roque (Jean), secrétaire d'administration stagiaire (rédacteur) à l'administration centrale du ministère de la santé publique et de la population, est acceptée à compter du 1er août 1950.

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLEE NATIONALE

ANNÉE 1950

### Ordre du jour du vendredi 17 novembre 1950.

**A neuf heures trente.** — 1re SÉANCE PUBLIQUE

1. — Appel nominal des signataires de la demande d'arbitrage de M. Charles Schauffler sur l'urgence de la discussion de sa proposition de loi tendant à l'aggravation des peines infligées en vertu de l'article 312 du code pénal aux auteurs de coups et blessures sur des enfants. (N° 9709.)

2. — Suite de la discussion d'urgence du rapport de la commission de l'agriculture sur douze propositions de loi relatives au statut du fermage et du métayage. (Nos 362-702-951-1016-1221-3106-7255-8251-8506-9184-10015-10102-10687-11132. — M. Lamarque-Cando, rapporteur.)

3. — Discussion d'urgence, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 en vue d'interdire toute réduction de crédit sur le budget de l'éducation nationale. (Nos 10835-11259. — M. Simonnet, rapporteur.)

4. — Arbitrage sur l'urgence de la discussion de la proposition de résolution de M. de Moro Giafferri tendant à inviter le Gouvernement à interdire toute expulsion de locataires ou occupants de bonne foi jusqu'au vote des textes en discussion. (Nos 10781-10820. — M. Minjoz, rapporteur.)

5. — Discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à saisir sans délai l'Assemblée nationale du projet de budget 1951. (N° 10950.)

6. — Discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Chautard tendant à inviter le Gouvernement à réparer les conséquences de l'erreur dont sont victimes les viticulteurs de l'Ardèche dans l'établissement des bases d'impositions des bénéfices agricoles. (N° 10949.)

7. — Discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Roger Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réparer les injustices fiscales dont sont l'objet les agriculteurs ardéchois en matière d'impôt sur les bénéfices agricoles. (N° 10991.)

8. — Discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Jean Charlot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réparer les injustices fiscales dont sont l'objet les viticulteurs des départements du Var, de Vaucluse et des Bouches-du-Rhône en matière d'impôts sur les bénéfices agricoles. (Nos 11094-11157. — M. Baurens, rapporteur.)

**A quinze heures.** — 2e SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des ministres aux dix questions orales suivantes:

I. — M. Pierre-Henri Teitgen signale à M. le ministre de l'éducation nationale que l'inspection académique du Doubs et du territoire de Belfort, lorsqu'elle désire se renseigner sur la moralité et la compétence d'un candidat ou d'une candidate à l'un des postes de l'enseignement public, demande à l'établissement d'enseignement où le candidat déclare avoir été élève, son avis confidentiel sur ses antécédents, sa conduite, sa moralité, sa tenue, son caractère, les services éventuels rendus par sa famille à l'enseignement, aux œuvres scolaires ou postscolaires et les sentiments qu'il manifeste à l'égard de la laïcité. Il lui demande: 1° pourquoi les renseignements demandés s'étendent au service éventuellement rendus par la famille du candidat à l'enseignement, aux œuvres scolaires ou postscolaires et aux sentiments manifestés par le candidat à l'égard de la laïcité; 2° s'il estime que les services éventuellement rendus par la famille du candidat à l'enseignement, aux œuvres scolaires ou postscolaires doivent seuls être pris en considération à l'exclusion de tous autres services que la famille pourrait avoir rendus à l'Etat et à la Nation dans d'autres domaines; 3° ce qu'il convient d'entendre par l'expression « les sentiments manifestés par le candidat à l'égard de la laïcité »; 4° s'il n'estime pas que ce questionnaire est en fait susceptible d'une interprétation partisane et d'une application abusive, dangereuse pour la dignité et l'indépendance des membres de l'enseignement public. (2e appel.)

II. — M. Géraud Jouve demande à M. le ministre de l'agriculture: 1° quelles mesures il a envisagées ou prises pour assurer, en 1950, l'exportation d'une fabrication particulièrement abondante de fromages et, notamment, des fromages dits de garde tels que le Cantal; 2° si nos conseillers commerciaux à l'étranger ont pris les informations et les contacts nécessaires dans ce but.

III. — Mme Marie Lambert demande à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme quelles mesures il compte prendre pour tenir la promesse faite par lettre du 17 octobre 1949, aux sinistrés brestois du 28 juillet 1947, de les indemniser immédiatement de leurs sinistres mobiliers et aussi pour réparer les abus commis vis-à-vis des sinistrés à qui, sur une signature demandée pour tout autre sujet, on prétend refuser le payement intégral des dommages subis.

IV. — M. Georges Morand expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques, qu'en ce qui concerne l'application de l'article 64 du code général des impôts et en particulier le paragraphe 5, les exploitants agricoles du canton de Segré (Maine-et-Loire) se plaignent que l'administration des contributions directes déforme complètement l'esprit de la loi. Il lui demande ce qu'il compte faire pour que cette loi soit respectée dans son intégralité.

V. — M. André Pierrard demande à M. le ministre de l'industrie et du commerce dans quel esprit il se prépare à négocier la revision des accords de Paris sur le cinéma, les exigences américaines signifiant un coup mortel au cinéma français et l'intérêt de cette importante industrie nationale nécessitant, notamment, que l'importation légale de films étrangers soit amenée de 186 à 120 films par an, et que le quota réservé sur nos écrans aux films français soit porté au moins à six semaines sur treize.

VI. — M. Jean Pronteau demande à M. le ministre des affaires étrangères dans quelles conditions ont pu être prises les mesures d'expulsion du Maroc d'un membre de l'Assemblée de l'Union française et quelle a été l'attitude adoptée à cette occasion par le Gouvernement français.

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

VII. — M. André Mercier (Oise) expose à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale que le décret du 23 août 1950, qui fixe le salaire minimum interprofessionnel national garanti, exclut de son application, par ses articles 1er et 3, les travailleurs de l'industrie hôtelière. Cette disposition est confirmée par la circulaire ministérielle d'application du 25 août 1950. Il lui demande: 1° les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à l'injustice qui place les travailleurs de l'industrie hôtelière en dehors de la communauté ouvrière; 2° quand et comment il compte faire appliquer le décret du 23 août 1950 aux travailleurs de l'industrie hôtelière, tout en leur conservant la nourriture, donnée en sus du salaire, selon les us et coutumes professionnels, en compensation des conditions particulières de travail de cette profession.

VIII. — M. Virgile Barel expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la majorité du conseil général des Alpes-Maritimes a voté le principe d'une avance de fonds de 28 millions pour l'achat de quatre hélicoptères par une société privée. Or, la population de ce département ne tirerait de cet effort financier qu'un faible et problématique avantage de prestige. Par ailleurs, le département se voit refuser l'autorisation d'emprunts plus utiles. Il lui demande si la délibération du conseil général concernant ces quatre hélicoptères n'est pas entachée de nullité.

IX. — M. Marc Dupuy demande à M. le président du conseil des précisions sur l'accord intervenu entre le gouvernement de Paris et celui de Washington concernant: 1° la mise à la disposition des Américains des ports de Bordeaux et la Pallice; 2° les conditions dans lesquelles les Etats-Unis ont pu obtenir un exorbitant privilège constituant un droit d'exterritorialité sur ces deux grands ports du Sud-Ouest qui en ferait des enclaves étrangères américaines de débarquement d'armement en France; 3° les redoutables conséquences qui en résulteraient pour les travailleurs et les populations de ces ports, du fait de leur occupation par des forces militaires étrangères, américaines ou autres.

X. — Mme Rose Guérin demande à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme quand aura lieu la mise en service de la prolongation de la ligne de métro « Porte de Saint-Ouen » à « Saint-Denis, carrefour Pleyel », annoncée pour le 1er juillet 1950 et toujours attendue par les habitants de Saint-Ouen et Saint-Denis et par les nombreux travailleurs des usines environnantes, alors que les travaux, commencés en 1937, sont maintenant complètement terminés.

**2. — Suite de la discussion: I. du projet de loi portant amnistie et relatif aux condamnations pour faits de collaboration ou de commerce avec l'ennemi; II. des propositions de loi: 1° de M. Louis Rollin et plusieurs de ses collègues tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiante les personnes condamnées à la dégradation nationale soit à titre principal, soit accessoirement à une autre peine; 2° de M. Georges Bidault et plusieurs de ses collègues tendant à amnistier certaines condamnations, à instituer un régime de libération anticipée, à apporter certaines modifications à la législation relative à la répression des faits de collaboration et à sanctionner les activités antinationales; 3° de M. Deshors et plusieurs de ses collègues tendant à amnistier les condamnations, à instituer un régime de libération anticipée, à supprimer l'indignité nationale pour faits de collaboration, délit visé par les ordonnances des 18 novembre, 28 novembre et 26 décembre 1944; 4° de M. Michelet et plusieurs de ses collègues portant amnistie en faveur de certaines catégories de personnes poursuivies ou condamnées pour faits visés par les ordonnances des 18 novembre, 28 novembre et 26 décembre 1944; 5° de M. Bernard Lafay, sénateur, tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie et de la revision à certaines catégories de personnes, à l'exception de celles qui auront, par leurs agissements, provoqué l'arrestation, la torture, la déportation ou la mort de patriotes, ou apporté à l'ennemi une collaboration économique spontanée. (Nos 8807, 6156, 7734, 8329, 8416, 7758, 10292. — M. Joannès Charpin, rapporteur.)**

---

**Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le vendredi 17 novembre 1950.**

N° 9637 (1). — Rapport, par M. Marc Sangnier, au nom de la commission de l'éducation nationale, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour assurer la conservation de l'ensemble du domaine de Port-Royal et en faciliter l'accès au public.

N° 10544. — Rapport, par Mlle Archimède, au nom de la commission de la justice, sur la proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai pour l'accomplissement des formalités permises par la loi n° 49-572 du 23 avril 1949 concernant les changements de prénom de l'adopté en cas d'adoption ou de légitimation adoptive.

N° 10655. — Rapport fait à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République par la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1949 et sur la situation de cet établissement au 31 décembre 1948, en exécution de l'article 114 de la loi du 28 avril 1816, de l'article 234 du décret du 31 mai 1862 et de l'article 10 de la loi du 29 décembre 1888.

(1) Le tirage de ce document est limité aux besoins de Mmes et MM. les députés et des services de l'Assemblée nationale.

N° 11208. — Rapport, par M. Marcel Noël, au nom de la commission des moyens de communication, sur les propositions de loi tendant à accorder pour les mutilés du travail des réductions sur les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français et des entreprises de transports départementaux ou locaux.

N° 11220. — Rapport, par M. Pierre-Fernand Mazuez, au nom de la commission de la famille, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'ordonnance du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, chirurgien dentiste et de sage-femme.

N° 11221. — Rapport par M. Badie, au nom de la commission des pensions, sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative aux pensions d'invalidité et de décès des victimes civiles de guerre, conclue le 23 janvier 1950 entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

N° 11231. — Proposition de loi de M. Draveny tendant à compléter l'article 181 du code général des impôts relatif au régime fiscal des artisans (renvoyée à la commission des finances).

N° 11232. — Rapport supplémentaire par M. Moisan, au nom de la commission du travail, sur la proposition de loi concernant les jardins ouvriers.

N° 11281. — Avis transmis par M. le président de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi tendant à organiser le territoire du Gabon.

N° 11285. — Avis transmis par M. le président du conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée (renvoyé à la commission de la défense nationale).

N° 11286. — Avis transmis par M. le président du Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, tendant à étendre le bénéfice des retraites mutualistes instituées par la loi du 4 août 1923 aux combattants de la guerre 1939-1945 et aux ayants cause des combattants morts pour la France au cours de la guerre 1939-1945 (renvoyé à la commission des pensions).

N° 11290. — Rapport par M. Segelle, au nom de la commission du travail, sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus le 7 janvier 1950 entre la France et les Pays-Bas.

N° 11291. — Rapport par M. Segelle, au nom de la commission du travail, sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention générale entre la France et le Royaume-Uni relative aux régimes de sécurité sociale applicables en France et en Irlande du Nord, intervenue le 28 janvier 1950.

N° 11292. — Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative à la faillite et à la liquidation judiciaire, conclue le 13 septembre 1950 entre la France et la principauté de Monaco (renvoyé à la commission de la justice).

N° 11295. — Rapport par M. Triboulet, au nom de la commission de la reconstruction, sur les propositions de loi tendant à exonérer du payement de leur loyer les sinistrés logés en baraques.

N° 11312. — Proposition de loi de M. Edouard Daladier tendant à la réorganisation de l'office national interprofessionnel des céréales (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 11315. — Rapport, par M. Charles Barangé, au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi tendant à permettre la modification par décret du tarif des droits de quai.

N° 11324. — Rapport, par M. Girard, au nom de la commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, la législation des élections.

N° 11326. — Proposition de résolution de M. de Menthon tendant à inviter le Gouvernement à accorder à titre exceptionnel la gratuité de l'envoi d'un colis aux soldats d'Indochine à l'occasion des fêtes de Noël (renvoyée à la commission de la défense nationale).

---

**Décès de deux députés.**

1° Au cours de la deuxième séance du 10 novembre 1950, le décès de M. Jean Biondi, député de l'Oise, a été annoncé à l'Assemblée nationale.

2° Au cours de la deuxième séance du 16 novembre 1950, le décès de M. Cerclier, député de la Creuse, a été annoncé à l'Assemblée nationale.

### Commission de l'agriculture.

*1re séance du jeudi 16 novembre 1950.*

*Présents.* — MM. Asseray, Baurens, Boccagny, Bocquet, Mme Boutard, MM. Charpentier, Errecart, Garavel, Lamarque-Cando, Mme Lambert (Marie) (Finistère), MM. Laurens (Camille) (Cantal), Legendre, Lucas, Masson (Jean) (Haute-Marne), Montagnier, Moussu, Orvoen, Paumier, Perdon (Hilaire), Prigent (Tanguy) (Finistère), Rincent, Rochet (Waldeck), Sourbet, Temple, Terpend, Tricard, Gérard Vée.

*Suppléants.* — MM. Valay (de M. Farinez), Méhaignerie (de M. Reille-Soult), Vuillaume (de M. Villard).

*2e séance du jeudi 16 novembre 1950.*

*Présents.* — MM. Asseray, Boccagny, Bocquet, Mme Boutard, MM. Charpentier, Delcos, Errecart, Garavel, Lalle, Lamarque-Cando, Mme Lambert (Marie) (Finistère), MM. Laurens (Camille) (Cantal), Lucas, Masson (Jean) (Haute-Marne), Montagnier, Moussu, Paumier, Perdon (Hilaire), Prigent (Tanguy) (Finistère), Rincent, Rochet (Waldeck), Roulon, Sourbet, Temple, Tricard, Gérard Vée.

*Suppléants.* — MM. Martineau (de M. Farinez), Dumet (de M. Pirot), Vuillaume (de M. Terpend), Viatte (de M. Villard).

### Commission des finances.

*Séance du jeudi 16 novembre 1950.*

*Présents.* — MM. Aubry, Auguet, Barangé (Charles), Blocquaux, Burlot, Dagain, David (Marcel), Denais (Joseph), Dupraz (Joannès), Dupuy (Marc), Gaillard, Gresa (Jacques), Guesdon, Guyon (Jean-Raymond), Hugues (Emile), Jean-Moreau, Mendès-France, Meunier (Pierre), Palewski, Paumier, Simonnet.

*Excusés.* — MM. Dusseault, Charlot.

*Suppléants.* — MM. Darou (de M. Jean Charlot), Poirot (de M. Gilles Gozard), Tourné (de M. Cogniot).

### Commission de la marine marchande et des pêches.

*Séance du jeudi 16 novembre 1950.*

*Présents.* — MM. Bergasse, Bianchini, Bissol, Cayol, Cermolacce, Coudray, Fayet, Gavini, Gouge, Gros, Guiguen, Guitton, Henneguelle, Mazier, Michaud (Louis) (Vendée), Monjaret, Prigent (Robert) (Nord), Ramarony, Reeb, Schmitt (René) (Manche), Siefridt, Signor, Yvon.

*Assistait en outre à la séance.* — M. Courant, rapporteur spécial du budget de la marine marchande.

### Commission de la presse.

*Séance du jeudi 16 novembre 1950.*

*Présents.* — MM. Barrot, Bichet, Biscarlet, Chaban-Delmas, Mme Degrond, MM. Desson, Dreyfus-Schmidt, Gosset, Hugonnier, Jouve (Géraud), Mullez, Noël (Marcel) (Aube), Pierrard, Poimbœuf, Rivet, Terpend, Thuillier, Verneyras, Wagner.

*Suppléants.* — MM. Dumet (de M. Barel), Savard (de M. Pourtalet), Masson (de M. Kriegel-Valrimont), Greffier (de M. d'Astier de La Vigerie), Poumadère (de M. Brault), Mme Nautré (de M. Grenier), MM. Juglas (de Mlle Lamblin), Lucas (de M. André Noël).

### Commission de la réforme administrative.

*Séance du jeudi 16 novembre 1950.*

*Présents.* — MM. Barthélémy, Coste-Floret (Alfred) (Haute-Garonne), Dreyfus-Schmidt, Fagon (Yves), Farine, Kuehn (René), Palewski.

*Suppléants.* — MM. Peney (de M. Bichet), Maillocheau (de M. Kriegel-Valrimont), Finet (de M. Marc Scherer).

### Commission du travail et de la sécurité sociale.

*Séance du jeudi 16 novembre 1950.*

*Présents.* — MM. Beugniez, Bonnet, Boutavant, Chassaing, Mmes Claeys, Darras, MM. Degoutte, Delachenal, Duprat (Gérard), Duquesne, Fayet, Garavel, Guérin (Maurice) (Rhône), Joubert, Mmes Lefebvre (Francine) (Seine), MM. Mazier, Meck, Moisan, Musmeaux, Paul (Gabriel) (Finistère), Mlle Prévert, MM. Renard, Segelle, Sion, Viatte.

### Convocations de commissions.

La commission de l'agriculture se réunira le vendredi 17 novembre 1950, à quatorze heures trente (local du 7e bureau) :

Echange de vues sur le financement de l'organisation autonome d'allocation de vieillesse agricole.

(La commission de l'agriculture siégera en commun avec la commission du travail et de la sécurité sociale.)

La commission de la justice et de législation se réunira le vendredi 17 novembre 1950, à quinze heures (local de la commission n° 250) :

Examen de la demande de discussion d'urgence présentée par M. Berger pour sa proposition de loi tendant à préciser qu'aucune indemnité autre que celle correspondant au loyer licite et aucuns dommages-intérêts ne peuvent être réclamés, pour occupation sans droit ni titre, à tout occupant d'un local à usage d'habitation, professionnel, commercial ou rural, dès lors que le preneur n'établit pas qu'il peut se loger ailleurs dans des conditions satisfaisantes. — Nomination du rapporteur.

La commission des pensions se réunira le vendredi 17 novembre 1950, à quinze heures trente (local de la commission n° 206) :

Examen de la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi (n° 11246) de M. Touchard tendant à abroger le décret du 3 octobre 1950 concernant la réduction des effectifs du service des restitutions de corps au ministère des anciens combattants. — Nomination du rapporteur et, éventuellement, examen du rapport.

La commission du travail et de la sécurité sociale se réunira le vendredi 17 novembre 1950, à quatorze heures trente (7e bureau) :

I. — Echange de vues sur le financement de l'organisation autonome d'allocation de vieillesse agricole.

(La commission du travail et de la sécurité sociale siégera en commun avec la commission de l'agriculture pour cet échange de vues.)

II. — Suite du rapport supplémentaire de M. Viatte sur le projet et les propositions de loi relatifs à la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse (nos 8715 et 10231).

### Réunions de commissions du vendredi 17 novembre 1950.

Commission de l'agriculture, à quatorze heures trente. — Local du 7e bureau.

Commission de la défense nationale, à dix heures. — Local n° 213.

Commission de la justice et de législation, à quinze heures. — Local n° 250.

Commission des pensions, à quinze heures trente. — Local n° 206.

Commission du travail et de la sécurité sociale, à quatorze heures trente. — Local du 7e bureau.

## CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1950

### Ordre du jour du mardi 21 novembre 1950.

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

**1.** — Réponses des ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Jean de Gouyon demande à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques : 1° si les informations des « U. S. News World Report » publiées dans le n° 146 du 17 octobre des « Problèmes économiques » de la documentation française et relatives au trafic commercial entre la France et l'U. R. S. S. sont fondées et, plus précisément, s'il est exact que les moteurs électriques et les explosifs de guerre sont exportés de France vers la Russie ; 2° au cas où ces informations seraient exactes, quelles mesures il compte prendre pour faire cesser ce trafic. (N° 161.)

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

II. — M. Peschaud demande à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques: 1° quel est le contrôle qu'il peut exercer pratiquement sur les importations des produits laitiers et des fromages en particulier; 2° quelles mesures il compte prendre pour éviter que les importations de produits laitiers, et de fromages en particulier, ne viennent écraser le marché français au point de paralyser l'écoulement de la production française et d'occasionner ainsi une mévente qui pèse gravement sur l'économie agricole. (N° 167.)

III. — M. Jacques Debû-Bridel signale à l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques que la rétrocession du Grand-Palais aux sociétés artistiques pour les Salons risquerait d'être sans effet si les charges financières qui leur sont imposées devaient être maintenues; lui demande quelles mesures il envisage pour permettre aux sociétés artistiques d'exposer, sans les placer sous la menace d'un déficit important qu'elles ne pourront, dans la plupart des cas, pas supporter; lui demande par ailleurs de bien vouloir envisager le remboursement des dépenses faites en 1950, en vue de l'aménagement du Grand-Palais, par les sociétés qui y exposèrent et furent mises dans l'obligation de faire cette avance de fonds en raison du retard apporté au déblocage des crédits de l'architecture. (N° 165.)

IV. — M. Naveau demande à M. le ministre de l'industrie et du commerce: 1° quelles étaient en 1938, en 1949 et pour les neuf premiers mois de 1950: *a*) la production; *b*) les importations; *c*) les exportations de pneumatiques auto pour véhicules utilitaires et de tourisme; 2° s'il est exact que les voitures neuves exportées sont livrées aux acheteurs avec un train de pneus supplémentaire; 3° les mesures qu'il compte prendre pour remédier à la pénurie actuelle de pneus et mettre à la disposition du marché français le contingent de pneus qui lui est indispensable, même si une diminution de nos exportations devait en résulter. (N° 166.)

**2.** — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire, conclue le 22 juin 1949, entre la France et le Danemark. (N°s 661 et 725, année 1950. M. Lionel-Pélerin, rapporteur.) (*Sous reserve qu'il n'y ait pas débat.*)

**3.** — Discussion de la question orale avec débat suivante:

M. Pierre Couinaud expose à M. le ministre de l'agriculture que la fixation du prix du blé à 2.600 F le quintal pour un poids spécifique de 76 kg aboutit à une diminution du prix du blé à la production par rapport à l'année précédente; désire obtenir des précisions sur les raisons qui ont motivé la fixation de ces chiffres; et lui demande de quelle manière et par quelles mesures le Gouvernement entend défendre les intérêts légitimes des producteurs de blé.

**4.** — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à interdire le système de vente avec timbres-primes ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature. (N°s 96, 605 et 719, année 1950. — M. Jacques Gadoin, rapporteur; et n° , année 1950. — Avis de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Bardon-Damarzid, rapporteur.)

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

*1er étage.* — Depuis M. Canivez, jusques et y compris M. Clavier.

*Tribunes.* — Depuis M. Clerc, jusques et y compris M. Durieux.

---

### Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.

*Séance du jeudi 16 novembre 1950.*

*Présents.* — MM. Bardon Damarzid, Clerc, Gadoin, Laffargue (Georges), Loison.

*Excusés.* — MM. Descomps, Rochereau.

---

### Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.

*Séance du jeudi 16 novembre 1950.*

*Présents.* — MM. Bertaud, Bordeneuve, Canivez, Cayrou (Frédéric), Chapalain, Mlle Dumont (Mireille), MM. Héline, Lamousse, Lassagne, Lefant, Maire (Georges), Maurice (Georges), Ou Rabah (Abdelmadjid), Patient, Southon.

*Excusés.* — MM. Monichon, Pujol.

*Suppléants.* — M. Auberger (de M. Laffargue), M. Breton (de M. Manent).

---

### Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie).

*Séance du jeudi 16 novembre 1950.*

*Présents.* — MM. Borgeaud, Bozzi, Cornu, Mme Devaud, MM. Hamon (Léo), Le Basser, Lionel-Pélerin, Lodéon, Muscatelli, Sarrien, Sisbane (Chérif), Soldani, Symphor, Valle (Jules).

*Excusés.* — MM. Charpeix, Dumas (François), Zussy.

---

### Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme.

*Séance du jeudi 16 novembre 1950.*

*Présents.* — MM. Aubert, Bertaud, Boisron, Chambriard, Dubois (René), Fleury, Giauque, Lodéon, Menditte (de), Pic.

*Excusés.* — MM. Barré, Dumas, Dupic, Gracia (Lucien de), Pinton, Pouget (Jules).

---

### Commission de la production industrielle.

*Séance du jeudi 16 novembre 1950.*

*Présents.* — MM. Armengaud, Aubé (Robert), Aubert, Barret (Charles), Chambriard, Delfortrie, Gautier (Julien), Gustave, Léger, Noval, Piales, Tharradin, Vanrullen, Villoutreys (de).

*Excusé.* — M. Ferrand.

---

# INFORMATIONS

RELATIVES

# A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

### Ordre du jour du mardi 21 novembre 1950.

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

**1.** — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi présentée par M. Duveau, député, tendant à assurer la protection dans le commerce de la dénomination « Vanille ». (N°s 162 et 200, année 1950. — M. Charlier, rapporteur.)

**2.** — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer modifiant et complétant le décret du 25 novembre 1930 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en Afrique occidentale française. (N°s 98 et 273, année 1950. — M. Antonini, rapporteur.)

---

### Nomination de membres de commissions.

Dans sa séance du 16 novembre 1950, l'Assemblée de l'Union française a nommé:

M. Ibrahim Babikir, membre de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts, en remplacement de M. Lhuillier.

M. Belabed, membre de la commission de la législation, de la justice, de la fonction publique et des affaires administratives et domaniales, en remplacement de M. Pieri.

---

### Commission de comptabilité.

*Séance du mercredi 15 novembre 1950, à dix heures.*

*Présents.* — MM. Cazelles, Juge.

*Suppléants.* — M. Cazelles (de M. J.-M. Thomas), M. Bour (de M. Schmitt).

*Excusés.* — Mme Caffot, MM. Lautissier, Antonini, Cianfarani, Nignan, Saidou-Djermakoye.

# AVIS ET COMMUNICATIONS

## MINISTERES DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU BUDGET

DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

## Situation résumée des opérations du Trésor entre le 1er janvier 1950 et le 31 mars 1950.

La situation résumée des opérations du Trésor présente les recettes et les dépenses effectuées par les comptables et centralisées mensuellement dans l'ordre de la nomenclature générale des comptes.

En ce qui concerne les opérations effectuées dans les territoires d'outre-mer, les chiffres pris en considération sont ceux des derniers documents parvenus.

CADRE I. — **Situation d'ensemble.**

| | Millions de francs. |
|---|---|
| Au 1er janvier 1950 les encaisses (1) du Trésor s'élevaient à | 105.337 |
| Pendant les trois premiers mois de l'année, les recettes ont atteint | 3.673.532 |
| Soit un total de | 3.778.869 |
| Les dépenses ont atteint | 3.684.377 |
| Par suite, au 31 mars, les encaisses du Trésor s'élevaient à | 94.492 |

(1) Le détail des « encaisses » est indiqué au cadre III.

CADRE II. — **Résumé général des recettes et des dépenses.**

| | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 mars 1950. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de mars 1950. | |
|---|---|---|---|---|
| | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | millions de francs. | | | |
| Budget 1949 période complémentaire | 75.450 | 3.242 | 20.923 | 4.108 |
| Budget 1950 période d'exécution | 429.884 | 455.790 | 177.202 | 181.591 |
| Comptes de commerce, comptes financiers d'affectation spéciale, comptes en liquidation et divers | 166.777 | 167.628 | 47.512 | 60.209 |
| Comptes d'opérations monétaires et de règlements avec des pays étrangers | 121.315 | 84.211 | 51.155 | 26.361 |
| Avances du Trésor remboursables à court terme ou mobilisables | 39.112 | 28.715 | 15.071 | 15.378 |
| Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe | 366.617 | 356.287 | 116.517 | 119.001 |
| Opérations des établissements d'Etat et des établissements semi-publics | 826.847 | 805.803 | 300.236 | 266.990 |
| Opérations des collectivités administratives | 879.619 | 886.058 | 373.594 | 389.205 |
| Opérations des autres correspondants | 274.983 | 257.093 | 103.721 | 85.854 |
| Emissions et remboursements d'emprunts | 461.735 | 581.224 | 164.098 | 236.110 |
| Opérations faites en marks et en shillings dans les territoires occupés (cadre XIII) | 42.068 | 42.036 | 15.713 | 14.285 |
| Fonds en route, chevauchements comptables et apurement des comptes d'attente | » | 5.445 | (—) 2.778 | 5.415 |
| Total | 3.684.377 | 3.673.532 | 1.382.964 | 1.395.537 |

CADRE III. — **Décomposition des encaisses.**

| NUMÉRO d'ordre. | | AU 1er JANVIER 1950. | AU 31 MARS 1950. | AU 28 FÉVRIER 1950. |
|---|---|---|---|---|
| | | millions de francs. | | |
| 1 | Numéraire conservé par les comptables | 19.092 | 19.378 | 24.025 |
| 2 | Compte courant du Trésor à la Banque de France | 3.897 | 40 | 59 |
| 2 bis | Fonds placés au Crédit national et réservés pour les emplois spéciaux prévus par les accords d'aide américaine | 3.713 | 21.771 | 6.327 |
| 2 ter | Fonds déposés à la Banque de France et affectés à des emplois spéciaux prévus par les accords d'aide américaine | 660 | 660 | 5.660 |
| 3 | Compte courant du Trésor à la Banque de l'Algérie et de la Tunisie et dans les banques coloniales | 7.298 | 4.366 | 3.361 |
| 4 | Devises et francs à l'étranger | 22.049 | 17.534 | 13.896 |
| 4 bis | Marks et schillings | 8.222 | 8.190 | 9.618 |
| 5 | Traites et valeurs mobilisables | 40.436 | 22.553 | 18.973 |
| | Total | 105.337 | 94.492 | 81.919 |

CADRE IV. — **Recettes et dépenses du budget général.**

| NUMÉRO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 mars 1950. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de mars 1950. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | millions de francs. | | | |
| | A. — BUDGET 1949. — PERIODE COMPLEMENTAIRE | | | | |
| | *Recettes du budget précédent.* | | | | |
| 6 | Impôts, monopoles, exploitations industrielles et produits divers | » | 9.445 | » | 5.073 |
| 7 | Reversements de fonds sur les dépenses des ministères | » | (1) (—) 4.650 | » | (1) (—) 920 |
| 8 | Recettes de nature budgétaire imputées à des comptes d'attente | » | (2) (—) 1.553 | » | (2) (—) 47 |
| | *Dépenses du budget précédent.* | | | | |
| 11 | Service des emprunts, des pensions et dépenses des ministères | 38.122 | » | 12.855 | » |
| 12 | Reconstruction et équipement | 37.328 | » | 8.068 | » |
| | Total A | 75.450 | 3.242 | 20.923 | 4.106 |
| | B. — BUDGET 1950. — PERIODE D'EXECUTION (A) | | | | |
| | I. — RECETTES | | | | |
| 15 | Contributions directes | » | 138.912 | » | 77.398 |
| 16 | Enregistrement | » | 23.738 | » | 5.670 |
| 17 | Impôt de solidarité nationale | » | 918 | » | 248 |
| 18 | Douanes | » | 28.647 | » | 10.572 |
| 19 | Contributions indirectes | » | 12.542 | » | 3.870 |
| 20 | Taxe sur le chiffre d'affaires | » | 123.587 | » | 40.229 |
| 21 | Taxe sur les transactions | » | 35.391 | » | 11.047 |
| 22 | Monopoles, exploitations industrielles et revenus du domaine de l'Etat | » | 2.364 | » | 772 |
| 23 | Produits divers | » | 20.047 | » | 9.543 |
| 25 | Reversements de fonds sur les dépenses des ministères | » | 2.782 | » | (1) (—) 66 |
| 26 | Recettes de nature budgétaire imputées à des comptes d'attente | » | 22.898 | » | 20.877 |
| | Premier total | » | 411.829 | » | 180.430 |
| | Contrevaleur de l'aide consentie par le gouvernement des Etats-Unis (accord du 28 juin 1948): | | | | |
| 30 | Art. 4, § 6, alinéa *a* | » | 40.000 | » | » |
| 31 | Diverses affectations | » | » | » | » |
| 32 | Intérêts et amortissements des prêts consentis en exécution de l'article 12 de la loi du 21 mars 1948 | » | 707 | » | 23 |
| 33 | Prélèvement exceptionnel | » | 585 | » | 94 |
| 34 | Recettes affectées à la reconstitution de la flotte de commerce et de pêche et de la flotte rhénane | » | 1.933 | » | 1.005 |
| 38 | Recettes diverses | » | 736 | » | 339 |
| | Deuxième total | » | 43.961 | » | 1.461 |
| | II. — DÉPENSES (B) | | | | |
| | a) *Services de l'Etat.* | | | | |
| 40 | Service des emprunts | 52.715 | » | 7.809 | » |
| 41 | Service des pensions | 59.409 | » | 21.708 | » |
| 42 | Dépenses des ministères | 181.991 | » | 91.062 | » |
| 43 | Reconstruction et équipement | 4.084 | » | 3.423 | » |
| | Premier total | 298.259 | » | 124.002 | » |
| | b) *Réparation des dommages de guerre et investissements productifs.* | | | | |
| 45 | Versements à la caisse autonome de la reconstruction | 28.259 | » | 15.714 | » |
| 46 | Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche et de la flotte rhénane | 10.840 | » | 7.077 | » |
| 47 | Reconstitution du réseau de la Société nationale des chemins de fer français | 9.000 | » | 4.000 | » |
| 48 | Mobilisation des titres à trois ans émis par la caisse autonome de la reconstruction | 1.051 | » | 222 | » |
| 51 | Versements du Trésor au fonds de modernisation et d'équipement | 76.312 | » | 24.735 | » |
| 52 | Autres opérations de prêts | 4.437 | » | 1.318 | » |
| 56 | Opérations de garantie | 1.726 | » | 134 | » |
| | Deuxième total | 131.625 | » | 53.200 | » |
| | Total B | 429.884 | 455.790 | 177.202 | 181.591 |
| | Total général des recettes et des dépenses du budget général (A + B) | 505.334 | 459.032 | 198.125 | 185.699 |
| | Dont en devises et francs à l'étranger | 8.325 | 93 | 1.319 | 85 |

(1) Réduction provenant de virements dans les écritures centrales.
(2) Imputation aux comptes définitifs des recettes constatées à des comptes d'attente.
(A) Y compris les recettes instituées par l'article 8 de la loi du 31 décembre 1948, modifiée par l'article 13 de la loi du 31 janvier 1950, pour faire face aux charges de reconstruction et d'équipement.
(B) Y compris les dépenses figurant à des comptes d'attente.

CADRE V. — **Comptes de commerce, comptes financiers d'affectation spéciale, comptes en liquidation et divers.**

| NUMÉRO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 mars 1950 | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de mars 1950. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | millions de francs. | | | |
| | A. — COMPTES DE COMMERCE | | | | |
| 61 | Subsistances militaires | 2.070 | 2.355 | 755 | 791 |
| 62 | Gestion de titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat | » | 3 | » | » |
| 68 | Réception et vente des marchandises de l'aide américaine | 59.979 | 55.349 | 16.287 | 25.120 |
| 69 | Fonds de modernisation et d'équipement | 76.462 | 76.312 | 24.735 | 24.735 |
| 74 | Opérations diverses | 373 | 964 | 187 | 400 |
| | Total du paragraphe A | 138.884 | 134.983 | 41.964 | 51.046 |
| | B. — COMPTES FINANCIERS D'AFFECTATION SPÉCIALE | | | | |
| 75 | Loterie nationale (exercices précédent et courant) | 4.914 | 4.750 | 1.764 | 1.828 |
| 76 | Réalisation des surplus américains et des biens prélevés en Allemagne | 157 | 2.311 | 5 | 1.184 |
| 77 | Opérations relatives à la taxe d'encouragement à la production textile | 563 | 256 | » | 69 |
| 78 | Fonds forestier national | 104 | 476 | 78 | 131 |
| 83 | Opérations de reconstruction effectuées pour le compte de la caisse autonome de la reconstruction | 4.865 | 4.865 | 2.382 | 2.382 |
| 86 | Opérations diverses | 161 | 262 | 27 | 19 |
| | Total du paragraphe B | 10.764 | 12.920 | 4.256 | 5.613 |
| | C. — COMPTES EN LIQUIDATION | | | | |
| 91 | Service des importations et des exportations | 1.549 | 17.777 | 516 | 2.719 |
| 92 | Compte d'emploi de diverses ressources affectées à des dépenses spéciales | 696 | 1.461 | 132 | 363 |
| 93 | Opérations consécutives à l'introduction du franc en Sarre | 435 | 6 | 15 | 1 |
| 400 | Opérations diverses | 5 | 16 | 2 | 10 |
| | Total du paragraphe C | 2.685 | 19.260 | 665 | 3.093 |
| | D. — APUREMENTS COMPTABLES (pour ordre). | | | | |
| 101 | Apurement de pertes et bénéfices de change antérieurs au 31 décembre 1948 | 2.589 | » | » | » |
| 102 | Apurement d'opérations anciennes à caractère budgétaire | 11.556 | 465 | 627 | 457 |
| 105 | Opérations diverses | 299 | » | » | » |
| | Total du paragraphe D | 14.444 | 465 | 627 | 457 |
| | Total général | 166.777 | 167.628 | 47.512 | 60.209 |
| | Dont en devises et francs à l'étranger | 1.255 | 380 | 91 | 224 |

CADRE VI. — **Comptes d'opérations monétaires et de règlements avec des pays étrangers.**

| NUMÉRO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 mars 1950. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de mars 1950. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | millions de francs. | | | |
| | A. — COMPTES D'OPÉRATIONS AVEC DES PAYS ÉTRANGERS | | | | |
| 111 | Aide consentie par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique | (1) 44.956 | (2) 63.044 | 1.745 | 17.189 |
| 112 | Frais exposés par le gouvernement des Etats-Unis pour l'application des accords d'aide | 3.137 | 3.137 | 814 | 814 |
| 113 | Fonds déposés au Trésor britannique par le Trésor français | 490 | » | 490 | » |
| 114 | Fonds déposés au Trésor par la Banque de France s/c gouvernements étrangers | 10.252 | 8.285 | 2.285 | 7.239 |
| 115 | Application de l'accord de payement avec la République fédérale allemande | 5.002 | 6.108 | 1 | 1 |
| | B. — OPÉRATIONS MONÉTAIRES | | | | |
| 125 | Pertes et bénéfices de change | 55.154 | 1.706 | 45.069 | 564 |
| 126 | Emission de billets du Trésor libellés en francs dans les territoires occupés | 162 | 132 | » | 109 |
| 127 | Conversion de francs et billets du Trésor libellés en francs contre marks ou schillings ou inversement | 117 | 444 | 36 | 114 |
| 128 | Fonds de stabilisation de la France d'outre-mer | 456 | » | 456 | » |
| 129 | Emission de billets du Trésor libellés en francs Djibouti | 1.526 | 1.382 | 233 | 309 |
| 131 | Opérations diverses | 63 | 3 | 26 | 1 |
| | Total | 121.315 | 84.211 | 51.155 | 26.361 |
| | Dont en devises et francs à l'étranger | 2.111 | 1.704 | 730 | 627 |

(1) Plan Marshall : 42.817 ; aide conditionnelle : 1.819 ; aide indirecte : 243 ; colis dons : 77.
(2) Plan Marshall : 56.352 ; aide conditionnelle : 1.819 ; aide indirecte : 4 843

CADRE VII. — **Avances du Trésor remboursables à court terme ou mobilisables.**

| NUMÉRO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 mars 1950. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de mars 1950. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | millions de francs. | | | |
| 136 | Aux budgets annexes | » | » | » | » |
| 137 | Aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat | 177 | 283 | 70 | 10 |
| 138 | A des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte | » | 3 | » | 3 |
| 139 | A la Société nationale des chemins de fer français | 2.000 | » | 2.000 | » |
| 140 | Aux départements, communes, établissements et divers organismes sur le produit des impositions leur revenant | 29.080 | 24.726 | 10.865 | 13.166 |
| 141 | Aux collectivités métropolitaines | 204 | 1.077 | 6 | 408 |
| 142 | Aux territoires et services d'outre-mer | » | » | » | » |
| 143 | A des entreprises industrielles ou commerciales | » | 19 | » | 6 |
| 144 | A divers organismes, services privés ou particuliers | 6.264 | 149 | 1.903 | 55 |
| 145 | A des gouvernements ou services étrangers | 250 | 710 | 15 | 220 |
| 146 | A diverses banques et administrations pour le service des payements à l'étranger. | 1.047 | 1.748 | 212 | 1.510 |
| | Total | 39.112 | 28.715 | 15.071 | 15.378 |
| | Dont en devises et francs à l'étranger | 719 | 1.640 | 212 | 1.490 |

CADRE VIII. — **Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe (1).**

| NUMÉRO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 mars 1950. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de mars 1950. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | millions de francs. | | | |
| 151 | Postes, télégraphes et téléphones (1) [cf pages 7 et 8] | 296.253 | 276.068 | 95.710 | 94.777 |
| 152 | Caisse nationale d'épargne (1) | 22.158 | 34.513 | 5.149 | 10.043 |
| 153 | Service des poudres et des essences (1) | 4.207 | 5.697 | 1.370 | 1.476 |
| 154 | Services industriels de l'armement (1) | 28.279 | 28.578 | 11.397 | 9.938 |
| 155 | Radiodiffusion nationale (1) | 1.227 | 1.031 | 342 | 1.006 |
| 156 | Prestations familiales agricoles (1) | 12.707 | 8.742 | 2.009 | 1.472 |
| 158 | Monnaies et médailles (2) | 716 | 492 | 233 | 182 |
| 159 | Imprimerie nationale (2) | 852 | 1.110 | 233 | 396 |
| 162 | Légion d'honneur (1) | 217 | 53 | 71 | 11 |
| 163 | Ordre de la Libération (1) | 1 | 3 | » | » |
| | Total | 366.617 | 356.287 | 116.517 | 119.001 |
| | Dont en devises et francs à l'étranger | 244 | » | 117 | » |

(1) Les comptables des postes, de la caisse nationale d'épargne, du service des poudres, des services de l'armement, de la Légion d'honneur, de la radiodiffusion nationale, des prestations familiales agricoles et de l'ordre de la Libération ont été considérés comme des comptables indépendants et leurs comptes n'ont pas été centralisés en même temps que les comptes des comptables du Trésor. Par suite, les chiffres inscrits dans les colonnes dépenses et recettes décrivent les relations de la trésorerie proprement dite de l'Etat avec la trésorerie des budgets annexes et non pas les opérations des budgets annexes eux-mêmes.

(2) Les comptables des monnaies et médailles et de l'Imprimerie nationale ont été considérés comme des comptables du Trésor. Leur encaisse est comprise dans le chiffre général des disponibilités (cadre III), les recettes et les dépenses du cadre VIII décrivent les opérations des budgets annexes (période complémentaire 1949 et période d'exécution 1950).

CADRE IX. — **Opérations des établissements d'Etat et des établissements semi-publics (1)**

| NUMÉRO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 mars 1950. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de mars 1950. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | millions de francs. | | | |
| 171 | Caisse des dépôts et consignations | 376.718 | 382.404 | 152.270 | 122.813 |
| 172 | Caisse autonome d'amortissement | 40.942 | 52.183 | 14.414 | 15.431 |
| 173 | Crédit national | 157.970 | 159.633 | 51.620 | 48.671 |
| 173 *bis* | Crédit national (caisse autonome de la reconstruction) | 38.834 | 37.522 | 13.685 | 14.976 |
| 174 | Office des changes | 768 | 2.918 | 285 | 131 |
| 175 | Société nationale des chemins de fer français | 72.641 | 61.714 | 31.653 | 28.566 |
| 176 | Caisse centrale de la France d'outre-mer | 15.506 | 11.770 | 7.834 | 7.732 |
| 177 | Service des alcools | 9.895 | 4.620 | 1.321 | 1.888 |
| 178 | Caisse nationale de crédit agricole | 20.928 | 16.854 | 4.325 | 4.909 |
| 179 | Office des mutilés et combattants | » | » | » | » |
| 180 | Office des biens et intérêts privés | 68 | 80 | 38 | 75 |
| 181 | Caisse des invalides de la marine | 1.093 | 1.091 | 556 | 789 |
| 182 | Office national interprofessionnel des céréales | 11.803 | 9.193 | 3.750 | 3.225 |
| 189 | Offices, régies et établissements nationaux à caractère industriel ou commercial | 48.686 | 49.519 | 14.753 | 14.743 |
| 190 | Divers établissements nationaux à caractère administratif | 10.992 | 10.302 | 3.732 | 3.338 |
| | Total | 826.817 | 805.803 | 300.236 | 276.990 |
| | Dont en devises et francs à l'étranger | 4.964 | » | 745 | » |

(1) Les comptables des offices et établissements d'Etat ont été considérés comme des comptables indépendants. Par suite, les chiffres inscrits dans les colonnes dépenses et recettes décrivent les relations de la trésorerie proprement dite de l'Etat avec la trésorerie des offices et non pas les opérations budgétaires des offices eux-mêmes.

CADRE X. — **Opérations des collectivités administratives (1).**

| NUMÉRO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 mars 1950. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de mars 1950. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | millions de francs. | | | |
| 191 | Départements | 45.049 | 44.703 | 12.345 | 20.173 |
| 192 | Communes et établissements locaux | 152.824 | 163.169 | 65.813 | 61.188 |
| 193 | Territoires d'Afrique du Nord | 523.976 | 528.866 | 228.288 | 231.195 |
| 194 | Territoires d'outre-mer | 109.134 | 100.158 | 50.714 | 50.662 |
| 195 | Etablissements régionaux | 16.756 | 17.616 | 7.103 | 7.463 |
| 196 | Service financier de la Sarre | 31.880 | 31.546 | 9.331 | 9.224 |
| | Total | 879.619 | 886.058 | 373.594 | 380.205 |
| | Dont en devises et francs à l'étranger | 1.208 | 803 | 310 | 23 |

(1) Les territoires d'Afrique du Nord et d'outre-mer, les départements, les communes, les offices départementaux et coloniaux utilisent comme comptables les comptables du Trésor. Par suite, les chiffres exprimés dans les colonnes dépenses et recettes décrivent la totalité des opérations effectuées sur l'ordre ou pour le compte des collectivités locales (période complémentaire du budget 1949, période d'exécution du budget 1950, comptes hors budget).

CADRE XI. — **Opérations des autres correspondants.**

| NUMÉRO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 mars 1950 | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de mars 1950. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | millions de francs. | | | |
| 201 | Dépôts au Trésor : fonds particuliers des comptables | 52.835 | 49.533 | 15.847 | 15.319 |
| 202 | Autres dépôts au Trésor | 114.522 | 109.463 | 45.619 | 34.551 |
| 203 | Fonds consignés au Trésor par divers | 36.309 | 37.779 | 15.021 | 13.376 |
| 204 | Opérations de recouvrements et d'encaissements divers pour compte de particuliers | 1.253 | 1.411 | 305 | 450 |
| 205 | Opérations de Bourse pour compte de particuliers | 673 | 552 | 321 | 141 |
| 206 | Transferts de fonds et décaissements provisoires pour compte de particuliers | 2.678 | 7.642 | 1.382 | 1.894 |
| 207 | Reliquats appartenant à des particuliers | 59.022 | 45.030 | 22.065 | 17.910 |
| 217 | Opérations pour le compte du Crédit foncier | 2.295 | 2.224 | 558 | 624 |
| 219 | Comptes courants des banques des territoires d'outre-mer | 5.343 | 3.445 | 2.564 | 1.541 |
| 225 | Opérations diverses | 53 | 14 | 39 | 8 |
| | Total | 274.983 | 257.093 | 103.721 | 85.854 |
| | Dont en devises et francs à l'étranger | 2.038 | 2.234 | 1.039 | 1.628 |

CADRE XII. — **Emissions et remboursements d'emprunts.**

| NUMÉRO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 mars 1950. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de mars 1950. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | millions de francs. | | | |
| | I. — **Dette intérieure.** | | | | |
| | A. — EMPRUNTS AMORTISSABLES | | | | |
| 236 | Emprunt libératoire 1948 (10 ans) | » | 783 | » | 317 |
| 238 | Obligations du Crédit national 6 p. 100 1950 (30 ans) | » | 1.746 | » | 1.746 |
| | B. — EMPRUNTS REMBOURSABLES PAR ANNUITÉS | | | | |
| 246 | Emprunts divers auprès de la caisse des dépôts | » | 8.163 | » | 8.163 |
| 247 | Emprunts obligataires émis par les groupements de sinistrés | » | 16.598 | » | 15.173 |
| 248 | Titres d'annuités émis pour le règlement des indemnités d'éviction | » | 27 | » | » |
| | C. — EMPRUNTS A MOYEN TERME ET A COURT TERME | | | | |
| 250 | Bons remis à la Banque de Syrie et du Liban | 900 | 100 | » | » |
| 251 | Bons à 20 ans de la Caisse nationale de crédit agricole | » | » | » | » |
| 252 | Titres à 3, 6 ou 9 ans émis par la caisse autonome de la reconstruction | » | 737 | » | 737 |
| 256 | Bons d'épargne à 4 ans | 17 | » | 5 | » |
| 257 | Bons de la libération | 1.280 | » | 445 | » |
| 258 | Bons de la reconstruction | 72 | 1.227 | 14 | 398 |
| 259 | Bons du Trésor à 1 an ou 2 ans d'échéance | 120.900 | 136.914 | 48.863 | 31.408 |
| 260 | Bons ordinaires du Trésor de 75 à 105 jours | | 26.011 | | 6.067 |
| 261 | Bons du Trésor à intérêt progressif | 8.548 | 21.872 | 4.891 | 8.484 |
| 265 | Traites émises en règlement de dépenses publiques | 62.406 | 44.939 | 17.535 | 17.692 |
| | *A reporter* | 194.123 | 259.117 | 71.753 | 93.725 |

| NUMÉRO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 mars 1950. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de mars 1950. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes | Dépenses. | Recettes. |
| | | millions de francs. | | | |
| | *Report* | 194.123 | 259.117 | 71.753 | 93.725 |
| | D. — EMPRUNTS AUPRÈS DES BANQUES D'ÉMISSION | | | | |
| 271 | Avances consenties au Trésor par la Banque de France (conventions des 29 septembre 1938, 29 février, 9 juin 1940, 8 juin 1944, 24 juin, 25 septembre et 12 novembre 1947) | 160.300 | 163.900 | 52.700 | 52.700 |
| 273 | Bons du Trésor remis à la Banque de France (conventions des 11 avril 1946, 20 février 1947, 24 juin 1947 et 28 août 1947) | 77.000 | 77.000 | 30.000 | 30.000 |
| 274 | Bons du Trésor remis à la Banque de France (convention du 17 novembre 1947) | 2.951 | 2.951 | » | » |
| 279 | Avances consenties au Trésor par la Banque de l'Algérie et de la Tunisie (conventions des 31 décembre 1942, 1er juillet 1943 et 5 janvier 1944) | 940 | » | » | » |
| 284 | Avances consenties au Trésor par la Caisse centrale de la France d'outre-mer (convention du 1er juillet 1944) | 13.190 | 6.687 | 6.890 | 3.065 |
| | II. — **Dette extérieure.** | | | | |
| | A. — EMPRUNTS REMBOURSABLES PAR ANNUITÉS | | | | |
| 302 | Emprunts auprès de banques américaines (contrat du 31 octobre 1919) | » | 5.238 | » | » |
| | B. — EMPRUNTS A MOYEN TERME, A COURT TERME ET A VUE | | | | |
| 308 | Emprunts auprès de la Federal Reserve Bank (convention du 17 novembre 1947) | 5.238 | » | » | » |
| 310 | Bons du Trésor à 1 an à garantie or | 120 | » | 120 | » |
| 312 | Bons du Trésor à 5 ans remboursables en couronnes suédoises | 223 | » | 75 | » |
| 313 | Bons du Trésor souscrits par la Banque des règlements internationaux | 7.680 | 9.711 | 2.560 | » |
| 315 | Bons du Trésor à vue remis au fonds monétaire international | » | 56.620 | » | 56.620 |
| | Total | 461.735 | 581.224 | 164.098 | 236.110 |
| | Dont en devises et francs à l'étranger | » | » | » | » |

CADRE XIII. — **Opérations faites en marks et schillings dans les territoires occupés.**

I. — *Situation d'ensemble.*

| | MARKS | SCHILLINGS | CONTRE-VALEUR en francs. |
|---|---|---|---|
| | millions. | millions. | millions. |
| Au 1er janvier 1950, les encaisses du Trésor en marks et schillings s'élevaient à | 83 | 52 | 8.222 |
| Pendant les trois premiers mois de l'année: | | | |
| Les recettes effectives ont atteint | 154 | 27 | |
| Les recettes d'ordre se sont élevées à | 235 | 52 | 42.036 |
| Soit un total de | 472 | 131 | 50.258 |
| Les dépenses effectives ont atteint | 153 | 41 | |
| Les dépenses d'ordre se sont élevées à | 235 | 52 | 42.068 |
| Soit un total de dépenses de | 388 | 93 | |
| Par suite, au 31 mars, les encaisses du Trésor en marks et schillings s'élevaient à | 84 | 38 | 8.190 |

II. — *Résumé général des recettes et des dépenses effectives faites en marks et schillings dans les territoires occupés.*

| | OPÉRATIONS EFFECTUÉES ENTRE LE 1er JANVIER ET LE 31 MARS 1950 | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Marks. | | Schillings. | |
| | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | millions. | millions. | millions. | millions. |
| Services financiers des opérations effectuées en marks et en schillings | 68 | 71 | 24 | 2 |
| Opérations effectuées pour le compte de divers correspondants | 85 | 81 | 17 | 25 |
| Fonds en route, chevauchements comptables et apurement des comptes d'attente | » | 2 | » | » |
| Total | 153 | 154 | 41 | 27 |

## RECAPITULATION DES OPERATIONS FAITES EN DEVISES ET EN FRANCS A L'ETRANGER

*Situation d'ensemble.*

| | Millions de francs. |
|---|---|
| Au 1er janvier 1950, les encaisses du Trésor en devises et francs à l'étranger s'élevaient à | 22.019 |
| Pendant les trois premiers mois de l'année, les recettes ont atteint | 6.854 |
| Il y a lieu d'ajouter, pour approvisionnement des encaisses des agents payeurs à l'étranger par l'intermédiaire de la Banque de France, la somme de | 9.803 |
| Soit un total de | 38.676 |
| Les dépenses ont atteint | 21.142 |
| Par suite, au 31 mars, les encaisses du Trésor en devises et francs à l'étranger s'élevaient à | 17.534 |

*Résumé général des recettes et des dépenses faites en devises et francs à l'étranger.*

| | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 mars 1950 | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de mars 1950. | |
|---|---|---|---|---|
| | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | millions de francs. | | | |
| Recettes et dépenses du budget général (cadre IV) | 8.325 | 93 | 1.319 | 85 |
| Comptes de commerce, comptes financiers d'affectation spéciale, comptes en liquidation et divers (cadre V) | 1.255 | 380 | 91 | 224 |
| Comptes d'opérations monétaires et de règlements avec des pays étrangers (cadre VI) | 2.114 | 1.704 | 730 | 627 |
| Avances du Trésor remboursables à court terme ou mobilisables (cadre VII) | 719 | 1.640 | 212 | 1.490 |
| Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe (cadre VIII) | 244 | » | 117 | » |
| Opérations des établissements d'Etat et des établissements semi-publics (cadre IX) | 4.961 | » | 745 | » |
| Opérations des collectivités administratives (cadre X) | 1.208 | 803 | 310 | 23 |
| Opérations des autres correspondants (cadre XI) | 2.038 | 2.234 | 1.039 | 1.628 |
| Emissions et remboursements d'emprunts (cadre XII) | » | » | » | » |
| Fonds en route, chevauchements comptables et apurement des comptes d'attente | 278 | » | 214 | » |
| Total | 21.142 | 6.854 | 4.777 | 4.077 |

## DEVELOPPEMENT DES OPERATIONS DES COMPTABLES DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES DU 1er JANVIER AU 31 MARS 1950

CADRE A. — **Situation d'ensemble.**

| | | Millions de francs. |
|---|---|---|
| Pendant les trois premiers mois de l'année, les recettes des comptables des postes ont atteint | | 3.521.452 |
| Leurs dépenses ont atteint | | 3.546.659 |
| Soit un excédent de dépenses de | | 25.207 |
| représenté: à concurrence de par une diminution des encaisses des comptables des postes. | 5.022 millions | |
| à concurrence de par les mouvements des comptes courants et des comptes de règlements entre l'administration des postes, télégraphes et téléphones et le Trésor, suivant détail au cadre C ci-après. | 20.185 millions | |

CADRE B. — **Résumé des recettes et des dépenses.**

| | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 mars 1950 | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de mars 1950. | |
|---|---|---|---|---|
| | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | millions de francs. | | | |
| Opérations concernant le budget général: | | | | |
| Exercice 1949. — Période complémentaire | 3.002 | » | 404 | » |
| Exercice 1950. — Période d'exécution | 17.986 | 3.159 | 7.317 | 17 |
| Règlements avec le Trésor | 3.203 | 19.691 | 528 | 8.278 |
| Fonds d'approvisionnement des postes, télégraphes et téléphones (1) | 1.196 | 1.502 | 1.196 | 1.130 |
| Opérations concernant les emprunts du Trésor: | | | | |
| Emissions et remboursements | 9.696 | 19.376 | 3.508 | 6.870 |
| Règlements avec le Trésor | 18.167 | 9.192 | 6.282 | 5.399 |
| Opérations du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (y compris les opérations de la 2e section): | | | | |
| Exercice 1949. — Période complémentaire | 9.932 | 6.177 | 2.257 | 404 |
| Exercice 1950. — Période d'exécution | 16.813 | 23.229 | 6.648 | 11.088 |
| Déficits d'exploitation couverts par le Trésor | » | » | » | » |
| Opérations concernant la Caisse nationale d'épargne: | | | | |
| Recettes et dépenses effectives (2) | 16.187 | 32.810 | 6.133 | 10.431 |
| Règlements avec la Caisse nationale d'épargne | 62.380 | 32.228 | 19.499 | 10.164 |
| Opérations concernant la caisse des dépôts et consignations | 3.269 | 2.503 | 2.991 | 150 |
| Opérations concernant les autres établissements d'Etat | 53 | 48 | 5 | 11 |
| Opérations concernant les collectivités administratives | 560 | 453 | 263 | 174 |
| Transferts de fonds p/c de particuliers: | | | | |
| Mandats français | 901.154 | 902.480 | 307.161 | 304.908 |
| Mandats internationaux | 10.110 | 4.150 | 3.876 | 1.306 |
| Virements postaux p/c Algérie | 8.287 | 14.445 | 3.235 | 12.632 |
| Autres opérations p/c de particuliers | 7.946 | 7.963 | 2.058 | 4.626 |
| Opérations concernant les offices étrangers | 25.479 | 24.100 | 8.503 | 7.704 |
| Comptes courants postaux (3) | 2.431.239 | 2.415.385 | 755.093 | 748.603 |
| Fonds en route, chevauchements comptables et apurement des comptes d'attente | » | 2.261 | » | 838 |
| Totaux généraux | 3.546.659 | 3.521.452 | 1.136.960 | 1.132.713 |

(1) Les résultats indiqués décrivent seulement les relations de la trésorerie proprement dite de l'Etat avec la trésorerie du « fonds d'approvisionnement des P.T.T. » et non pas l'intégralité dudit fonds.
(2) Dont 15.653 millions de « retraits » et 32.491 millions de « dépôts ».
(3) A l'exclusion des comptes ouverts au nom des comptables des postes et des comptables du Trésor.

CADRE C. — **Mouvements des comptes courants et des comptes de règlements entre l'administration des postes, télégraphes et téléphones et le Trésor.**

| | DU 1er JANVIER au 31 mars 1950. | | PENDANT LE MOIS de mars 1950. | |
|---|---|---|---|---|
| | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | millions de francs. | | | |
| Compte courant au Trésor de l'agent comptable des postes, télégraphes et téléphones | » | 11.518 | » | 9.281 |
| Compte courant au Trésor du fonds d'approvisionnement des postes, télégraphes et téléphones | 306 | » | (—) 46 | » |
| Comptes courants postaux des comptables du Trésor | » | 13.772 | » | 253 |
| Autres comptes de règlements | 3.799 | » | » | (—) 8.647 |
| Totaux | 4.105 | 24.290 | (—) 46 | 887 |
| Soit un excédent de dépenses de | » | » | » | » |
| Soit un excédent de recettes de | » | 20.185 | » | 903 |

Correspondant à l'excédent de dépenses des opérations mentionnées page 4 au cadre VIII: « Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe », sous la rubrique: « Postes, télégraphes et téléphones ».

# Dette publique de l'Etat et de la Caisse Autonome d'amortissement.

## A. — SITUATION AU 31 MARS 1950

En ce qui concerne les opérations effectuées dans les territoires d'outre-mer, les chiffres pris en considération sont ceux des derniers documents parvenus.

CADRE I. — **Situation d'ensemble.** (En millions de francs.)

| CATÉGORIES DE DETTE | SITUATION de la dette au 1er janvier 1950. | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. | | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. (1). | | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Diminution (décaissements). | Augmentation (encaissements). | Diminution. | Augmentation. | |
| I. — *Dette intérieure.* | | | | | | |
| Dette perpétuelle (cadre II) | 349.171 | » | » | 39 | » | 349.132 |
| Dette amortissable par voie de tirages au sort ou de rachats en Bourse (cadre III) | 296.071 | » | 2.529 | 1.298 | » | 297.302 |
| Dette remboursable par annuités (cadre IV) | 316.917 | » | 24.788 | 1.468 | 1.856 | 342.093 |
| Dette à moyen terme et à court terme (cadre V) | 40.527 | 900 | 837 | 1.171 | » | 39.293 |
| Dette à moyen terme et à court terme à échéances journalières (cadre VI) | 949.289 | 193.223 | 230.963 | 6.458 | 4.267 | 984.838 |
| Dette envers les banques d'émission (cadre VII) | 771.642 | 254.351 | 250.538 | » | » | 767.829 |
| Total de la dette intérieure | 2.723.617 | 448.474 | 509.655 | 10.434 | 6.123 | 2.780.487 |
| II. — *Dette extérieure.* | | | | | | |
| Dette amortissable par voie de tirages au sort ou de rachats en Bourse (cadre VIII) | 14.964 | » | » | 909 | » | 14.064 |
| Dette remboursable par annuités (cadre IX) | 992.565 | » | 5.238 | 3.208 | 12 | 994.607 |
| Dette à moyen terme, à court terme, et à vue (cadre X) | 174.575 | 13.261 | 66.331 | 924 | 912 | 227.633 |
| Total de la dette extérieure | 1.182.104 | 13.261 | 71.569 | 5.032 | 924 | 1.236.304 |
| Total général de la dette publique | 3.905.721 | 461.735 | 581.224 | 15.466 | 7.047 | 4.016.791 |

| (1) DÉVELOPPEMENT DES MOUVEMENTS N'AYANT PAS AFFECTÉ LA TRÉSORERIE | DIMINUTION | AUGMENTATION |
|---|---|---|
| I | | |
| Amortissement de la dette de l'Etat par la caisse autonome d'amortissement ou sur crédits budgétaires | 3.128 | » |
| Titres échangés contre des titres de rente viagère | 77 | » |
| Titres repris en payement de droits de mutation | 158 | » |
| Variation du montant des valeurs échues restant à rembourser: | | |
| Valeurs échues restant à rembourser au 31 décembre 1949 | » | 3.526 |
| Valeurs échues restant à rembourser au 31 mars 1950 | 5.414 | » |
| Variation du montant des émissions dont le montant est versé tardivement au Trésor: | | |
| Emissions de décembre 1949 dont le produit a été versé au Trésor en 1950 | 1.044 | » |
| Emissions de mars 1950 dont le produit a été versé au Trésor en avril 1950 | » | 741 |
| Variation de la dette contractée par l'entremise de la Société nationale des chemins de fer français | 5 | 1.856 |
| Premier total | 9.826 | 6.123 |
| Variation de la dette propre de la caisse autonome d'amortissement (amortissement contractuel des obligations) | 475 | » |
| Variation de la dette propre du budget des postes, télégraphes et téléphones | 133 | » |
| Deuxième total | 608 | » |
| Total des mouvements de la dette intérieure n'ayant pas affecté la trésorerie | 10.434 | 6.123 |
| II | | |
| Amortissement de la dette de l'Etat par la caisse autonome d'amortissement ou sur crédits budgétaires | 4.115 | » |
| Perte et bénéfice de change | 12 | 12 |
| Variation du montant des valeurs échues restant à rembourser: | | |
| Valeurs échues restant à rembourser au 31 décembre 1949 | » | » |
| Valeurs échues restant à rembourser au 31 mars 1950 | 905 | 912 |
| Total des mouvements de la dette extérieure n'ayant pas affecté la trésorerie | 5.032 | 924 |
| Total général des mouvements n'ayant pas affecté la trésorerie | 15.466 | 7.047 |

## I. — DETTE INTERIEURE

CADRE II. — **Dette perpétuelle.** (En millions de francs.)

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1950 | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. | | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. | | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Diminution (décaissements). | Augmentation (encaissements). | Diminution. | Augmentation. | |
| Rentes 3 p. 100 | 45.066 | » | » | (1) 39 | » | 45.027 |
| Rentes 5 p. 100 1949 | 304.105 | » | » | » | » | 304.105 |
| Totaux | 349.171 | » | » | 39 | » | 349.132 |

(1) Rentes échangées contre des titres de rente viagère.

CADRE III. — **Dette amortissable par voie de tirage au sort ou de rachats en Bourse.** (En millions de francs.)

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1950 | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. | | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. | | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Diminution (décaissements). | Augmentation (encaissements). | Diminution. | Augmentation. | |
| 1° Rentes et obligations amortissables: | | | | | | |
| Rentes 3 p. 100 1878, 75 ans | 573 | » | » | » | » | 573 |
| Rentes 5 p. 100 1920, 60 ans, remboursables à 150 F | 12.960 | » | » | » | » | 12.960 |
| Obligations 4 1/2 p. 100 1933-1948, 60 ans, remboursables à 150 F | 6.790 | » | » | » | » | 6.790 |
| Obligations 4 p. 100 1934, 50 ans, remboursables à 140 F | 5.950 | » | » | (1) 45 | » | 5.905 |
| Obligations 4 1/2 p. 100 1935, 30 ans | 711 | » | » | (1) 15 | » | 696 |
| Rentes 3 p. 100 1942, 60 ans et 2 mois | 3.444 | » | » | (1-2) 16 | » | 3.428 |
| Rentes 3 1/2 p. 100 1942, 60 ans | 7.741 | » | » | (1-2) 49 | » | 7.692 |
| Obligations 3 1/2 p. 100 mai, juillet et octobre 1943, 30 ans | 5.316 | » | » | (1) 58 | » | 5.258 |
| Obligations 3 1/2 p. 100, février 1944, 30 ans | 2.724 | » | » | (1) 1 | » | 2.723 |
| Rentes 3 p. 100 1945, 60 ans et 3 mois | 23.599 | » | » | (1-2) 144 | » | 23.455 |
| Emprunt libératoire 1948, 10 ans | 91.816 | » | 783 | (3) 158 | » | 92.441 |
| 2° Obligations émises par le Crédit national pour le compte de l'Etat: | | | | | | |
| 4 p. 100 1941, 50 ans | 11.496 | » | » | (1) 58 | » | 11.438 |
| 3 1/2 p. 100 février 1942, 50 ans et 3 mois | 5.203 | » | » | (1) 4 | » | 5.199 |
| 3 1/2 p. 100, octobre 1942, 50 ans et 3 mois | 6.288 | » | » | (1) 4 | » | 6.284 |
| 3 1/2 p. 100 1943, 50 ans et 3 mois | 6.402 | » | » | (1) 34 | » | 6.368 |
| 3 p. 100 juillet 1945, 50 ans | 21.111 | » | » | » | » | 21.111 |
| 3 p. 100 juillet 1946, 50 ans | 32.602 | » | » | » | » | 32.602 |
| 6 p. 100 1950, 30 ans | » | » | 1.746 | » | » | 1.746 |
| 3° Bons amortissables émis par la Caisse nationale de crédit agricole: | | | | | | |
| 4 1/2 p. 100 1935, 25 ans | 1.071 | » | » | (1) 104 | » | 967 |
| 4° Obligations de la Caisse autonome d'amortissement: | | | | | | |
| 4 1/2 p. 100 1929, 1949, 40 ans | 4.997 | » | » | » | » | 4.997 |
| 4 p. 100 1941, 50 ans et 3 mois | 26.314 | » | » | (1) 63 | » | 26.251 |
| 3 1/2 p. 100 1943, 15 ans | 8.544 | » | » | (1) 412 | » | 8.132 |
| 5° Obligations des postes, télégraphes et téléphones, amortissables en 30 ans: | | | | | | |
| 4 1/2 p. 100 1929-1948 | 2.517 | » | » | (1) 49 | » | 2.468 |
| 4 p. 100 1941 | 5.075 | » | » | (1) 41 | » | 5.034 |
| 3 1/2 p. 100 1943 | 2.827 | » | » | (1) 43 | » | 2.784 |
| Totaux | 296.071 | » | 2.529 | 1.298 | » | 297.302 |

(1) Amortissements.
(2) Dont titres échangés contre des titres de rente viagère: 3 0/0 1942: 4; 3 1/2 0/0 1942: 8; 3 0/0 1945: 26.
(3) Titres repris en payement de droits de mutation.

CADRE IV. — **Dette remboursable par annuités.** (En millions de francs.)

| CATÉGORIES D'ANNUITÉS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1950. | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. | | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. | | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Diminution (décaissements). | Augmentation (encaissements). | Diminution. | Augmentation. | |
| 1° Capital restant dû sur les annuités remises à la caisse des dépôts et consignations en contre-partie des prêts consentis par elle pour l'application des diverses lois relatives aux institutions de crédit social: | | | | | | |
| Loi du 17 juillet 1934 et décret du 11 septembre 1934 (plan Marquet) | 2.464 | » | » | (1) 34 | » | 2.430 |
| Habitations à bon marché | 7.424 | » | 3.037 | (1) 102 | » | 10.359 |
| Crédit immobilier | 3.506 | » | 1.126 | (1) 84 | » | 4.548 |
| Fonds commun du travail (H. B. M. et C. I.) | 198 | » | » | (1) 2 | » | 196 |
| Habitations à bon marché améliorées | 346 | » | » | (1) 8 | » | 338 |
| Loyers moyens | 256 | » | » | (1) 9 | » | 247 |
| Adduction d'eau potable et réparation de chemins vicinaux | 300 | » | » | (1) 7 | » | 293 |
| Electrification des campagnes | 810 | » | » | (1) 6 | » | 804 |
| Sinistrés du Sud-Ouest | 385 | » | » | (1) 18 | » | 367 |
| Crédit agricole: | | | | | | |
| Moyen terme | 123 | » | » | » | » | 123 |
| Long terme | 248 | » | » | (1) 3 | » | 245 |
| Equipement rural à long terme | 969 | » | » | « | » | 969 |
| Organisation et assainissement du marché de la viande | 6 | » | » | « | » | 6 |
| Prêts aux collectivités (loi du 11 octobre 1940) | 1.690 | » | » | (1) 10 | » | 1.680 |
| Amélioration du logement rural | 261 | » | » | » | » | 261 |
| Travaux de circonstance | 436 | » | » | (1) 3 | » | 433 |
| 2° Capital restant dû à la caisse des dépôts et consignations au titre de l'amortissement d'une somme équivalente à celle: | | | | | | |
| *a*) Des bons du Trésor à 3 et 5 ans 1922, rachetés en Bourse par cet établissement | 136 | » | » | (1) 22 | » | 114 |
| *b*) Des obligations 7 1/2 p. 100 1921 émises aux Etats-Unis et cédées au Trésor par cet établissement | 249 | » | » | » | » | 249 |
| *c*) Des obligations des emprunts extérieurs 4 p. 100 et 3 3/4 p. 100 1939 et des titres de rentes 3 1/2 p. 100 1942 cédés au Trésor par cet établissement | 1.013 | » | » | (1) 14 | » | 999 |
| *d*) D'un prêt de 4 milliards consenti à l'Etat (décret du 4 mai 1943) | 2.518 | » | » | » | » | 2.518 |
| *e*) D'un prêt de 10 milliards consenti à l'Etat (décret du 20 mars 1945) | 9.006 | » | » | » | » | 9.006 |
| *f*) D'un prêt de 12 milliards consenti à l'Etat (décret du 7 septembre 1945) | 10.948 | » | » | (1) 140 | » | 10.808 |
| *g*) Des obligations du Trésor 4,30 p. 100 amortissables en 60 ans (décision du 23 mai 1949) | 122.260 | » | » | » | » | 122.260 |
| *h*) Des titres amortissables en 5 ans remis en contre-valeur de bons du Trésor remboursés par anticipation | 25.000 | » | » | » | » | 25.000 |
| *i*) Des obligations du Trésor 5,30 p. 100 amortissables en 20 ans | » | » | 4.000 | » | » | 4.000 |
| 3° Capital restant dû au Crédit foncier pour les prêts consentis par cet établissement aux départements et communes des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse. (Loi du 25 juillet 1909.) | 1 | » | » | » | » | 1 |
| 4° Capital restant dû au Crédit foncier pour les subventions aux communes directement atteintes par des événements de guerre. (Loi du 4 octobre 1919.) | 80 | » | » | » | » | 80 |
| 5° Capital correspondant aux titres d'annuités remis aux sociétés ayant consenti des prêts aux organismes d'habitations à bon marché. (Loi du 27 juillet 1934.) | 110 | » | » | (1) 1 | » | 109 |
| 6° Capital restant dû à diverses collectivités sur les annuités attribuées en payement de subventions pour des travaux d'outillage national. (Loi du 11 juillet 1933.) | 116 | » | » | » | » | 116 |
| 7° Capital restant dû à diverses collectivités sur les annuités attribuées en payement de subventions pour des travaux d'équipement rural | 8 | » | » | » | » | 8 |
| 8° Capital restant dû sur les emprunts contractés auprès du Fonds commun du travail par l'office national des combustibles liquides | 25 | » | » | (1) 3 | » | 22 |
| *A reporter* | 190.892 | » | 8.163 | 466 | » | 198.589 |

(1) Amortissements.

| CATÉGORIES D'ANNUITÉS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1950 | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. Diminution (décaissements). | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. Augmentation (encaissements). | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. Diminution. | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *Report*..... | 190.892 | » | 8.163 | 466 | » | 198.589 |
| 9° Capital restant dû à divers sur les titres d'annuités 3,25 p. 100 1944, amortissables en 10 ans, émis en application de la loi du 27 mars 1944..... | 6.533 | » | » | » | » | 6.533 |
| 10° Capital restant dû sur les obligations ou parts bénéficiaires remises aux anciens actionnaires: | | | | | | |
| *a*) De la Banque de France..... | 4.566 | » | » | (1) 268 | » | 4.298 |
| *b*) De la Banque de l'Algérie..... | 850 | » | » | » | » | 850 |
| *c*) Des autres banques nationalisées..... | 11.266 | » | » | (1) 239 | » | 11.027 |
| 11° Capital restant dû sur les parts bénéficiaires remises aux anciens actionnaires des sociétés d'assurance nationalisées..... | 6.114 | » | » | » | » | 6.114 |
| 12° Capital restant dû à divers sur les titres d'annuités trentenaires délivrées en payement d'indemnités pour dommages de guerre (loi du 31 juillet 1920)..... | 2.410 | » | » | (1) 89 | » | 2.321 |
| 13° Capital restant dû sur les emprunts obligataires émis par les groupements de sinistrés (loi du 30 mars 1947)..... | 60.184 | » | 16.598 | (1) 373 | » | 76.409 |
| 14° Capital restant dû à divers attributaires d'indemnités de dommages de guerre pour indemnités d'éviction (loi du 26 août 1948). | 31 | » | 27 | » | » | 58 |
| 15° Capital restant dû au titre de l'amortissement des emprunts contractés par les compagnies de navigation subventionnées (loi du 28 février 1948)..... | 2.337 | » | » | (1) 24 | » | 2.313 |
| 16° Capital restant dû au titre de l'amortissement des emprunts du Gouvernement général de l'Afrique équatoriale française: | | | | | | |
| *a*) Emprunt autorisé par la loi du 12 juillet 1909..... | 8 | » | » | » | » | 8 |
| *b*) Emprunt autorisé par la loi du 13 juillet 1914..... | 36 | » | » | » | » | 36 |
| *c*) Emprunt autorisé par l'article 257 de la loi de finances du 13 juillet 1925 et réglementé par la loi du 15 septembre 1926 ..... | 243 | » | » | » | » | 243 |
| *d*) Emprunt de conversion 3,70 p. 100 1945 d'une tranche de l'emprunt autorisé par la loi du 13 juillet 1914..... | 20 | » | » | » | » | 20 |
| *e*) Emprunt de conversion 3.70 p. 100 1945 de l'emprunt 5,30 p. 100 1939..... | 60 | » | » | » | » | 60 |
| 17° Capital restant dû au titre de l'annuité servie à la Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de Tanger à Fez (loi du 11 août 1914)..... | 576 | » | » | » | » | 576 |
| 18° Capital restant dû à la S. N. C. F. ou à des compagnies d'intérêt secondaire sur diverses annuités remises aux compagnies de chemin de fer: | | | | | | |
| Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871-1872 ..... | 8 | » | » | (1) 1 | » | 7 |
| Annuités à la compagnie des chemins de fer P. L. M. (loi du 18 février 1898)..... | 17 | » | » | » | » | 17 |
| Annuités à la compagnie des chemins de fer du P. O. our les lignes échangées entre elle et l'Etat..... | 15 | » | » | » | » | 15 |
| Annuités aux compagnies de chemins de fer (subventions et avances)..... | 249 | » | » | (1) 3 | » | 246 |
| 19° Capital restant dû au titre de la part d'amortissement incluse dans les annuités servies aux réseaux secondaires de chemins de fer d'intérêt général..... | 250 | » | » | » | » | 250 |
| 20° Capital restant dû à la S. N. C. F. sur les conventions de 1883 et postérieures: | | | | | | |
| Avances en argent et en travaux: | | | | | | |
| Antérieures au 31 décembre 1937..... | 4.548 | » | » | (2) 1 | » | 4.547 |
| Postérieures au 31 décembre 1937..... | 67 | » | » | » | » | 73 |
| Insuffisances d'exploitation des services 1914 à 1937..... | 25.628 | » | » | (2) 4 | (2) 8 | 25.624 |
| 21° Capital restant dû au titre de la part du Trésor public dans l'amortissement de la dette des grands réseaux de chemins de fer qui doit être progressivement prise en charge dans le compte d'exploitation de la S. N. C. F. (conventions des 31 août 1937 et 9 septembre 1939)..... | » | » | » | » | 1.850 | 1.850 |
| Totaux ..... | 316.917 | » | 24.788 | 1.408 | 1.856 | 342.098 |

(1) Amortissements.
(2) Variation de la dette contractée par l'entremise de la Société nationale des chemins de fer français.

CADRE V. — **Dette à moyen terme et à court terme.** (En millions de francs.)

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1950. | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. | | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. | | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Diminution (décaissements). | Augmentation (encaissements). | Diminution. | Augmentation. | |
| Bons à 20 ans de la Caisse nationale de crédit agricole (a)..... | 102 | » | » | » | » | 102 |
| Obligations de la Caisse autonome de la défense nationale 5 p. 100 1938-1948 remboursables au pair le 15 mai 1950..... | 4.165 | » | » | (2) 120 | » | 4.045 |
| Titres à 3, 6 ou 9 ans émis par la Caisse autonome de la reconstruction pour le règlement de certaines indemnités de dommages de guerre ..... | (1) 35.460 | » | 737 | (3) 1.051 | » | 35.146 |
| Bons du Trésor à 3 mois renouvelables, remis à la Banque de Syrie et du Liban..... | 800 | 900 | 100 | » | » | » |
| Totaux ..... | 40.527 | 900 | 837 | 1.171 | » | 39.293 |

(a) Bons ne portant pas intérêt, mais remboursables à leur échéance au double du prix d'émission fixé au pair; à partir de la sixième année, ils peuvent être remboursés, sous certaines conditions, suivant un barème établi à cet effet.

(1) Dont 4.376 millions de titres émis avec jouissance de l'année 1950.

(2) Amortissements.

(3) Titres mobilisés dans les conditions fixées par l'article 11 de la loi du 31 décembre 1948.

CADRE VI. — **Dette à moyen terme et à court terme à échéances journalières.** (En millions de francs.)

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1950. | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. | | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. | | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Diminution (décaissements). | Augmentation (encaissements). | Diminution. | Augmentation. | |
| Bons d'épargne à 4 ans..... | » | 17 | » | (2) 141 | (1) 158 | » |
| Bons de la Libération..... | 28.553 | 1.280 | » | » | » | 27.273 |
| Bons de la reconstruction..... | 18.015 | 72 | (3a) 1.227 | (3a) 7 | (4b) 14 | 19.177 |
| Bons du Trésor à intérêt progressif..... | 62.272 | 8.548 | (3a) 21.872 | (3a) 36 | (4b) 166 | 75.726 |
| Bons du Trésor à 2 ans..... | 526.353 | | (3a) 107.807 | | | 565.447 |
| Bons du Trésor à 1 an..... | 106.673 | 120.900 | (3a) 29.107 | (3) 5.933 | (4) 3.929 | 110.122 |
| Bons ordinaires du Trésor de 75 à 105 jours.. | 24.126 | | (3a) 26.011 | | | 21.604 |
| Traites émises en règlement de dépenses publiques ..... | 183.297 | 62.[illegible] | (3a) 44.939 | (3a) 341 | » | 165.489 |
| Totaux ..... | 949.289 | 193.223 | 230.963 | 6.458 | 4.267 | 984.838 |

(1) Valeurs échues restant à rembourser au 31 décembre 1949.

(2) Valeurs échues restant à rembourser au 31 mars 1950.

(3) *a*) Emissions de décembre 1949 dont le produit a été versé au Trésor en 1950: bons de la reconstruction: 7; bons du Trésor à intérêt progressif: 36; 2 ans: 122; 1 an: 380; 75 à 105 jours: 158; traites: 341; *b*) valeurs échues restant à rembourser au 31 mars 1950: 5.273.

(4) *a*) Valeurs échues restant à rembourser au 31 décembre 1949: 3.368; *b*) émissions de mars 1950 dont le produit a été versé au Trésor en avril 1950: bons de la reconstruction: 14; bons du Trésor à intérêt progressif: 166; 2 ans: 266; 1 an: 98; 75 à 105 jours: 197.

CADRE VI *bis*. — **Tableau des échéances de la dette à moyen terme et à court terme à échéances journalières.** (En millions de francs.)

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. (Voir cadre VI.) | ÉCHÉANCES | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 |
| Bons de la Libération (1)..... | 27.273 | 13.710 | 9.181 | 4.382 | » |
| Bons de la reconstruction (2)..... | 19.177 | 7.710 | 6.261 | 3.974 | 1.232 |
| Bons du Trésor à intérêt progressif (3)..... | 75.726 | 28.534 | 47.192 | » | » |
| Bons du Trésor à 2 ans..... | 565.447 | 200.672 | 256.824 | 107.951 | » |
| Bons du Trésor à 1 an..... | 110.122 | 81.297 | 28.825 | » | » |
| Bons ordinaires du Trésor de 75 à 105 jours.. | 21.604 | 21.604 | » | » | » |
| Traites émises en règlement de dépenses publiques ..... | 165.489 | 121.184 | 44.305 | » | » |
| Totaux ..... | 984.838 | 474.711 | 392.588 | 116.307 | 1.232 |
| | | 984.838 | | | |

(1) D'une durée de cinq ans au maximum, les bons de la Libération sont remboursables, au gré du porteur, après un délai de six mois à compter de leur date d'émission; le tableau ci-dessus indique la date extrême d'échéance de ces bons.
(2) Les bons de la reconstruction sont admis aux souscriptions des obligations des groupements de sinistrés.
(3) D'une durée de dix-huit mois au maximum, les bons du Trésor à intérêt progressif sont remboursables, au gré du porteur, après un délai de trois mois à compter de leur date d'émission; le tableau ci-dessus indique la date extrême d'échéance de ces bons.

CADRE VII. — **Dette envers les banques d'émission.** (En millions de francs.)

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES de dette. | SITUATION de la dette au 1er janvier 1950. | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. | | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. | | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Diminution (décaissements). | Augmentation (encaissements). | Diminution. | Augmentation. | |
| Avance permanente de la Banque de France.. | 50.000 | » | » | » | » | 50.000 |
| Avances provisoires de la Banque de France: | | | | | | |
| *a*) Conventions des 29 septembre 1938, 29 février 1940, 9 juin 1940, 8 juin 1944, 24 juin, 25 septembre et 12 novembre 1947..... | 171.300 | 160.300 | 163.900 | » | » | 174.900 |
| *b*) Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 et 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre et 26 décembre 1941, 5 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 8 juillet, 30 septembre et 16 décembre 1943, 23 mars, 17 mai et 20 juillet 1944..... | 426.000 | » | » | » | » | 426.000 |
| Bons du Trésor pris en charge par la Caisse autonome d'amortissement conventions des 23 juin 1928 et 7 décembre 1941)..... | 5.003 | » | » | » | » | 5.003 |
| Bons du Trésor remis à la Banque de France en représentation de l'or belge..... | 5.039 | » | » | » | » | 5.039 |
| Bons du Trésor remis à la Banque de France (conventions des 11 avril 1946, 24 juin et 28 août 1947)..... | 65.000 | 65.000 | 65.000 | » | » | 65.000 |
| Bons du Trésor remis à la Banque de France (convention du 20 février 1947)..... | 12.000 | 12.000 | 12.000 | » | » | 12.000 |
| Bons du Trésor remis à la Banque de France (convention du 17 novembre 1947)..... | 2.951 | 2.951 | 2.951 | » | » | 2.951 |
| Avance permanente de la Banque de l'Algérie..... | 80 | » | » | » | » | 80 |
| Avances provisoires de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie: | | | | | | |
| *a*) Conventions des 11 mai 1939 et 31 décembre 1940..... | 2.000 | » | » | » | » | 2.000 |
| *b*) Conventions des 31 décembre 1942, 1er juillet 1943 et 5 janvier 1944..... | 7.170 | 910 | » | » | » | 6.260 |
| Avances de la Caisse centrale de la France d'outre-mer: | | | | | | |
| *a*) Convention du 29 juillet 1943..... | 1.132 | » | » | » | » | 1.132 |
| *b*) Convention du 1er juillet 1944..... | 23.967 | 13.190 | 6.687 | » | » | 17.464 |
| Totaux..... | 771.642 | 254.351 | 250.538 | » | » | 767.829 |

## II. — DETTE EXTERIEURE

### A. — SITUATION EN FRANCS

Cours des chancelleries au 1er janvier 1950, 1 dollar U. S. A. = 350 F; 1 dollar canadien = 3.7 F 50; 1 livre = 980 F; 1 franc suisse = 81 F; 1 franc belge = 7 F; 1 couronne suédoise = 67 F 70; 1 florin = 92 F 10.

CADRE VIII. — **Dette amortissable par voie de tirage au sort ou de rachats en Bourse.** (En millions de francs.)

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1950. | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. | | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. | | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Diminution (décaissements). | Augmentation (encaissements). | Diminution. | Augmentation. | |
| Emprunt 4 p. 100 1939, 30 ans, aux Pays-Bas et en Suisse | 14.964 | » | » | (1) 900 | » | 14.064 |
| Totaux | 14.964 | » | » | 900 | » | 14.064 |

(1) Amortissements.

CADRE IX. — **Dette remboursable par annuités.** (En millions de francs.)

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1950. | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. | | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. | | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Diminution (décaissements). | Augmentation (encaissements). | Diminution. | Augmentation. | |
| Capital restant dû sur les avances consenties au Gouvernement français par l'Export-Import Bank: | | | | | | |
| *a*) Convention du 4 décembre 1945 | 171.582 | » | » | (1) 3.208 | » | 168.374 |
| *b*) Convention du 13 juillet 1946 | 227.500 | » | » | » | » | 227.500 |
| *c*) Contrat du 28 octobre 1948 | 60.200 | » | » | » | » | 60.200 |
| Capital restant dû au gouvernement des Etats-Unis au titre du règlement définitif en matière de prêt-bail, d'aide réciproque, de surplus militaires et de créances de guerre (accord du 28 mai 1946) | 240.002 | » | » | » | » | 240.002 |
| Capital restant dû au titre du crédit consenti au Gouvernement français par le gouvernement britannique (accord du 3 décembre 1946) | 98.663 | » | » | » | » | 98.663 |
| Capital restant dû sur l'emprunt 3 1/4 p. 100 contracté par le Crédit national auprès de la Banque Internationale pour la reconstruction et le développement | 87.500 | » | » | » | » | 87.500 |
| Capital restant dû à la commission maritime des Etats-Unis pour l'achat de navires | 16.676 | » | » | » | » | 16.676 |
| Capital restant dû au titre du crédit consenti au Gouvernement français par le gouvernement canadien (accords des 9 avril 1946 et 20 août 1947) | 75.120 | » | » | » | » | 75.120 |
| Capital restant dû au titre du crédit consenti au Gouvernement français par le gouvernement de la Nouvelle-Zélande (loi du 10 septembre 1947) | 4.822 | » | » | » | » | 4.822 |
| Capital restant dû sur les emprunts contractés auprès de banques américaines (contrat du 31 octobre 1949) | 10.500 | » | 5.238 | » | (2) 12 | 15.750 |
| Totaux | 992.565 | » | 5.238 | 3.208 | 12 | 994.607 |

(1) Amortissements.
(2) Perte de change.

CADRE X. — **Dette à moyen terme, à court terme et à vue.** (En millions de francs.)

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1950. | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. | | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. | | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Diminution (décaissements). | Augmentation (encaissements). | Diminution. | Augmentation. | |
| Emprunt 3 3/4 p. 100 1939, 6 ans, aux Pays-Bas et en Suisse (reliquat) | » | » | » | (1) 912 | (2) 912 | » |
| Emprunt auprès de la Federal Reserve Bank (convention du 17 novembre 1947) | 15.750 | 5.238 | » | (3) 12 | » | 10.500 |
| Bons du Trésor à 1 an à garantie or | 120 | 120 | » | » | » | » |
| Bons du Trésor à 5 ans remboursables en couronnes suédoises | 3.125 | 223 | » | » | » | 2.902 |
| Bons du Trésor souscrits par la Banque des Règlements internationaux | » | 7.680 | 9.711 | » | » | 2.031 |
| Bons du Trésor à vue à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (*a*) | 20.050 | » | » | » | » | 20.050 |
| Bons du Trésor à vue remis au Fonds monétaire international (*a*) | 135.530 | » | 56.620 | » | » | 192.150 |
| Totaux | 174.575 | 13.261 | 66.331 | 924 | 912 | 227.633 |

(*a*) Dette exigible en francs mais assortie d'une garantie de change (lois des 26 décembre 1945 et 27 février 1947 relatives aux accords de Bretton-Woods).

(1) Amortissements: 7; valeurs échues restant à rembourser au 31 mars 1950: 905.
(2) Valeurs échues restant à rembourser au 31 décembre 1949.
(3) Bénéfice du change.

## II *bis*. — DETTE EXTERIEURE

### B. — SITUATION EN DEVISES

### A. — Situation de la dette en dollars U. S. A. et canadiens.

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1950 | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. | | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. | | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Diminution (décaissements). | Augmentation (encaissements). | Diminution. | Augmentation. | |
| Capital restant dû sur les avances consenties au gouvernement français par l'Export-Import Bank: | | | | | | |
| *a*) Convention du 4 décembre 1945 | 490.234.500 | » | » | (1) 9.167.000 | » | 481.067.500 |
| *b*) Convention du 13 juillet 1946 | 650.000.000 | » | » | » | » | 650.000.000 |
| *c*) Contrat du 28 octobre 1948 | 172.000.000 | » | » | » | » | 172.000.000 |
| Capital restant dû au gouvernement des États-Unis au titre du règlement définitif en matière de prêt-bail, d'aide réciproque, de surplus militaires et de créances de guerre (accord du 28 mai 1946) | 685.730.950 | » | » | » | » | 685.730.950 |
| Capital restant dû sur l'emprunt 3 1/4 p. 100 contracté par le crédit national auprès de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement | 250.000.000 | » | » | » | » | 250.000.000 |
| Capital restant dû à la commission maritime des États-Unis pour l'achat de navires | 47.645.800 | » | » | » | » | 47.645.800 |
| Capital restant dû au titre du crédit consenti au gouvernement français par le gouvernement canadien (accords des 9 avril 1946 et 20 août 1947) | 236.600.000 | » | » | » | » | 236.600.000 |
| Emprunt auprès de la Federal Reserve Bank (convention du 17 novembre 1947) | 45.000.000 | 15.000.000 | » | » | » | 30.000.000 |
| Capital restant dû sur les emprunts contractés auprès de banques américaines (contrat du 31 octobre 1949) | 30.000.000 | » | 15.000.000 | » | » | 45.000.000 |
| Totaux | 2.607.201.250 | 15.000.000 | 15.000.000 | 9.167.000 | » | 2.598.034.250 |

(1) Amortissements.

**B. — Situation de la dette en livres.**

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1950. | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. | | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. | | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Diminution (décaissements). | Augmentation (encaissements). | Diminution. | Augmentation. | |
| Capital restant dû au titre du crédit consenti au Gouvernement français par le gouvernement britannique (accord du 3 décembre 1946) | 100.676.581 | » | » | » | » | 100.676.581 |
| Capital restant dû au titre du crédit consenti au Gouvernement français par le gouvernement de la Nouvelle-Zélande (loi du 10 septembre 1947) | 4.919.962 | » | » | » | » | 4.919.962 |
| Totaux | 105.596.543 | » | » | » | » | 105.596.543 |

**C. — Situation de la dette remboursable, à l'option des porteurs, en florins, francs suisses ou dollars. — Dette évaluée en francs suisses.**

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1950. | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. | | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. | | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Diminution (décaissements). | Augmentation (encaissements). | Diminution. | Augmentation. | |
| Emprunt 3 3/4 p. 100 1939, 6 ans, aux Pays-Bas et en Suisse (reliquat) | » | » | » | (1) 78.911.001 | (2) 78.911.001 | » |
| Emprunt 4 p. 100 1939, 30 ans aux Pays-Bas et en Suisse | 184.735.265 | » | » | (3) 11.108.695 | » | 173.626.570 |
| Totaux | 184.735.265 | » | » | 90.022.699 | 78.911.001 | 173.626.570 |

(1) Amortissements: 602.300 valeurs échues restant à rembourser au 31 mars 1950: 78.311.701.
(2) Valeurs échues restant à rembourser au 31 décembre 1949.
(3) Amortissements.

**D. — Situation de la dette en couronnes suédoises.**

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1950. | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. | | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. | | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Diminution (décaissements). | Augmentation (encaissements). | Diminution. | Augmentation. | |
| Bon du Trésor à 5 ans remboursable en couronnes suédoises | 46.165.700 | 3.297.550 | » | » | » | 42.868.150 |

**E. — Situation de la dette exigible en francs mais assortie d'une garantie de change.** (En millions de francs.)

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1950. | MOUVEMENTS correspondant à des encaissements ou à des décaissements du Trésor. | | MOUVEMENTS n'ayant pas affecté la trésorerie. | | SITUATION de la dette au 31 mars 1950. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Diminution (décaissements). | Augmentation (encaissements). | Diminution. | Augmentation. | |
| Bons du Trésor à 1 an à garantie or | 120 | 120 | » | » | » | » |
| Bons du Trésor souscrits par la Banque des règlements internationaux | » | 7.680 | 9.711 | » | » | 2.031 |
| Bons du Trésor à vue remis à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement | 20.050 | » | » | » | » | 20.050 |
| Bons du Trésor à vue remis au Fonds monétaire international | 135.530 | » | 56.620 | » | » | 192.150 |
| Totaux | 155.700 | 7.800 | 66.331 | » | » | 214.231 |

## B. — EVOLUTION

**Rappel des situations antérieures.** (En millions de francs.)

| CATÉGORIES DE DETTE | SITUATION DE LA DETTE AU | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 31 août 1939. | 31 août 1940. | 31 décembre 1940 (1). | 31 décembre 1941 (1). | 31 décembre 1942 (1). | 31 décembre 1943. | 31 décembre 1944 (1). | 31 décembre 1945 (1). | 31 décembre 1946. | 31 décembre 1947 | 31 décembre 1948 (1). | 31 décembre 1949. | 1950. |
| **I. — *Dette intérieure.*** | | | | | | | | | | | | | |
| Dette perpétuelle..... | 55.036 | 54.892 | 54.894 | 54.892 | 44.302 | 44.301 | 208.779 | 181.897 | 181.897 | 182.137 | 181.854 | 349.171 | 349.132 |
| Dette amortissable par voie de tirages au sort ou de rachats en Bourse..... | 180.133 | 180.022 | 179.520 | 211.551 | 238.924 | 290.161 | 296.020 | 327.094 | 354.676 | 348.523 | 451.579 | 296.071 | 297.302 |
| Dette remboursable par annuités..... | 62.241 | 59.635 | 58.584 | 62.354 | 62.784 | 63.956 | 72.054 | 92.503 | 106.157 | 108.220 | 121.223 | 316.917 | 342.093 |
| Dette à moyen terme et à court terme.... | 99.182 | 217.201 | 245.334 | 318.760 | 419.410 | 516.997 | 610.907 | 746.005 | 798.625 | 813.521 | (A)951.703 | 989.816 | 1.024.131 |
| Dette envers les banques d'émission..... | 36.042 | 108.711 | 157.509 | 227.310 | 295.511 | 412.709 | 486.261 | 475.754 | 533.622 | 665.196 | (A)744.553 | 771.642 | 767.829 |
| Totaux de la dette intérieure..... | 432.634 | 620.461 | 695.841 | 874.867 | 1.060.931 | 1.328.124 | 1.674.021 | 1.823.253 | 1.974.977 | 2.117.597 | 2.450.912 | 2.723.617 | 2.780.487 |
| **II. — *Dette extérieure.*** | | | | | | | | | | | | | |
| Dette amortissable par voie de tirages au sort ou de rachats en Bourse..... | 5.641 | 5.799 | 5.642 | 4.523 | 4.093 | 3.789 | 4.257 | 8.390 | 7.863 | 6.787 | 13.976 | 14.964 | 14.064 |
| Dette remboursable par annuités..... | » | » | » | » | » | » | » | » | 207.729 | 301.611 | 755.520 | 992.565 | 994.607 |
| Dette à moyen terme, à court terme et à vue..... | 7.467 | 7.256 | 7.232 | 1.977 | 1.655 | 1.587 | 1.638 | 216 | 5.074 | 73.078 | 191.432 | 174.575 | 227.633 |
| Totaux de la dette extérieure..... | 13.108 | 13.055 | 12.874 | 6.500 | 5.748 | 5.376 | 5.895 | 8.606 | 220.666 | 381.476 | 960.928 | 1.182.104 | 1.236.304 |
| Totaux généraux de la dette publique..... | 445.742 | 633.516 | 708.715 | 881.367 | 1.066.679 | 1.333.500 | 1.679.916 | 1.831.859 | 2.195.643 | 2.499.073 | 3.411.840 | 3.905.721 | 4.016.791 |

(1) Chiffres rectifiés.

(A) Au 1er janvier 1948, une somme totale de 82.029 millions de bons remis à la Banque de France en contre-partie de cessions d'or a été transférée de la rubrique « Dette à moyen terme et à court terme » à la rubrique « Dette envers les banques d'émissions ».

**Ministères des finances et des affaires économiques et du budget.**

# LOTERIE NATIONALE

Le tirage de la quarante-cinquième tranche de la loterie nationale 1950 a eu lieu à Istres (Bouches-du-Rhône), le 15 novembre 1950, à 20 heures 30.

Les numéros se terminant par:

| | | Série A. | Série B. |
|---|---|---|---|
| 4 | gagnent..... | 1.000 F. | 1.000 F. |
| 5 | — ..... | 1.000 F. | 1.000 F. |
| 62 | — ..... | 1.500 F. | 3.000 F. |
| 45 | — ..... | 2.000 F. | 4.000 F. |
| 32 | — ..... | 2.500 F. | 5.000 F. |
| 922 | — ..... | 3.000 F. | 6.000 F. |
| 335 | — ..... | 4.000 F. | 8.000 F. |
| 101 | — ..... | 5.000 F. | 10.000 F. |
| 558 | — ..... | 6.000 F. | 12.000 F. |
| 934 | — ..... | 7.000 F. | 14.000 F. |
| 0.535 | — ..... | 20.000 F. | 40.000 F. |
| 4.793 | — ..... | 20.000 F. | 40.000 F. |
| 5.346 | — ..... | 20.000 F. | 40.000 F. |
| 1.787 | — ..... | 30.000 F. | 60.000 F. |
| 2.584 | — ..... | 30.000 F. | 60.000 F. |
| 9.093 | — ..... | 30.000 F. | 60.000 F. |
| 2.377 | — ..... | 40.000 F. | 70.000 F. |
| 6.222 | — ..... | 40.000 F. | 70.000 F. |
| 9.393 | — ..... | 40.000 F. | 70.000 F. |
| 8.885 | — ..... | 50.000 F. | 80.000 F. |
| 59.985 | — ..... | 100.000 F. | 100.000 F. |
| 92.471 | — ..... | 100.000 F. | 100.000 F. |
| 95.155 | — ..... | 100.000 F. | 100.000 F. |
| 09.583 | — ..... | 300.000 F. | 200.000 F. |
| 23.181 | — ..... | 300.000 F. | 200.000 F. |
| 48.734 | — ..... | 300.000 F. | 200.000 F. |
| 36.558 | — ..... | 500.000 F. | 300.000 F. |
| 38.184 | — ..... | 500.000 F. | 300.000 F. |
| 87.544 | — ..... | 500.000 F. | 300.000 F. |
| 57.575 | — ..... | 600.000 F. | 400.000 F. |

Les billets portant les numéros:

| | | Série A. | Série B. |
|---|---|---|---|
| 053.135 | gagnent..... | 1.000.000 F. | 500.000 F. |
| 084.984 | — ..... | 1.000.000 F. | 500.000 F. |
| 098.171 | — ..... | 1.000.000 F. | 500.000 F. |
| 243.042 | — ..... | 1.000.000 F. | 500.000 F. |
| 269.667 | — ..... | 1.000.000 F. | 500.000 F. |
| 049.683 | — ..... | 1.200.000 F. | 600.000 F. |
| 137.762 | — ..... | 1.200.000 F. | 600.000 F. |
| 261.097 | — ..... | 1.200.000 F. | 600.000 F. |
| 298.317 | — ..... | 1.200.000 F. | 600.000 F. |
| 085.805 | — ..... | 2.000.000 F. | 700.000 F. |
| 241.529 | — ..... | 2.000.000 F. | 700.000 F. |
| 285.639 | — ..... | 4.000.000 F. | 1.000.000 F. |
| 047.108 | — ..... | 7.000.000 F. | 1.200.000 F. |
| 042.209 | — ..... | 10.000.000 F. | 3.000.000 F. |
| 324.820 | — ..... | 15.000.000 F. | 5.000.000 F. |

Le prochain tirage aura lieu le 22 novembre 1950 à Suresnes.

**Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.**

**Avis de concours pour le recrutement de conducteurs de chantiers dans le département du Calvados.**

Un concours pour le recrutement de trois conducteurs de chantiers des ponts et chaussées sera ouvert à Caen le mardi 19 décembre 1950.

Les conditions d'admission et le programme des connaissances exigées sont fixés par le règlement du 22 mars 1944 sur le service des chefs cantonniers et des cantonniers des ponts et chaussées et son annexe.

Les candidats devront adresser, avant le 1er décembre 1950, leur demande d'inscription, accompagnée des pièces réglementaires, à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, 35, rue du Stade, à Caen, qui leur fournira éventuellement tous renseignements complémentaires sur simple demande (joindre un timbre pour la réponse).

**Avis de concours pour le recrutement de conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans le département de la Charente.**

Un concours pour le recrutement de trois conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans le département de la Charente aura lieu les 9, 10 et 11 janvier 1951 à Angoulême.

Le candidat admis avec le n° 1 sera seul nommé immédiatement. Les candidats admis avec les nos 2 et 3 n'auront aucun droit à être nommés dans un délai déterminé.

La liste des pièces à produire à l'appui des demandes d'admission au concours et tous autres renseignements complémentaires seront donnés par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, 7, rue de la Préfecture, à Angoulême (joindre une enveloppe timbrée pour la réponse).

Les candidats devront faire parvenir à la même adresse, avant le 30 novembre 1950, leur demande d'admission au concours avec les pièces nécessaires.

**Avis de concours pour le recrutement de conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans le département d'Ille-et-Vilaine.**

Un concours pour le recrutement de cinq conducteurs de chantiers des ponts et chaussées aura lieu à Rennes, les 19 décembre et jours suivants, dans les conditions fixées par le règlement du 22 août 1944.

Les candidats devront adresser une demande d'admission pour prendre part aux épreuves, accompagnée des pièces prescrites, avant le 25 novembre 1950, à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, 3, rue de Fougères, à Rennes.

L'envoi de tous renseignements complémentaires sera fait, sur simple demande accompagnée d'un timbre pour la réponse.

**Avis de concours pour le recrutement de conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans le département du Pas-de-Calais.**

Le département du Pas-de-Calais organise un concours pour le recrutement de neuf conducteurs de chantiers des ponts et chaussées (service ordinaire).

Les épreuves s'ouvriront le 9 janvier 1951.

Les candidats à ce concours sont priés d'adresser leur demande avant le 15 décembre 1950 à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, 13, rue des Grands-Véziers, à Arras.

Paris — Imprimerie des *Journaux officiels* 31, quai Voltaire.

*Le Préfet, directeur des Journaux officiels,*
PIERRE CASSAGNEAU.

# COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

| Derniers cours cotés en Bourse | 15 nov. — Cours relevés après Bourse | DEVISES | 16 novembre 1950 — Cours relevés avant Bourse | Cours cotés en Bourse |
|---|---|---|---|---|
| 349 90 | .... .. | Etats-Unis (1 dollar)... | .... .. | 349 90 ..... |
| 696 25 | .... .. | Belgique (100 francs).. | .... .. | 696 50 ..... |
| 1222 .. | .... .. | Portugal (100 escudos). | .... .. | 1222 50 ..... |
| 8027 50 | 8027 50 | Suisse (100 francs).... | .... .. | 8025 .. ..... |
| 163 50 | .... .. | Côte Fse des Somalis (100 f. Djib.)..... | .... .. | 164 10 ..... |
| 336 70 | .... .. | Canada (1 dollar)..... | .... .. | 337 40 ..... |

# BANQUE DE FRANCE

## SITUATION HEBDOMADAIRE

| ACTIF | | AU 9 NOVEMBRE 1950 | AU 2 NOVEMBRE 1950 |
|---|---|---|---|
| Encaisse or | | 182.784.771.248 » | 182.784.771.248 » |
| Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements | | 146.627.623.888 » | 143.151.765.815 » |
| Monnaies divisionnaires | | 4.930.429.552 » | 4.758.353.156 » |
| Comptes courants postaux | | 14.206.413.780 » | 19.138.515.979 » |
| Avances au fonds de stabilisation des changes (1) | | 133.600.000.000 » | 130.500.000.000 » |
| Bon du Trésor négociable : Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque nationale de Belgique | | 5.039.250.892 » | 5.039.250.892 » |
| Bons négociables de la Caisse autonome d'amortissement (2) | | 5.002.537.354 » | 5.002.537.354 » |
| Prêts sans intérêts à l'Etat (3) | | 50.000.000.000 » | 50.000.000.000 » |
| Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 (4) | | 426.000.000.000 » | 426.000.000.000 » |
| Avances provisoires à l'Etat (5) | | 158.800.000.000 » | 165.100.000.000 » |
| Portefeuille d'escompte : | | | |
| Effets escomptés sur la France | 271.061.869.833 » | | |
| Effets escomptés sur l'étranger | 76.294.146 » | | |
| Effets garantis par l'office des céréales (6) | 29.626.228.000 » | 386.613.144.174 » | 358.723.881.823 » |
| Effets de mobilisation de crédits à moyen terme | 85.848.752.195 » | | |
| Effets négociables achetés en France (7) | | 123.387.655.545 » | 126.227.998.983 » |
| Avances à 30 jours sur effets publics | | 13.289.469.000 » | 14.201.977.000 » |
| Avances sur titres | | 6.132.944.371 » | 7.874.740.899 » |
| Avances sur or | | » | » |
| Hôtel et mobilier de la Banque | | 4.000.000 » | 4.000.000 » |
| Rentes pourvues d'affectations spéciales (8) | | 112.980.750 » | 112.980.750 » |
| Effets en cours de recouvrement | | 14.779.534.606 » | 30.384.545.471 » |
| Divers | | 18.097.069.414 » | 17.983.831.681 » |
| Total | | 1.689.407.824.574 Fr. | 1.686.989.151.051 Fr. |

| PASSIF | | | |
|---|---|---|---|
| Engagements à vue : | | | |
| Billets au porteur en circulation | | 1.495.640.910.555 » | 1.502.686.058.855 » |
| Comptes courants créditeurs : | | | |
| Compte courant du Trésor public | 99.767.813 » | | |
| Comptes courants des accords de coopération économique | 4.142.432.285 » | | |
| Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères | 104.657.572.979 » | 164.265.700.726 » | 158.865.379.025 » |
| Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue | 55.365.927.649 » | | |
| Capital de la Banque | | 182.500.000 » | 182.500.000 » |
| Bénéfices en addition au capital (9) | | 303.231.454 » | 303.231.454 » |
| Réserves mobilières légales (10) | | 22.105.750 » | 22.105.750 » |
| Réserve immobilière | | 4.000.000 » | 4.000.000 » |
| Divers | | 28.989.376.089 » | 24.925.875.967 » |
| Total | | 1.689.407.824.574 Fr. | 1.686.989.151.051 Fr. |

(1) (Convention du 27 juin 1949).

(2) (Conventions des 23 juin 1928 et 7 décembre 1931).

(3) (Loi du 9 juin 1857, convention du 29 mars 1878, loi du 13 juin 1878 prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 20 décembre 1918 et 25 juin 1928, convention du 12 novembre 1938, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947, loi du 29 mars 1947).

(4) (Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 26 décembre 1941, 5 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 8 juillet, 30 septembre, 16 décembre 1943, 23 mars, 17 mai et 20 juillet 1944).

(5) (Convention du 29 septembre 1938 approuvée par le décret du 1er septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 8 juin 1944 approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947, convention du 25 septembre 1947 approuvée par le décret du 1er octobre 1947).

(6) (Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1941).

(7) (Décret du 17 juin 1938).

(8) (Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857).

(9) (Lois des 9 juin 1857 et 17 novembre 1897).

(10) (Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857).

**Certifié conforme aux écritures :**
*Le gouverneur,*
BAUMGARTNER.

### TAUX DES OPERATIONS

| | |
|---|---|
| Escompte | 2 1/2 0/0 |
| Avances sur titres | 3 3/4 0/0 |
| Avances à 30 jours | 2 1/2 0/0 |
| Achat des effets publics dont l'échéance n'excède pas trois mois | 2 1/2 0/0 |

# ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris
ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

## TIRAGES FINANCIERS

### IMPRIMERIE-CARTONNERIE TOULOISE
**CARTOLA**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 4.800.000 F.
SIÈGE SOCIAL: A TOUL (MEURTHE-ET-MOSELLE), 14, RUE MICHATEL
R. C.: Toul n° 2274.

**Obligations 7 0/0 1927.**

Le tirage des 54 obligations concernant l'amortissement 1951 a eu lieu le 20 octobre 1950.

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 (50) | 108 (51) | 217 (51) | 377 (50) | 549 (44) | | | |
| 5 (49) | 130 (51) | 232 (48) | 394 (51) | 556 (51) | | | |
| 12 (49) | 136 (51) | 234 (48) | 395 (49) | 569 (50) | | | |
| 14 (51) | 140 (50) | 238 (51) | 397 (51) | 583 (51) | | | |
| 15 (51) | 143 (47) | 246 (49) | 398 (50) | 584 (51) | | | |
| 17 (49) | 154 (51) | 247 (47) | 401 (51) | 588 (51) | | | |
| 18 (49) | 157 (51) | 250 (50) | 402 (49) | 614 (51) | | | |
| 21 (50) | 161 (43) | 252 (51) | 405 (51) | 621 (50) | | | |
| 29 (51) | 162 (44) | 258 (50) | 408 (51) | 623 (51) | | | |
| 30 (50) | 163 (44) | 282 (51) | 430 (51) | 624 (50) | | | |
| 32 (51) | 164 (47) | 289 (50) | 434 (51) | 628 (51) | | | |
| 34 (50) | 165 (51) | 292 (51) | 447 (50) | 631 (49) | | | |
| 40 (51) | 167 (45) | 303 (50) | 452 (50) | 640 (50) | | | |
| 44 (51) | 183 (51) | 313 (49) | 456 (51) | 641 (50) | | | |
| 61 (50) | 185 (50) | 317 (50) | 457 (51) | 646 (51) | | | |
| 62 (51) | 186 (51) | 320 (50) | 459 (51) | 664 (51) | | | |
| 63 (45) | 189 (51) | 326 (50) | 470 (45) | 665 (49) | | | |
| 64 (51) | 190 (50) | 327 (50) | 477 (49) | 668 (51) | | | |
| 66 (49) | 191 (47) | 340 (51) | 479 (50) | 679 (51) | | | |
| 70 (50) | 197 (46) | 341 (51) | 481 (50) | 680 (51) | | | |
| 71 (50) | 199 (50) | 344 (51) | 520 (50) | 685 (51) | | | |
| 72 (51) | 200 (49) | 348 (49) | 523 (50) | 690 (50) | | | |
| 86 (50) | 204 (50) | 371 (50) | 538 (51) | 694 (50) | | | |
| 87 (47) | 211 (51) | 373 (49) | 547 (51) | 700 (49) | | | |
| 94 (50) | 215 (51) | 375 (51) | | | | | |

Les chiffres entre parenthèses indiquent l'année du remboursement.

Les remboursements ont lieu le 1er janvier de chaque année.

### DOCKS DE L'UNION FRANÇAISE

CAPITAL: 90 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 65, AVENUE PASTEUR, A TROYES (AUBE)
R. C.: Troyes n° 3038.

*Obligations* 4 0/0 1946.

**Numéros des 48 obligations sortis au tirage au sort effectué en séance publique à Paris le 6 novembre 1950,** les deux autres obligations complétant l'amortissement prévu de 50 titres ayant été rachetées en Bourse.

1.121 à 1.130 — 1.161 à 1.170 — 1.681 à 1.688
2.141 à 2.150 — 2.191 à 2.200.

Ces obligations seront remboursées au pair, soit 5.000 F, à partir du 1er janvier 1951 aux caisses du Crédit du Nord, rue Jean-Roisin, à Lille, et 59, boulevard Haussmann, à Paris, ainsi qu'à ses succursales et agences.

**Numéros des obligations amorties aux tirages précédents et non encore remboursées.**

*Tirage* 1950.

621 à 630 — 1.421 à 1.430.

### SOCIETE des ECONOMATS du CENTRE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 108 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 55, BOULEVARD COTE-BLATIN, CLERMONT-FERRAND
R. C.: Clermont-Ferrand 3365.

**Obligations 4 0/0 1946 de 5.000 F.**

L'amortissement prévu pour l'année 1950 a été, conformément aux conditions de l'émission, intégralement assuré par rachats de 210 obligations.
Il n'y a donc pas lieu à tirage.
Les précédents amortissements ont été également assurés par rachats.

**Obligations 4 1/2 0/0 1947 de 5.000 F.**

L'amortissement prévu pour l'année 1950 a été, conformément aux conditions de l'émission, intégralement assuré par rachats de 210 obligations.
Il n'y a donc pas lieu à tirage.
Les précédents amortissements ont été également assurés par rachats.

### TISSAGES DE SOIERIES REUNIS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 300 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 24, RUE DE LA BANQUE, A PARIS
Registre du commerce: Seine n° 333456 B.

*Obligations* 6 3/4 0/0 1949 *de* 10.000 *F.*

**Premier amortissement.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission la société a racheté en Bourse la totalité des titres formant l'annuité à amortir au 15 décembre 1950.
En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.
(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 14 mars* 1950.)

### CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, PARIS
DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

**TABLEAU D'AMORTISSEMENT**
**des 43.100 obligations de 100.000 F 6 0/0 octobre 1950 amortissables en 30 ans à compter du 16 avril 1951.**

*Dates des remboursements et nombre de titres à amortir.*

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 16 avril 1951..... | 545 | 16 avril 1961... | 976 | 16 avril 1971... | 1.748 |
| — 1952..... | 578 | — 1962... | 1.035 | — 1972... | 1.853 |
| — 1953..... | 613 | — 1963... | 1.097 | — 1973... | 1.965 |
| — 1954..... | 649 | — 1964... | 1.163 | — 1974... | 2.082 |
| — 1955..... | 688 | — 1965... | 1.233 | — 1975... | 2.207 |
| — 1956..... | 730 | — 1966... | 1.307 | — 1976... | 2.340 |
| — 1957..... | 773 | — 1967... | 1.385 | — 1977... | 2.480 |
| — 1958..... | 820 | — 1968... | 1.468 | — 1978... | 2.629 |
| — 1959..... | 869 | — 1969... | 1.556 | — 1979... | 2.787 |
| — 1960..... | 921 | — 1970... | 1.649 | — 1980... | 2.954 |

Total: 43.100 obligations.

## AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

*Emprunt* 5 1/2 0/0 1937.

**Liste des 2.690 numéros d'obligations sorties au tirage du 17 octobre 1950 et remboursables à partir du 15 novembre 1950.**

OBLIGATIONS DE 1.000 F.

631 à 640 — 832 à 835 — 1.311 à 1.320 — 1.321 à 1.330 — 1.537 à 1.540 — 1.551 à 1.560 — 1.741 à 1.750 — 1.761 à 1.770 — 2.071 à 2.080 — 2.121 — 2.526 à 2.530 — 2.831 à 2.840 — 2.901 à 2.910 — 2.991 à 3.000 — 3.301 à 3.310 — 3.381 à 3.390 — 3.991 à 4.000 — 4.101 à 4.110 — 4.111 à 4.120 — 4.261 à 4.270 — 4.631 à 4.640 — 4.891 et 4.892 — 4.898 à 4.900 — 5.351 à 5.360 — 5.551 à 5.560 — 5.621 à 5.630 — 6.011 à 6.020 — 6.281 à 6.285 — 6.591 à 6.600 — 6.601 à 6.609 — 7.186 à 7.190 — 7.781 à 7.790 — 8.011 à 8.020 — 8.071 à 8.080 — 8.101 à 8.110 — 8.521 à 8.530 — 8.741 à 8.743 — 8.748 à 8.750 — 8.931 à 8.940 — 8.941 à 8.950 — 9.121 à 9.130 — 9.383 à 9.390 — 10.121 à 10.130 — 10.471 à 10.480 — 10.621 à 10.630 — 11.021 à 11.030 — 11.531 à 11.540 — 11.562 à 11.570 — 11.791 à 11.800 — 11.901 à 11.905 — 12.011 à 12.020 — 12.121 à 12.126 — 12.129 et 12.130 — 12.191 à 12.200 — 12.281 à 12.290 — 12.551 à 12.560 — 12.611 à 12.617 — 12.619 et 12.620 — 13.151 à 13.160 — 13.381 à 13.390 — 13.791 à 13.800 — 13.991 à 14.000 — 14.151 à 14.160 — 14.171 à 14.173 — 14.671 à 14.680 — 14.701 à 14.705 — 14.708 et 14.709 — 14.822 à 14.828 — 15.071 à 15.080 — 15.511 à 15.520 — 17.711 à 17.720 — 17.751 à 17.760 — 17.891 à 17.900 — 18.271 à 18.280 — 18.661 à 18.663 — 18.911 à 18.919 — 19.471 à 19.480 — 19.651 à 19.660 — 20.101 à 20.110 — 20.171 à 20.179 — 20.561 à 20.570 — 20.711 à 20.720 — 21.241 à 21.250 — 21.361 à 21.370 — 21.381 à 21.389 — 21.641 à 21.650 — 21.671 à 21.680 — 22.311 à 22.320 — 22.871 à 22.880 — 23.311 à 23.320 — 23.351 à 23.360 — 23.638 — 23.642 à 23.644 — 23.861 à 23.870 — 24.041 à 24.043 — 24.050 — 24.311 à 24.320 — 24.531 à 24.540 — 24.941 à 24.950 — 24.951 à 24.960 — 25.021 à 25.030 — 25.071 à 25.080 — 25.401 à 25.410 — 25.941 à 25.945 — 26.151 à 26.160 — 26.531 à 26.540 — 27.521 à 27.525 — 27.861 à 27.870 — 28.701 à 28.710 — 29.271 à 29.280 — 29.421 à 29.430 — 29.961 à 29.970 — 30.111 à 30.120 — 30.261 à 30.266 — 30.531 à 30.540 — 30.941 à 30.950 — 31.211 à 31.220 — 31.721 à 31.730 — 32.271 à 32.280 — 32.681 — 32.683 à 32.690 — 33.481 à 33.490 — 33.661 à 33.670 — 35.271 à 35.280 — 35.401 à 35.410 — 35.541 à 35.550 — 35.731 à 35.740 — 36.481 à 36.483 — 36.485 à 36.490 — 36.611 à 36.620 — 36.761 à 36.770 — 37.052 à 37.060 — 37.411 à 37.420 — 37.591 à 37.600 — 37.951 à 37.960 — 38.331 à 38.340 — 38.401 à 38.410 — 38.581 à 38.590 — 38.801 à 38.810 — 38.981 à 38.990 — 39.361 à 39.370 — 39.361 à 39.368 — 39.541 à 39.550 — 39.581 à 39.590 — 39.911 à 39.920 — 40.051 à 40.060 — 40.211 à 40.220 — 40.311 à 40.320 — 41.071 à 41.080 — 41.291 à 41.300 — 41.491 à 41.500 — 42.711 à 42.720 — 42.941 à 42.950 — 43.321 à 43.330 — 43.482 à 43.490 — 43.675 à 43.680 — 43.881 à 43.890 — 44.061 à 44.079 — 44.538 à 44.540 — 45.511 à 45.513 — 45.517 à 45.520 — 46.601 à 46.610 — 46.835 à 46.840 — 46.901 à 46.910 — 47.013 à 47.020 — 47.241 à 47.250 — 47.312 à 47.319 — 48.031 à 48.040 — 48.081 à 48.090 — 48.457 à 48.460 — 48.671 à 48.679 — 48.994 à 49.000 — 49.021 à 49.030 — 49.721 à 49.730 — 49.871 à 49.880 — 50.001 à 50.010 — 50.131 à 50.140 — 50.361 à 50.370 — 51.181 à 51.190 — 51.261 à 51.270 — 51.411 à 51.420 — 51.841 à 51.850 — 52.151 — 52.153 à 52.160 — 52.271 à 52 280 — 52.491 à 52.500 — 53.281 à 53.290 — 53.891 à 53.900 — 54.321 à 54.330 — 54.691 à 54.695 — 54.698 à 54.700 — 54.731 à 54.740 — 54.801 à 54.810 — 54.971 à 54.980 — 55.111 à 55.120 — 55.351 à 55.360 — 55.441 à 55.450 — 55.611 à 55.613 — 55.615 — 55.671 à 55.680 — 55.701 à 55.710 — 56.211 à 56.220 — 56.401 à 56.410 — 56.561 à 56.570 — 56.691 à 56.693 — 57.443 à 57.448 — 57.811 à 57.820 — 58.361 à 58.370 — 58.411 à 58.414 — 58.758 à 58 760.

OBLIGATIONS DE 5.000 F.

59.677 et 59.678 — 59.819 et 59.820 — 59.865 et 59.866 — 59.909 et 59.910 — 59.921 et 59.922 — 59.951 et 59.952 — 59.987 et 59.988 — 60.127 et 60.128 — 60.231 et 60.232 — 60.427 et 60.428 — 60.533 — 60.565 — 60.951 et 60.952 — 60.975 et 60.976 — 60.987 et 60.988 — 61.105 et 61.106 — 61.139 et 61.140 — 61.157 et 61.158 — 61.163 et 61.164 — 61.345 et 61.346 — 61.359 et 61.360 — 61.461 et 61.462 — 61.477 et 61.478 — 61.607 et 61.608 — 61.645 et 61.646 — 61.657 et 61.658 — 61.683 et 61.684 — 61.687 et 61.688 — 61.809 et 61.810 — 61.879 et 61.880 — 61.931 et 61.932 — 62.025 et 62.026 — 62.029 et 62.030 — 62.045 et 62.046 — 62.363 et 62.364 — 62.399 et 62.400 — 62.403 et 62.404 — 62.475 et 62.476 — 62.489 et 62.490 — 62.515 et 62.546 — 62.565 et 62.566 — 62.579 et 62.580 — 62.735 et 62.736 — 62.769 et 62.770 — 62.777 et 62.778 — 62.959 et 62.960 — 62.989 et 62.990 — 63.021 et 63.022 — 63.059 et 63.060 — 63.111 et 63.112 — 63.371 et 63.372 — 63.413 et 63.441 — 63.521 et 63.522 — 63.565 et 63.566 — 63.587 et 63.588 — 63.679 et 63.680 — 63.715 et 63.716 — 63.781 et 63.782 — 63.825 et 63.826 — 63.839 et 63.840 — 63.845 et 63.846 — 64.107 et 64.108 — 64.179 et 64.180 — 64.185 et 64.186 64.275 et 64.276 — 64.411 et 64.412 — 64.463 — 64.791 et 64.792 — 65.111 et 65.112 — 65.143 et 65.144 — 65.161 et 65.162 — 65.168 — 65.195 — 65.199 et 65.200 — 65.223 et 65.224 — 65.233 et 65.234 — 65.243 et 65.244 — 65.475 et 65.476 — 65.511 et 65.512 — 65.589 et 65.590 — 65.611 et 65.612 — 65.691 et 65.692 — 65.791 et 65.792 — 65.803 et 65.804 — 65.911 — 66.023 et 66.034 — 66.041 et 66.042 — 66.131 et 66.132 — 66.255 et 66.256 — 66.379 et 66.380 — 66.397 et 66.398 — 66.417 et 66.418 — 66.419 et 66.420.

La liste des numéros d'obligations amorties à des précédents tirages et restant à rembourser a été insérée au *Journal officiel* du 17 mai 1950, pages 5466 et suivante.

## AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE

*Emprunt* 5 1/2 0/0 1937.

**Liste des 1080 numéros d'obligations sorties au tirage du 17 octobre 1950 et remboursables à partir du 15 novembre 1950.**

OBLIGATIONS DE 1.000 F.

221 à 230 — 861 à 870 — 1.161 à 1.170 — 1.251 à 1.260 — 1.321 à 1.324 — 1.330 — 1.451 à 1.460 — 2.041 à 2.050 — 2.111 à 2.113 — 2.117 à 2.120 — 2.151 à 2.160 — 2.451 à 2.460 — 2.591 à 2.594 — 2.701 à 2.710 — 2.821 à 2.823 — 2.829 — 3.241 à 3.250 — 3.271 à 3.280 — 3.411 à 3.420 — 3.541 à 3.550 — 4.181 à 4.190 — 4.291 à 4.300 — 4.611 à 4.620 — 4.741 à 4.750 — 5.102 à 5.110 — 5.141 à 5.150 — 5.421 à 5.430 — 5.551 à 5.560 — 5.991 à 6.000 — 6.191 à 6.200 — 6.501 à 6.510 — 7.021 à 7.030 — 7.541 à 7.549 — 7.751 à 7.760 — 8.061 à 8.070 — 8.101 à 8.110 — 8.111 à 8.120 — 8.153 à 8.160 — 8.191 à 8.200 — 8.221 à 8.230 — 8.251 à 8.259 — 8.611 à 8.620 — 8.681 à 8.687 — 8.690 — 9.241 à 9.250 — 9.451 à 9.460 — 9.721 à 9.724 — 9.726 à 9.730 — 10.111 à 10.120 — 10.181 à 10.190 — 10.551 à 10.553 — 10.751 à 10.760 — 10.961 à 10.970 — 11.304 à 11.308 — 11.532 à 11.540 — 11.751 à 11.760 — 11.930 — 12.801 à 12.810 — 12.871 à 12.880 — 13.041 à 13.050 — 13.151 à 13.160 — 13.181 à 13.190 — 13.421 à 13.430 — 13.641 à 13.650 — 13.981 à 13.990 — 13.991 à 14.000 — 14.211 à 14.220 — 15.031 à 15.040 — 15.071 à 15.080 — 15.721 à 15.730 — 15.851 à 15.860 — 15.941 à 15.946 — 15.949 et 15.950 — 16.073 — 16.078 à 16.080 — 16.562 à 16.567 — 16.569 et 16.570 — 16.881 à 16.890 — 17.262 à 17.266 — 17.324 à 17.330 — 17.541 à 17.550 — 19.131 à 19.140 — 19.271 — 19.301 à 19.310 — 19.351 à 19.360 — 19.381 à 19.390 — 20.001 à 20.010 — 20.066 à 20.070 — 20.211 à 20.220 — 20.271 à 20.280 — 20.331 à 20.340 — 20.441 — 20.445 à 20.447 — 20.661 à 20.669 — 20.991 à 21.000 — 21.301 à 21.310 — 21.321 à 21.330 — 21.751 à 21.760 — 22.021 à 22.030 — 22.071 à 22.080 — 22.321 à 22.328 — 22.561 — 23.261 à 23.270 — 23.561 à 23.570 — 23.631 à 23.640 — 24.431 à 24.440 — 24.461 à 24.470 — 24.946 à 24.950 — 25.101 à 25.110 — 25.341 à 25.344.

OBLIGATIONS DE 5.000 F.

25.524 et 25.525 — 25.547 — 25.570 et 25.571 — 25.580 — 25.606 et 25.607 — 25.632 et 25.633 — 25.672 — 25.675 — 25.726 et 25.727 — 25.730 et 25.731 — 25.816 et 25.817 — 25.880 et 25.881 — 25.906 et 25.907 — 25.958 et 25.959 — 25.986 et 25.987 — 25.998 et 25.999 — 26.068 et 26.069 — 26.126 et 26.127 — 26.264 et 26.265 — 26.324 et 26.325.

La liste des numéros d'obligations amorties à des précédents tirages et restant à rembourser a été insérée au *Journal officiel* du 17 mai 1950, pages 5466 et suivante.

## COMPAGNIE FRANÇAISE THOMSON-HOUSTON

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.169.445.000 F

SIÈGE SOCIAL: 173, BOULEVARD HAUSSMANN, PARIS

Registre du commerce: Seine n° 60343.

*Obligations de* 5.000 **F** 3 3/4 0/0 *janvier* 1945.

**Cinquième amortissement du 5 janvier 1951.**

Les porteurs d'obligations de 5.000 F 3 3/4 0/0 janvier 1945 de la Compagnie française Thomson-Houston sont informés que cette dernière, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a procédé, par voie de rachats en Bourse, à l'amortissement du 5 janvier 1951.

En conséquence, le tirage au sort prévu pour le 20 novembre 1950 est supprimé.

Les précédents amortissements ayant été effectués également par rachats, il n'existe pas de titres amortis restant à rembourser.

## COMPAGNIE FRANÇAISE THOMSON-HOUSTON

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.169.445.000 F

SIÈGE SOCIAL: 173, BOULEVARD HAUSSMANN, PARIS

Registre du commerce: Seine n° 60343.

*Bons de* 10.000 **F** 6 1/2 0/0 1949.

**Premier amortissement du 1er janvier 1951.**

Les porteurs de bons de 10.000 F 6 1/2 0/0 1949 de la Compagnie française Thomson-Houston sont informés que cette dernière, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a procédé, par voie de rachats en Bourse, à l'amortissement du 1er janvier 1951.

En conséquence, le tirage au sort prévu pour le 15 novembre 1950 est supprimé.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 5 février* 1950.)

## SOCIETE FONCIERE PARISIENNE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 240.000 F.

SIÈGE SOCIAL: 37, RUE DE ROME, A PARIS (8e)

R. C.: Seine n° 235136 B.

*Obligations* 5 1/2 0/0 1930 *de* 1.000 *F.*

### LISTE NUMERIQUE

1° Des séries contenant des obligations amorties au tirage du 28 septembre 1950 et remboursables à partir du 1er décembre 1950 à 999 F;

2° Des séries contenant des obligations amorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 491 à 300 | 50 | 9.831 à 840 | 50 | 19.731 à 740 | 49 |
| 361 à 370 | 50 | 9.871 à 880 | 50 | 19.831 à 840 | 50 |
| 411 à 420 | 49 | 9.981 à 990 | 50 | 20.711 à 720 | 50 |
| 441 à 450 | 50 | 10.251 à 260 | 48 | 20.731 à 740 | 49 |
| 531 à 540 | 49 | 10.351 à 360 | 50 | 20.751 à 760 | 50 |
| 591 à 600 | 49 | 10.391 à 400 | 48 | 21.301 à 310 | 50 |
| 681 à 690 | 49 | 10.401 à 410 | 50 | 21.821 à 830 | 50 |
| 1.051 à 060 | 48 | 10.431 à 440 | 50 | 21.991 à | |
| 1.181 à 190 | 50 | 10.471 à 480 | 49 | 22.000 | 50 |
| 1.401 à 410 | 50 | 10.701 à 710 | 49 | 22.041 à 050 | 50 |
| 1.411 à 420 | 49 | 10.831 à 840 | 48 | 22.181 à 190 | 50 |
| 1.661 à 670 | 49 | 10.891 à 900 | 50 | 22.311 à 320 | 50 |
| 1.701 à 710 | 49 | 10.931 à 940 | 50 | 22.571 à 580 | 50 |
| 1.961 à 970 | 46 | 11.211 à 220 | 50 | 22.701 à 710 | 50 |
| 2.291 à 300 | 50 | 11.251 à 260 | 50 | 22.951 à 960 | 50 |
| 2.321 à 330 | 46 | 11.331 à 340 | 50 | 23.021 à 030 | 50 |
| 2.391 à 400 | 50 | 11.431 à 440 | 50 | 23.121 à 130 | 49 |
| 2.461 à 470 | 50 | 11.451 à 460 | 50 | 23.141 à 150 | 47 |
| 2.761 à 770 | 50 | 11.731 à 740 | 47 | 23.411 à 420 | 49 |
| 3.041 à 050 | 50 | 11.751 à 760 | 50 | 23.441 à 450 | 50 |
| 3.151 à 160 | 49 | 11.951 à 960 | 49 | 23.460 | 42 |
| 3.201 à 210 | 49 | 12.061 | 49 | 23.461 et 462 | 47 |
| 3.221 à 230 | 45 | 12.381 à 390 | 48 | 23.551 à 560 | 50 |
| 3.251 à 260 | 48 | 12.821 à 830 | 50 | 23.611 à 620 | 50 |
| 3.291 à 300 | 50 | 12.851 à 860 | 49 | 23.731 à 740 | 50 |
| 3.831 à 840 | 49 | 12.901 à 910 | 49 | 23.861 à 870 | 47 |
| 3.921 à 930 | 48 | 13.661 à 670 | 50 | 23.881 à 890 | 50 |
| 4.001 à 010 | 50 | 14.221 à 230 | 48 | 23.961 à 970 | 47 |
| 4.091 à 100 | 48 | 14.561 à 570 | 49 | 23.981 à 990 | 50 |
| 4.171 à 180 | 50 | 14.651 à 660 | 50 | 24.001 à 010 | 49 |
| 4.291 à 300 | 50 | 14.901 à 910 | 49 | 24.101 à 110 | 49 |
| 4.321 à 330 | 50 | 15.001 à 010 | 49 | 24.181 à 190 | 50 |
| 4.381 à 390 | 50 | 15.111 à 120 | 49 | 24.621 à 630 | 47 |
| 4.401 à 410 | 46 | 15.211 à 220 | 50 | 24.881 à 890 | 50 |
| 4.471 à 480 | 49 | 15.261 à 270 | 48 | 25.171 à 180 | 48 |
| 4.551 à 560 | 43 | 15.341 à 350 | 50 | 25.371 à 380 | 48 |
| 4.761 à 770 | 50 | 15.351 à 360 | 47 | 25.421 à 430 | 50 |
| 4.901 à 910 | 49 | 15.371 à 380 | 46 | 25.591 à 600 | 50 |
| 4.951 à 960 | 48 | 15.461 à 470 | 50 | 25.601 à 610 | 44 |
| 4.961 à 970 | 49 | 15.541 à 550 | 50 | 25.641 à 650 | 49 |
| 5.271 à 280 | 45 | 15.551 à 560 | 43 | 25.791 à 800 | 49 |
| 5.471 à 480 | 48 | 15.561 à 570 | 42 | 25.801 à 810 | 47 |
| 5.521 à 530 | 50 | 15.761 à 770 | 46 | 25.941 à 950 | 49 |
| 5.621 à 630 | 50 | 15.801 à 810 | 50 | 25.991 à | |
| 5.941 à 950 | 50 | 15.881 à 890 | 48 | 26.000 | 50 |
| 6.041 à 050 | 48 | 16.181 à 190 | 50 | 26.441 à 450 | 48 |
| 6.081 à 090 | 50 | 16.401 à 410 | 48 | 26.511 à 520 | 49 |
| 6.131 à 140 | 47 | 16.601 à 610 | 49 | 26.561 à 570 | 48 |
| 6.331 à 340 | 50 | 16.751 à 760 | 41 | 26.581 à 590 | 48 |
| 6.341 à 350 | 50 | 16.971 à 980 | 50 | 26.671 à 680 | 50 |
| 6.531 à 540 | 49 | 17.071 à 080 | 50 | 26.761 à 770 | 49 |
| 6.621 à 630 | 46 | 17.131 à 140 | 50 | 26.871 à 880 | 48 |
| 6.831 à 840 | 50 | 17.221 à 230 | 50 | 27.301 à 310 | 50 |
| 6.881 à 890 | 47 | 17.351 à 360 | 50 | 27.361 à 370 | 49 |
| 6.891 à 900 | 48 | 17.361 à 370 | 50 | 27.551 à 560 | 50 |
| 6.911 à 920 | 49 | 17.421 à 430 | 50 | 27.631 à 640 | 50 |
| 7.541 à 550 | 49 | 17.691 à 700 | 50 | 27.661 à 670 | 50 |
| 7.581 à 590 | 49 | 17.771 à 780 | 50 | 27.671 à 680 | 50 |
| 7.601 à 610 | 50 | 17.831 à 840 | 50 | 27.751 à 760 | 48 |
| 7.611 à 620 | 48 | 18.071 à 080 | 48 | 27.791 à 800 | 50 |
| 7.711 à 720 | 49 | 18.161 à 170 | 50 | 27.801 à 810 | 49 |
| 7.791 à 800 | 48 | 18.411 à 420 | 50 | 27.901 à 910 | 50 |
| 7.931 à 940 | 47 | 18.441 à 450 | 46 | 28.071 à 080 | 50 |
| 8.031 à 040 | 49 | 18.611 à 620 | 50 | 28.091 à 100 | 50 |
| 8.201 à 210 | 49 | 18.811 à 820 | 50 | 28.421 à 430 | 49 |
| 8.581 à 590 | 50 | 18.851 à 860 | 50 | 28.451 à 460 | 50 |
| 8.661 à 670 | 50 | 18.991 à | | 28.811 à 820 | 50 |
| 8.771 à 780 | 50 | 19.000 | 45 | 28.991 à | |
| 9.241 à 250 | 50 | 19.311 à 320 | 49 | 29.000 | 50 |
| 9.421 à 430 | 50 | 19.461 à 470 | 49 | 29.001 à 010 | 45 |
| 9.511 à 520 | 49 | 19.471 à 480 | 48 | 29.011 à 020 | 45 |
| 9.661 à 670 | 50 | 19.541 à 550 | 49 | 29.161 à 170 | 47 |
| 9.691 à 700 | 50 | 19.611 à 620 | 37 | 29.171 à 180 | 45 |
| 37.861 à 870 | 50 | 46.191 à 200 | 50 | | |
| 37.951 à 960 | 50 | 46.421 à 430 | 50 | | |
| 38.401 à 410 | 46 | 46.451 à 460 | 50 | | |
| 38.421 à 430 | 45 | 46.591 à 600 | 50 | | |
| 38.431 à 440 | 48 | 46.951 à 960 | 50 | | |
| 38.531 à 540 | 50 | 47.161 à 170 | 50 | | |
| 38.721 à 730 | 49 | 47.281 à 290 | 50 | | |
| 38.881 à 890 | 50 | 47.301 à 310 | 50 | | |
| 39.291 à 300 | 49 | 47.311 à 320 | 49 | | |
| 39.311 à 320 | 50 | 47.351 à 360 | 49 | | |
| 39.351 à 360 | 50 | 47.601 à 610 | 48 | | |
| 39.771 à 780 | 50 | 47.701 à 710 | 50 | | |
| 39.851 à 860 | 50 | 47.721 à 730 | 48 | | |
| 39.861 à 870 | 39 | 47.731 à 740 | 48 | | |
| 39.951 à 960 | 49 | 47.841 à 850 | 49 | | |
| 40.031 à 040 | 50 | 48.421 à 430 | 50 | | |
| 40.441 à 450 | 48 | 48.561 à 570 | 50 | | |
| 40.511 à 520 | 48 | 48.571 à 580 | 49 | | |
| 40.601 à 610 | 48 | 48.671 à 680 | 48 | | |
| 40.611 à 620 | 49 | 48.791 à 800 | 50 | | |
| 40.631 à 640 | 49 | 48.831 à 840 | 49 | | |
| 40.811 à 820 | 49 | 48.981 à 990 | 48 | | |
| 40.861 à 870 | 49 | 49.301 à 310 | 50 | | |
| 40.891 à 900 | 50 | 49.461 à 470 | 50 | | |
| 41.051 à 060 | 49 | 49.601 à 610 | 48 | | |
| 41.151 à 160 | 42 | 49.771 à 780 | 50 | | |
| 41.311 à 320 | 46 | 50.011 à 020 | 49 | | |
| 41.451 à 460 | 36 | 50.191 à 200 | 49 | | |
| 41.561 à 570 | 50 | 50.231 à 240 | 50 | | |
| 41.581 à 590 | 49 | 50.761 à 770 | 46 | | |
| 41.681 à 690 | 49 | 50.901 à 910 | 50 | | |
| 42.051 à 060 | 49 | 51.031 à 040 | 50 | | |
| 42.181 à 190 | 50 | 51.641 à 650 | 50 | | |
| 42.271 à 280 | 50 | 51.831 à 840 | 48 | | |
| 42.371 à 380 | 50 | 51.961 à 970 | 48 | | |
| 42.731 à 740 | 45 | 52.091 à 100 | 50 | | |
| 43.151 à 160 | 50 | 52.141 à 150 | 50 | | |
| 43.391 à 395 | 50 | 52.641 à 650 | 48 | | |
| 43.393 et 399 | 50 | 52.751 à 760 | 49 | | |
| 43.441 à 450 | 50 | 52.761 à 770 | 49 | | |
| 43.671 à 680 | 45 | 52.941 à 950 | 45 | | |
| 43.681 à 690 | 49 | 53.161 à 170 | 48 | | |
| 44.101 à 110 | 49 | 53.171 à 180 | 50 | | |
| 44.141 à 150 | 50 | 53.181 à 190 | 49 | | |
| 44.671 à 680 | 48 | 53.541 à 550 | 50 | | |
| 44.871 à 880 | 50 | 53.547 à 550 | 50 | | |
| 44.881 à 890 | 50 | 53.951 à 960 | 50 | | |
| 45.001 à 010 | 49 | 54.031 à 040 | 47 | | |
| 45.251 à 260 | 49 | 54.231 à 240 | 50 | | |
| 45.261 à 270 | 48 | 54.261 à 270 | 50 | | |
| 45.271 à 280 | 50 | 54.471 à 480 | 50 | | |
| 45.321 à 330 | 48 | 54.511 à 520 | 50 | | |
| 45.351 à 360 | 50 | 54.551 à 560 | 50 | | |
| 45.711 à 720 | 50 | 54.801 à 810 | 50 | | |
| 45.871 à 880 | 50 | 54.871 à 880 | 49 | | |

## Société des Accumulateurs Fixes et de Traction

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 196.875.000 F

SIÈGE SOCIAL: ROUTE NATIONALE, A ROMAINVILLE (SEINE)

R. C.: Seine 139850.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 404 obligations 4 0/0 1945 dont le cinquième amortissement est prévu pour le 1er décembre 1950.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en novembre 1950.

**Titres restant à rembourser.**

Néant.

## Société anonyme des Forges et Aciéries du Saut-du-Tarn

CAPITAL: 312.300.000 F

SIÈGE SOCIAL: 60, RUE DE LA VICTOIRE, PARIS (9e)

R. C.: Seine n° 38921.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 60 obligations 6 3/4 0/0 1949.

En conséquence, aucun tirage n'a été effectué pour l'amortissement du 1er décembre 1950.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 24 décembre* 1949.)

## CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE : 1, RUE TAITBOUT, A PARIS (9e)
SERVICE DES TITRES : 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, A PARIS (8e)

OBLIGATIONS DE 1.000 F 5 0/0 1929
DE
**l'Union électrique de l'Ouest.**

En liquidation par suite de sa nationalisation (loi du 8 avril 1946 et décret d'application du 21 mai 1946).

### LISTE NUMERIQUE

**1° Des obligations amorties au tirage du 17 octobre 1950 et remboursables à partir du 15 novembre 1950 à 1.000 F;**
**2° Des obligations amorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 39 | 50 | 3.872 | 50 | 7.956 | 45 |
| 49 | 50 | 3.903 | 50 | 8.113 | 50 |
| 51 | 50 | 4.065 | 50 | 8.117 | 50 |
| 87 | 50 | 4.072 | 45 | 8.157 | 50 |
| 119 | 47 | 4.120 | 47 | 8.160 | 50 |
| 417 | 50 | 4.182 | 50 | 8.195 | 50 |
| 419 | 50 | 4.255 | 50 | 8.240 | 50 |
| 466 | 46 | 4.325 | 50 | 8.283 | 50 |
| 574 | 50 | 4.353 | 50 | 8.288 | 50 |
| 580 | 47 | 4.363 | 50 | 8.293 | 50 |
| 571 | 46 | 4.378 | 50 | 8.294 | 45 |
| 583 | 50 | 4.399 | 45 | 8.309 | 50 |
| 581 | 50 | 4.486 | 50 | 8.376 | 50 |
| 588 | 50 | 4.614 | 50 | 8.390 | 50 |
| 640 | 50 | 4.676 | 50 | 8.393 | 44 |
| 646 | 44 | 4.748 | 50 | 8.396 | 45 |
| 702 | 50 | 4.754 | 47 | 8.429 | 50 |
| 834 | 50 | 4.794 | 50 | 8.649 | 47 |
| 925 | 50 | 4.810 | 50 | 8.669 | 50 |
| 949 | 50 | 4.930 | 50 | 8.670 | 50 |
| 959 | 50 | 5.070 | 50 | 8.782 | 50 |
| 990 | 50 | 5.090 | 50 | 8.833 | 50 |
| 1.268 | 50 | 5.107 | 50 | 8.873 | 50 |
| 1.361 | 50 | 5.127 | 50 | 8.973 | 50 |
| 1.522 | 50 | 5.154 | 50 | 8.976 | 50 |
| 1.530 | 50 | 5.276 | 50 | 8.994 | 45 |
| 1.552 | 45 | 5.325 | 45 | 8.996 | 42 |
| 1.625 | 50 | 5.369 | 50 | 9.013 | 50 |
| 1.692 | 50 | 5.482 | 46 | 9.026 | 43 |
| 1.726 | 50 | 5.533 | 50 | 9.047 | 50 |
| 1.734 | 50 | 5.618 | 50 | 9.064 | 47 |
| 1.756 | 47 | 5.622 | 50 | 9.126 | 50 |
| 1.814 | 50 | 5.629 | 50 | 9.158 | 46 |
| 2.002 | 50 | 5.674 | 50 | 9.168 | 47 |
| 2.052 | 47 | 5.725 | 50 | 9.194 | 46 |
| 2.053 | 47 | 5.829 | 50 | 9.244 | 50 |
| 2.148 | 50 | 5.863 | 50 | 9.272 | 50 |
| 2.155 | 50 | 5.973 | 50 | 9.497 | 50 |
| 2.162 | 50 | 6.032 | 50 | 9.555 | 50 |
| 2.193 | 50 | 6.125 | 50 | 9.570 | 50 |
| 2.304 | 50 | 6.222 | 50 | 9.643 | 44 |
| 2.324 | 50 | 6.296 | 50 | 9.653 | 47 |
| 2.355 | 50 | 6.349 | 50 | 9.791 | 43 |
| 2.428 | 44 | 6.376 | 50 | 9.832 | 50 |
| 2.450 | 50 | 6.388 | 50 | 9.839 | 50 |
| 2.482 | 50 | 6.459 | 50 | 9.878 | 50 |
| 2.518 | 50 | 6.614 | 50 | 9.887 | 50 |
| 2.524 | 50 | 6.615 | 50 | 9.891 | 47 |
| 2.502 | 50 | 6.632 | 50 | 9.908 | 50 |
| 2.617 | 50 | 6.670 | 50 | 9.909 | 50 |
| 2.700 | 50 | 6.768 | 50 | 9.934 | 50 |
| 2.821 | 50 | 6.807 | 50 | 9.988 | 50 |
| 2.860 | 50 | 6.824 | 50 | 10.002 | 50 |
| 2.875 | 50 | 6.860 | 50 | 10.059 | 46 |
| 2.968 | 50 | 7.003 | 50 | 10.094 | 50 |
| 3.177 | 50 | 7.038 | 50 | 10.099 | 50 |
| 3.189 | 50 | 7.049 | 47 | 10.214 | 50 |
| 3.248 | 50 | 7.164 | 50 | 10.231 | 47 |
| 3.274 | 50 | 7.202 | 50 | 10.256 | 50 |
| 3.293 | 50 | 7.417 | 47 | 10.401 | 50 |
| 3.317 | 50 | 7.419 | 45 | 10.566 | 47 |
| 3.331 | 50 | 7.429 | 47 | 10.618 | 50 |
| 3.332 | 50 | 7.526 | 46 | 10.629 | 46 |
| 3.375 | 50 | 7.572 | 50 | 10.635 | 50 |
| 3.410 | 50 | 7.573 | 50 | 10.674 | 50 |
| 3.424 | 50 | 7.574 | 50 | 10.707 | 50 |
| 3.494 | 50 | 7.670 | 45 | 10.747 | 50 |
| 3.646 | 50 | 7.698 | 50 | 10.784 | 50 |
| 3.676 | 47 | 7.729 | 47 | 10.821 | 50 |
| 3.717 | 44 | 7.753 | 50 | 10.862 | 50 |
| 3.732 | 50 | 7.861 | 47 | 10.944 | 44 |
| 3.740 | 50 | 7.903 | 50 | 11.024 | 50 |
| 3.774 | 50 | 7.916 | 45 | 11.117 | 50 |
| 3.797 | 50 | 7.953 | 46 | 11.158 | 50 |
| 11.241 | 50 | 15.306 | 50 | 19.666 | 50 |
| 11.263 | 50 | 15.327 | 50 | 19.706 | 50 |
| 11.402 | 47 | 15.568 | 50 | 20.000 | 46 |
| 11.433 | 50 | 15.576 | 50 | 20.025 | 50 |
| 11.463 | 47 | 15.614 | 50 | 20.068 | 50 |
| 11.519 | 50 | 15.692 | 50 | 20.093 | 50 |
| 11.586 | 50 | 15.765 | 50 | 20.100 | 50 |
| 11.645 | 47 | 15.766 | 50 | 20.237 | 50 |
| 11.648 | 47 | 15.966 | 50 | 20.322 | 50 |
| 11.826 | 50 | 15.971 | 50 | 20.328 | 50 |
| 11.915 | 50 | 16.049 | 50 | 20.408 | 50 |
| 11.958 | 50 | 16.084 | 50 | 20.574 | 50 |
| 11.972 | 50 | 16.134 | 50 | 20.586 | 50 |
| 11.977 | 50 | 16.194 | 50 | 20.730 | 40 |
| 12.030 | 50 | 16.199 | 50 | 20.731 | 40 |
| 12.037 | 50 | 16.283 | 47 | 20.736 | 47 |
| 12.082 | 50 | 16.396 | 47 | 20.870 | 50 |
| 12.189 | 47 | 16.397 | 47 | 20.891 | 50 |
| 12.193 | 46 | 16.399 | 47 | 21.026 | 50 |
| 12.246 | 50 | 16.407 | 47 | 21.103 | 50 |
| 12.356 | 50 | 16.420 | 50 | 21.113 | 43 |
| 12.390 | 47 | 16.461 | 47 | 21.149 | 46 |
| 12.401 | 50 | 16.493 | 50 | 21.155 | 50 |
| 12.407 | 50 | 16.552 | 50 | 21.221 | 50 |
| 12.554 | 50 | 16.557 | 50 | 21.261 | 50 |
| 12.599 | 50 | 16.627 | 44 | 21.335 | 50 |
| 12.612 | 50 | 16.668 | 50 | 21.356 | 50 |
| 12.625 | 50 | 16.675 | 50 | 21.386 | 46 |
| 12.632 | 50 | 16.753 | 50 | 21.435 | 47 |
| 12.710 | 50 | 16 764 | 50 | 21.461 | 50 |
| 12.742 | 50 | 16.962 | 50 | 21.637 | 45 |
| 12.763 | 50 | 17.070 | 50 | 21.658 | 50 |
| 12.765 | 50 | 17.098 | 50 | 21.698 | 50 |
| 12.802 | 50 | 17.138 | 50 | 21.756 | 50 |
| 12.908 | 50 | 17.142 | 50 | 21.834 | 50 |
| 12.999 | 50 | 17.145 | 50 | 21.840 | 46 |
| 13.002 | 46 | 17.181 | 50 | 22.056 | 47 |
| 13.011 | 50 | 17.183 | 44 | 22.186 | 47 |
| 13.042 | 50 | 17.272 | 50 | 22.245 | 47 |
| 13.057 | 50 | 17.285 | 50 | 22.265 | 50 |
| 13.083 | 50 | 17.472 | 44 | 22.307 | 50 |
| 13.104 | 50 | 17.465 | 50 | 22.315 | 50 |
| 13.110 | 50 | 17.566 | 50 | 22.337 | 50 |
| 13.155 | 50 | 17.588 | 50 | 22.345 | 50 |
| 13.197 | 50 | 17.635 | 45 | 22.390 | 50 |
| 13.224 | 50 | 17.649 | 50 | 22.410 | 47 |
| 13.497 | 50 | 17.666 | 50 | 22.414 | 46 |
| 13.565 | 47 | 17.747 | 50 | 22.462 | 50 |
| 13.578 | 50 | 17.771 | 50 | 22.477 | 50 |
| 13.605 | 50 | 17.795 | 50 | 22.542 | 46 |
| 13.662 | 50 | 17.810 | 50 | 22.518 | 46 |
| 13.712 | 50 | 17.903 | 50 | 22.576 | 47 |
| 13.766 | 50 | 17.915 | 50 | 22.609 | 50 |
| 13.809 | 50 | 17.917 | 50 | 22.735 | 50 |
| 13.829 | 50 | 18.061 | 50 | 22.783 | 47 |
| 13.845 | 50 | 18.066 | 50 | 22.886 | 50 |
| 13.858 | 46 | 18.069 | 50 | 23.088 | 50 |
| 13.860 | 50 | 18.231 | 50 | 23.089 | 50 |
| 13.870 | 50 | 18.235 | 47 | 23.093 | 47 |
| 13.962 | 46 | 18.304 | 47 | 23.178 | 50 |
| 13.989 | 46 | 18.305 | 46 | 23.202 | 50 |
| 13.992 | 47 | 18.308 | 50 | 23.207 | 50 |
| 14.021 | 46 | 18.398 | 50 | 23.211 | 47 |
| 14.347 | 50 | 18.536 | 50 | 23.264 | 47 |
| 14.440 | 50 | 18.717 | 50 | 23.266 | 47 |
| 14.482 | 50 | 18.756 | 50 | 23.347 | 44 |
| 14.500 | 50 | 18.906 | 50 | 23.507 | 50 |
| 14.541 | 47 | 19.000 | 47 | 23.568 | 46 |
| 14.542 | 50 | 19.105 | 47 | 23.584 | 50 |
| 14.634 | 50 | 19.117 | 50 | 23.777 | 50 |
| 14.688 | 50 | 19.161 | 46 | 23.825 | 50 |
| 14.758 | 46 | 19.207 | 50 | 23.831 | 50 |
| 14.805 | 50 | 19.431 | 50 | 23.858 | 50 |
| 15.096 | 50 | 19.494 | 47 | 23.895 | 50 |
| 15.227 | 47 | 19.504 | 50 | 23.946 | 47 |
| 15.286 | 50 | 19.550 | 50 | 23.957 | 50 |

## COMPAGNIE LYONNAISE DE MADAGASCAR

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 255 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 10, RUE JOSEPH-SERLIN, LYON

MM. les porteurs de bons 6 1/2 0/0 1934 sont avisés que la compagnie ayant fait racheter en Bourse le nombre de bons à amortir et les ayant annulés, il n'y a pas lieu de procéder à un tirage au sort en vue du remboursement qui était prévu pour le 15 décembre 1950.

Tous les amortissements ayant eu lieu par rachats en Bourse, il ne reste pas de titres à rembourser.

## DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Bertrand Cahen, dit Salomon, étudiant, né le 15 novembre 1926 à Metz, y demeurant, 3, rue Barelle, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Casal, de telle façon que, dans l'avenir, il soit appelé Bertrand Casal.

M. Thodorov (Christo), né le 11 juin 1903 à Vratza (Bulgarie), naturalisé Français par décret du 29 avril 1920, n° 17485 x 34, demeurant à Garches (Seine-et-Oise), 1, allée des Lilas, agissant tant pour lui que pour ses enfants mineurs: Lilian, né le 6 août 1936 à Rabat (Maroc), et Jean-Claude, né le 11 octobre 1940 à Rabat (Maroc), dépose une requête auprès du garde des sceaux en vue de changer son nom patronymique en celui de Théodore ou subsidiairement Téot, ainsi que son prénom Christo en Christophe ou Christian.

M. Marc (André-Charles), né à Levallois-Perret (Seine) le 20 juillet 1906, y demeurant, 14, villa Chaptal, demande au garde des sceaux l'autorisation d'ajouter à son nom celui de Bronner, pour s'appeler également Marc-Bronner.

## AVIS DIVERS

*(Traduit de l'Anglais.)*

**Avis de convocation.**

### BRAZIL RAILWAY COMPANY

(Constituée dans l'Etat du Maine, E. U. A.)

SIÈGE SOCIAL: 57, EXCHANGE STREET, PORTLAND, MAINE (E. U. A.)

A tous les porteurs des obligations 4 1/2 0/0 (maintenant 5 0/0) « First Mortgage » 60 ans de la Brazil Railway Company émises sous l'empire de son Acte de Trust daté du 1er juin 1909, tel qu'il a été supplémenté et modifié:

**Avis est donné par les présentes** qu'en vertu des dispositions dudit Acte de Trust une assemblée des porteurs des obligations sera tenue à Winchester House, dans la ville de Londres, Angleterre, le 30 novembre 1950, à deux heures trente de l'après-midi, avec l'objet de statuer après examen sur certains documents et projets de documents à présenter à cette assemblée et sur certaines résolutions extraordinaires proposées telles qu'elles sont définies dans la seconde annexe dudit Acte de Trust. Des copies de tous ces documents sont disponibles pour être inspectées par les porteurs des obligations aux heures de bureau à Paris à l'Association Nationale des porteurs français de valeurs mobilières, 22, boulevard de Courcelles, ainsi qu'aux banques ou établissements mentionnés ci-dessous.

Ces résolutions extraordinaires concernent, entre autres choses, (a) l'approbation proposée de l'état des comptes de la Chase National Bank of the City of New-York, en tant que Trustee successeur sous l'empire de l'Acte de Trust Prior Lien de la Compagnie daté du 1er juin 1919, (b) des propositions dont la nature générale est que chaque élément séparé faisant partie du gage des obligations sera divisé de manière à constituer les « fonds belge, anglais et français » pour les trois tranches des obligations, ces fonds devant être distribués dans les conditions suivantes:

**Tranche anglaise.**

Toutes réclamations concernant les intérêts courus depuis le 1er janvier 1946 seront abandonnées et une distribution à valoir sur le principal au taux de £ 40 pour £ 100 sera faite à une date qui sera annoncée ultérieurement, contre présentation des obligations à l'Anglo-American Debenture Corporation Limited, en tant que Trustee dudit Acte de Trust ou à son agent ou à l'agent désigné par le Comité Conjoint pour estampillage, le représentant dans le Comité Conjoint de la tranche anglaise recevant pouvoir pour requérir le Comité Conjoint de faire des distributions ultérieures à valoir sur le principal.

**Tranches belge et française.**

Une somme de £ 0 11s.11d. par obligation de Frs 500, représentant les intérêts relatifs à la période du 1er janvier 1946 au 31 décembre 1949, sera mise en payement à une date qui sera annoncée ultérieurement et le revenu net des fonds belge et français sera appliqué au payement d'intérêts sur les obligations, le représentant dans le Comité Conjoint de la tranche intéressée recevant pouvoir pour requérir le Comité Conjoint d'arranger des distributions à valoir sur le principal si, à son avis, il est conforme aux intérêts des obligataires d'agir ainsi.

Avant le 30 juin 1951, tout obligataire qui n'aura reçu aucun des payements ci-dessus mentionnés en principal ou en intérêts sur ses obligations sera en droit de choisir, en présentant ses obligations à l'Anglo-American Debenture Corporation Limited ou à son agent dûment désigné ou à un agent désigné par le Comité Conjoint pour estampillage, d'être traité comme un porteur des obligations de l'une quelconque des autres tranches, mais en application de l'Acte du Contrôle des Changes britannique de 1947, les payements aux personnes résidant en dehors des « Scheduled Territories »* au titre de la première distribution en principal ne pourront être faits qu'en livres bloquées. Pour l'objet des division et distribution proposées (que la distribution soit faite en intérêts ou en principal) toute obligation libellée autrement qu'en sterling sera convertie en sterling au taux de change stipulé dans l'Acte des obligations internationales, soit 25,16 Francs français ou belges = £ 1 sterling, (c) la décharge proposée dudit Acte de Trust Prior Lien et dudit Acte de Trust ainsi que la décharge des Trustees respectifs et les dispositions proposées en vue du transfert au Comité Conjoint des obligataires de la Compagnie institué suivant les dispositions de l'Arrangement Concordataire, daté du 18 juillet 1917, de tout le solde du gage qui est soumis à une garantie ou charge en faveur des obligations, pour liquidation et distributions possibles subséquentes aux porteurs des obligations, (d) l'autorisation proposée au Comité Conjoint de mettre à part (1°) une somme ne dépassant pas £ 69.000 à appliquer à la discrétion du Comité Conjoint au payement de compensations additionnelles aux fonctionnaires et membres du personnel passés et présents de la Brazil Railway Company et de ses compagnies filiales et associées pour services extraordinaires ou pour les indemniser de la perte de leur emploi résultant de la confiscation des actifs desdites compagnies, et (2°) une somme de $ 19.000 comme contribution à l'établissement d'un fonds de $ 20.000 pour financer, entre autres choses, un procès actuellement pendant au Brésil, (e) l'autorisation proposée au Comité Conjoint de payer les frais et dépenses relatifs ou se rapportant à la clôture des trusts et à la liquidation des actifs et de conserver sur les fonds belge, anglais et français les sommes nécessaires pour couvrir tous autres frais, débours et dépenses résultant directement ou indirectement desdites résolutions extraordinaires, et (f) les questions connexes et conséquentes jusqu'à et y compris la distribution finale des produits de la réalisation du solde du gage.

14 novembre 1950.

Par ordre du Conseil d'administration :
*Brazil Railway Company,*
C. E. VAN NAME,
*Secrétaire.*

Les détenteurs d'obligations au porteur doivent obtenir, par l'intermédiaire d'une banque ou compagnie de trust, un certificat de dépôt pour vote dans la forme prescrite, leur donnant droit d'assister, soit personnellement, soit par procuration, à l'assemblée. Les porteurs d'obligations nominatives peuvent assister personnellement à l'assemblée sans avoir à produire un certificat de dépôt pour vote; s'ils désirent y être représentés par procuration, ils doivent obtenir un certificat de dépôt pour vote pour leurs obligations de la manière ci-dessus indiquée. Des copies des formules de certificats de dépôt pour vote et des pouvoirs peuvent être obtenus à l'une quelconque des banques ou établissements ci-dessous mentionnés.

Les certificats de dépôt pour vote et les pouvoirs doivent être déposés, trois jours au moins avant la date de l'assemblée, à l'une quelconque des banques ou établissements ci-dessous mentionnés:

*A New-York:*

The Chase National Bank of the City of New-York, 11, Broad-Street.

*A Londres:*

Bank of Scotland, 30, Bishopsgate, E. C. 2;
Binder, Hamlyn & Co., River Plate House, 12/13, South Place, E. C. 2.

*A Paris:*

Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, 29, boulevard Haussmann;
Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin.

*A Bruxelles:*

Banque de Reports et de Dépôts, 11, rue des Colonies;
Banque de la Société Générale de Belgique, 3, montagne du Parc;
Banque de Bruxelles, 2, rue de la Régence;
Office des Services Financiers, 26, boulevard Bischoffsheim;
F. M. Philippson et Ce, 44, rue de l'Industrie.

Le quorum pour l'assemblée ci-dessus, tel qu'il est exigé par l'Acte des obligations internationales, est constitué par les porteurs de la majorité absolue du montant nominal des obligations, présents personnellement ou par procuration. Si le quorum nécessaire n'est pas atteint, l'assemblée sera ajournée conformément audit Acte de Trust et à ladite assemblée ajournée les obligataires alors présents personnellement ou par procuration formeront un quorum.

Si les résolutions à soumettre à l'assemblée ci-dessus sont approuvées, d'autres avis seront publiés aussitôt que possible donnant des renseignements détaillés en ce qui concerne les dispositions prises pour la première distribution en capital aux obligations de la tranche anglaise et en intérêts aux obligations des tranches belge et française.

Un avis de convocation de l'assemblée plus détaillé, ainsi qu'une circulaire du Comité Conjoint des obligataires expliquant les circonstances dans lesquelles l'assemblée est convoquée, sont adressés par poste à tous les porteurs d'obligations dont les noms et les adresses sont connus de la Compagnie. Des copies de cet avis détaillé et de la circulaire peuvent être obtenues en s'adressant aux banques ou établissements ci-dessus mentionnés.

* « Scheduled Territories »: Grande-Bretagne et territoires assimilés pour les règlements du change.

# AVIS D'ADJUDICATIONS

**Ministère des postes, télégraphes et téléphones.**

## AVIS D'ADJUDICATION

Il sera procédé prochainement, à la direction régionale des services postaux de Paris, 19, rue d'Alleray (15e), entrée rue Bourseul, 4e étage, salle des commissions, pièce 421, à l'adjudication publique restreinte sur soumissions fermées et sur offres de prix (forfait) des travaux des lots suivants, concernant la reconstruction de l'hôtel des postes de Meaux (Seine-et-Marne):

Lot n° 3. — Carrelage, revêtement. — Montant approximatif: 800.000 Fr.
Lot n° 4. — Couverture, plomberie. — Montant approximatif: 4.100.000 F.
Lot n° 5. — Serrurerie, menuiserie métallique. — Montant approximatif: 2 millions de francs.
Lot n° 6. — Menuiserie, bois, parquets. — Montant approximatif: 8.300.000 F.
Lots nos 10 et 11. — Peinture, vitrerie. — Montant approximatif: 8 millions de francs.
Lot n° 12. — Chauffage central. — Montant approximatif: 3.500.000 F.
Lot n° 13. — Electricité. — Montant approximatif: 3.500.000 F.

Les demandes d'admission à soumissionner devront parvenir à la direction régionale des services postaux de Paris, 19, rue d'Alleray, Paris (15e), le 30 novembre 1950, au plus tard.

Elles seront accompagnées des pièces prévues aux articles 2 et 3 du cahier des charges générales, modifiées par l'article 3 de l'annexe à ce document, notamment:

D'une pièce authentique constatant la qualité de Français du concurrent;

De deux certificats délivrés sur timbre par des hommes de l'art et ayant moins d'un an de date;

D'une pièce justifiant que le candidat est patenté pour l'année courante et pour la spécialité objet de l'adjudication;

D'un certificat d'un organisme qualifié dépendant du ministère du travail et de la sécurité sociale attestant la régularité de sa situation en matière de sécurité sociale;

D'une pièce justifiant qu'il appartient à une des professions dont relèvent les travaux envisagés.

En outre, les entreprises constituées en société ou en coopératives ouvrières devront présenter les pièces dont la liste sera communiquée sur simple demande.

Toutefois, les entreprises inscrites pour les années 1949-1950, sur la liste des entreprises admises à prendre part aux adjudications ayant trait à des travaux à exécuter dans la région de Paris pour le compte de l'administration des postes, télégraphes et téléphones, ne devront produire que leur demande d'admission à soumissionner à l'exclusion de toute autre pièce.

Les plans à 0,01 par mètre, le devis descriptif et le cahier des prescriptions spéciales à l'opération pourront être consultés à titre indicatif par les entrepreneurs, à Paris, rue d'Alleray, n° 19 (entrée rue Bourseul), 4e étage, pièce n° 421, tous les jours ouvrables, de dix heures à douze heures et de quatorze heures trente à dix-huit heures, sauf samedi après-midi. Tous renseignements complémentaires utiles pourront être obtenus à l'adresse et aux heures ci-dessus indiquées.

Le cahier des charges générales de l'administration des postes, télégraphes et téléphones du 10 janvier 1938 et l'annexe à ce document en date du 25 juillet 1949 peuvent être acquis sur commande dans tous les bureaux de poste. Ces documents peuvent également être consultés dans toutes les directions des postes, télégraphes et téléphones.

A Paris, le 6 novembre 1950.

*Le directeur régional des services postaux de Paris,*
A. RACHAPT.

# DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES
(Décret du 16 août 1901.)

11 octobre 1950. Déclaration à la préfecture de police. Le **Club français du Schnauzer** transfère son siège social du 26, rue de la Pépinière, Paris, au 111, avenue de Neuilly, à Neuilly-sur-Seine.

17 octobre 1950. Déclaration à la sous-préfecture du Havre. **Association des anciennes élèves et amis de l'institution Sainte-Marie de Fécamp.** But: assurer le fonctionnement d'une école primaire de filles à Fécamp ou dans tous autres lieux du canton de Fécamp et portant le nom d'Institution Sainte-Marie; s'occuper de toutes œuvres péri et postscolaires; acquérir ou louer tout immeuble jugé utile aux fins ci-dessus; entretenir des relations amicales entre toutes les anciennes élèves de l'école. Siège social: 41, rue Félix-Faure, Fécamp.

20 octobre 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **Amicale des coiffeurs brevetés de l'Etat.** But: réunir tous les coiffeurs brevetés du département; défendre l'esprit du brevet professionnel; favoriser l'enseignement technique et aider tous ceux qui se destinent aux examens du brevet professionnel. Siège social: bar de l'Echo, Grand'Place, Lille.

21 octobre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Fontenay-le-Comte. **Association des maisons familiales de Fontenay-le-Comte.** But: organisation familiale de l'apprentissage agricole et de l'enseignement ménager rural. Siège social: 9, rue Barnabé-Brisson, Fontenay-le-Comte.

25 octobre 1950. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Oise. **Club des célibataires.** But: procurer à ses membres d'agréables distractions tout en développant chez eux des sentiments de bonne confraternité. Siège social: 25, rue des Récollets, Versailles.

26 octobre 1950. Déclaration à la préfecture de l'Eure. **Amicale du personnel de la caisse d'allocations familiales de l'Eure (27 i).** But: créer entre les membres de l'amicale des liens de solidarité et d'entr'aide. Siège social: caisse d'allocations familiales de l'Eure, pré du Bel-Ebat, Evreux.

27 octobre 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Comité de défense de l'enfance du 16e arrondissement.** But: défense de l'enfant dans sa famille et à l'école. Siège social: chez Mme Gaillard, 31, boulevard Suchet, Paris.

28 octobre 1950. Déclaration à la préfecture de police. Le **Groupement artistique du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme** transfère son siège social du 67, rue de Lille, à l'avenue du Parc-de-Passy, Paris.

30 octobre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Julien. **Amicale des ouvriers bouchers-charcutiers d'Annemasse et des environs.** But: maintenir entre ses membres des relations de bonne camaraderie; apporter une aide morale et financière aux camarades qui se trouveraient dans le besoin éventuellement; organiser des spectacles, bals, en un mot toutes manifestations. Siège social: brasserie de l'Avenir, Annemasse.

30 octobre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Douai. **Jeunesse douaisienne.** But: organiser des réunions sportives et de loisirs. Siège social: 41, rue de la Mairie, Douai.

31 octobre 1950. Déclaration à la préfecture de l'Aisne. **Echec et mat laonnois.** But: faire un fonds commun d'étude et de bonne volonté pour concourir au progrès et à la propagation des échecs; créer un centre de réunion et d'action pour l'organisation des matches, tournois intérieurs, interlycées, intercercles, séances de maîtres; abonnements aux journaux spéciaux; constitution d'une bibliothèque. Siège social: 5, rue Saint-Pierre-au-Marché, Laon.

3 novembre 1950. Déclaration à la préfecture de Marseille. **Section sportive de l'Association communautaire des élèves de Marseille-Veyre.** But: favoriser le sport en plein air. Siège social: 77, traverse Paragon, la Pointe-Rouge, Marseille.

3 novembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Drôme. Le Foyer musical étoilien change de titre et devient **Foyer rural d'Etoile.** Modifications aux statuts ainsi que dans la composition du conseil d'administration. Siège social: mairie d'Etoile.

3 novembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Ligue de la République.** Modifications dans la composition du bureau et transfert du siège social du 16, rue de la Sorbonne, au 28, rue Serpente, Paris.

4 novembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Drôme. **Cercle d'escrime romanais-péageois.** But: pratique de l'éducation physique, de l'escrime, de l'athlétisme, de la natation, du judo. Siège social: café Glacier, 1, cours Bonneveaux, Romans.

4 novembre 1950. Déclaration à la préfecture de Foix. **Société de chasse d'Alzen.** But: répression du braconnage et repeuplement. Siège social: mairie d'Alzen.

6 novembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Neufchâteau. **Bridge-Club de Vittel.** But: offrir à ses membres des distractions artistiques et mondaines, notamment par la pratique du bridge. Siège social: villa Les Oiseaux, rue de Sugène, Vittel.

6 novembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Bastia. **Maison d'enfants à caractère sanitaire.** But: recevoir des enfants délicats ou moralement abandonnés. Siège social: ancien préventorium, Luri.

Rectificatif au *Journal officiel* du 10 octobre 1950: page 10561, 2e colonne, 15e annonce, au lieu de: « Comité départemental de la Nièvre », lire: « **Comité départemental du tourisme** ».

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.